

M. Pasqua à Alger

En visite officielle pour quarante-huit heures en Algérie, M. Charles Pasqua a pu mesurer avec ses interlocuteurs, le président Chadli, le premier ministre et le ministre de l'intérieur, dont il était l'hôte, le bon état des relations franco-algériennes. Longtemps en dents de scie, celles-ci sont au beau fixe depuis la fin de 1985, c'est-à-dire depuis le début de la campagne électorale pour les législatives de mars 1986. Depuis par les socialistes, dont les attentions n'ont pas vu d'un mauvais oeil le retour de la droite aux affaires. D'abord, M. Chirac et son parti incarnent à leurs yeux le gaullisme, et de Gaulle fait toujours l'unité en Algérie, où il inspire un profond respect. Ensuite, ils savent que la politique de l'actuelle majorité est sans surprise, et, après en avoir pris rapidement la mesure, ils s'en accommodent très bien.

Des décisions qui auraient dû être mal ressenties à Alger sont finalement passées comme une lettre à la poste. L'établissement d'un visa pour tous les étrangers, à l'exception des ressortissants des pays de la Communauté européenne, n'a pas posé de problème particulier, alors qu'une convention de libre circulation entre les deux pays existait.

Le motif était noble : la lutte contre le terrorisme. Les Algériens l'ont bien admis, et, quand Paris a eu besoin d'appui, Alger a répondu présent. Les hommes politiques français ont du reste, chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion, remercié publiquement les autorités algériennes pour leur rôle dans la libération de certains otages français détenus au Liban et leur coopération en matière de sécurité. M. Pasqua n'a pas manqué de le faire également devant la communauté française réunie, comme le veut la coutume, à la résidence de l'ambassadeur. « Il faut que vous sachiez, a-t-il dit, que, en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, la France a pu compter sur l'amitié et la coopération des dirigeants algériens. »

La coopération entre les deux ministères de l'intérieur est excellente. Les contacts sont permanents et directs, le Quai d'Orsay étant très - trop - souvent tenu à l'écart des décisions. La France a besoin d'Alger à la fois dans l'affaire des otages et pour lutter contre le terrorisme dans l'hexagone : Alger a, en revanche, besoin de Paris pour contrôler son émigration, au sein de laquelle s'agit, de manière diffuse, l'opposition, personnifiée par MM. Ahmed Ben Bella et Hocine Ait Ahmed. L'interdiction, faite à deux reprises, de laisser distribuer sur le territoire français le journal de M. Ben Bella est la preuve que les desiderata d'Alger - tels que en écartant certains principes - sont entendus place Beauvau.

Alger continue, d'autre part, de jouer un rôle dans la politique intérieure française. Tous les boursinages sont des électeurs. Les pieds-noirs, qu'ils soient rapatriés ou restés en Algérie, aussi. Et M. Pasqua n'a pas fait dans le détail pour les séduire. Après avoir assisté à la messe de la Pentecôte à Notre-Dame-d'Afrique, une basilique restée chère à tous les rapatriés, il a répété à ceux qui sont restés ce qu'ils entendent déjà depuis bientôt vingt-cinq ans, à savoir que la vente de leurs biens et le transfert vers la France de leurs fonds n'étaient plus qu'une question de temps... Aux représentants des entreprises françaises installées en Algérie, M. Pasqua a tenu des propos rassérénants sur l'état des finances de la France. Des propos rassérénants pour tous. Reste à savoir si les promesses pourront être tenues.

(Lire page 4.)

Le sommet des grands pays industrialisés

Les débats s'engagent à Venise sur le désarmement et le Golfe

Le treizième sommet des sept principales démocraties industrielles (Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada) devait s'ouvrir lundi soir 8 juin à Venise par un dîner des chefs d'Etat et de gouvernement. Outre le désarmement, les problèmes du Golfe devaient occuper une part importante des discussions, alors que la tension est montée entre l'Iran, d'une part, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, d'autre part, à propos de l'installation de missiles chinois en Iran et de nouvelles expulsions de diplomates par Londres et par Téhéran.

Comme le veut un protocole bien établi, le premier dîner des chefs de délégation devait être entièrement consacré aux questions politiques, lesquelles doivent être traitées avant la première séance de travail d'un sommet qui porte, en principe, sur les seules affaires économiques et financières. Les chefs d'Etat et de gouvernement devaient donc s'entretenir lundi soir de la situation dans le golfe Persique, des relations Est-Ouest et du terrorisme. Simultanément, deux autres dîners étaient prévus, l'un entre les ministres des affaires étrangères, l'autre entre les ministres de l'économie et des finances.

A propos du Golfe, deux conseillers de M. Reagan ont tenu à rappeler à Venise que les Etats-Unis « déconseillaient » à l'Iran d'installer au bord du Golfe des

missiles sol-mer qu'ils viennent d'acheter à la Chine (le Monde daté 7-8 juin) et qu'ils espéraient bien que cette question serait abordée par les Sept. L'Union soviétique a fait savoir, pour sa part, qu'elle n'entendait pas, malgré les préparatifs américains qu'elle dénonce, augmenter les effectifs de sa flotte militaire dans le Golfe, fort actuellement de trois bâtiments.

Quant au désarmement, autre sujet à l'ordre du jour de Venise, les deux superpuissances continuent de se dire optimistes sur les chances d'un accord : la perspective d'un sommet Reagan-Gorbatchev à l'automne est considérée désormais comme vraisemblable, tant à Washington qu'à Moscou.

(Lire nos informations page 3.)

Le Monde

ECONOMIE

- La mise au pas des Etats-Unis. - Pour la première fois au vingtième siècle, l'économie américaine dépend de l'extérieur. Washington est condamné à faire subir au pays une difficile cure d'austérité.
- Les éleveurs japonais « victimes » de la guerre commerciale. - Les agriculteurs nippons redoutent une ouverture du marché de la viande. Grâce à leurs appuis politiques, ils veulent maintenir un coûteux système de protection.
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 15 et 16

Le Monde

SPORTS

De Lendil aux antipodes

Les internationaux de France ont permis à Ivan Lendl, écarté des courts par une opération aux ménisques, de réussir son retour au sommet. Le Tchèque a conservé son titre en dominant Mats Wilander (7-5, 6-2, 3-6, 7-6). En revanche, c'est une consécration pour l'Allemand de l'Ouest Steffi Graf, devenue à dix-sept ans et onze mois la plus jeune gagnante du tournoi, aux dépens de Martina Navratilova (6-4, 4-6, 8-6).

L'intérêt va maintenant se déplacer vers les antipodes, où la Quinze de France s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe du monde de rugby en éliminant les Fidjiens (31-16). La tâche des Français s'annonce difficile en demi-finale, où ils rencontreront les Australiens le samedi 13 juin à Sydney. La deuxième place en finale se jouera entre les Gallois et les All Blacks néo-zélandais.

Page 9

La campagne électorale dans la capitale de l'Italie qui gagne

A Milan, loin des intrigues romaines...

Des élections législatives auront lieu en Italie le dimanche 14 et le lundi 15 juin. A Milan, capitale du Nord, la campagne donne lieu à un affrontement entre les listes présentées par le Parti communiste et celles des socialistes du président du conseil sortant, M. Craxi.

MILAN de notre envoyée spéciale

Milan se porte bien et une élection n'y changera rien. Une campagne électorale approche de son terme qui ne fut faite que d'invoctives et de petites phrases ambiguës sur la coalition qui pourrait gouverner l'Italie demain, sans que les électeurs aient compris les motifs de la crise qui est à l'origine de ces élections anticipées et sans qu'aucun parti ait vraiment

pris la peine de leur exposer son programme. Comment s'étonner dès lors que Milan, capitale de l'Italie qui gagne, dont les seules vraies ferveurs semblent être aujourd'hui celles du modernisme et de l'enrichissement, nourrisse plus qu'aucune autre ville le mépris des intrigues romaines et le sentiment de l'infirmité de ce jeu politique archaïque.

Pourtant, parce que cette cité est une locomotive pour l'Italie, parce qu'elle est la « ville de Craxi » et parce que le vote d'opinion (par opposition au vote organisé ou de « clientèle ») y a plus de poids qu'ailleurs, c'est là que les partis jouent leur image : cinq leaders sont en lice parmi lesquels MM. Bettino Craxi pour les socialistes, Alessandro Natta pour les communistes et Giovanni Spadolini pour les républicains.

Guerre d'image donc et c'est logique dans la capitale de la publicité, du design et des télévisions privées. La campagne se livre à coups de spots publicitaires sur les chaînes commerciales, plus quelques rencontres en petit comité avec des fidèles et des faiseurs d'opinion et malgré tout quelques banquets pour le réseau clientèles.

Guerre d'image qui oppose surtout (car la démocratie chrétienne a son centre de gravité plus au sud) le Parti socialiste, qui faisait il y a quelques années encore de son enrôlement milienais le symbole de son caractère réformateur et progressiste, à un Parti communiste qui lance aujourd'hui sur ce terrain une vigoureuse offensive.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 2.)

Le maintien de M. Léotard au gouvernement

M. Chirac soumet l'union de la majorité à « une période probatoire »

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a estimé, le lundi 8 juin, que, après la décision de M. Léotard de rester au gouvernement, « une période probatoire est ouverte ». Au cours de celle-ci, a ajouté M. Baudouin, « il va falloir démontrer que l'union et la marche ensemble ne sont pas de vains mots ». A Fréjus, M. Léotard avait affirmé que son parti, le PR, « n'a pas vocation à être caporalisé » et qu'il s'apprête à entreprendre « dans les mois qui viennent une tournée de toutes les circonscriptions françaises avec la liberté de ton qui est la nôtre ».

La clarification inachevée

FRÉJUS de notre envoyé spécial

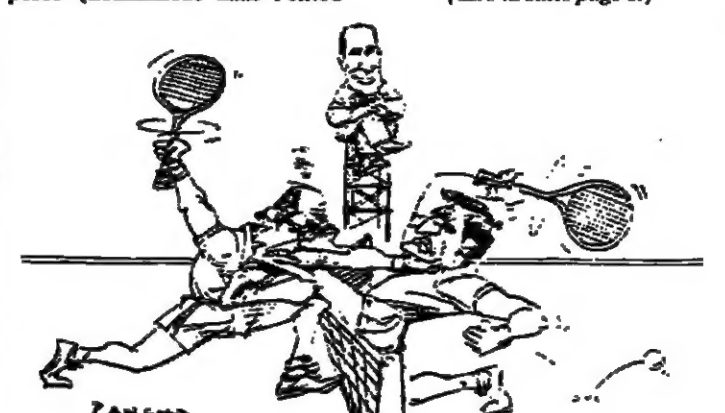
Qui ne peut pas le moins ne pourra pas le plus : cette réécriture d'un vieux dicton peut s'appliquer désormais à un premier ministre qui, au sortir d'une semaine extravagante, a vu son ultimatum repoussé, qui s'en contente et feint de s'en réjouir. Qui ne peut pas mettre de l'ordre dans la maison gouvernementale aujourd'hui pourra-t-il demain gérer la maison France ? Et, avant d'y parvenir, n'a-t-il pas déjà perdu le premier tour de l'élection présidentielle ? Le fait même que cette question soit posée (notamment dans l'entou-

rage de M. Léotard) suffit à désigner le vaincu.

M. Chirac, en effet, n'avait plus guère le choix. Ne pas se satisfaire de la réponse de M. Léotard eût conduit à une crise non plus entre le chef du gouvernement et son ministre de la culture, mais entre le RPR et le PR, et au-delà avec l'ensemble de l'UDF. Car l'attitude de M. Chirac et le choix de M. Léotard ont eu pour effet de ressouder le PR autour de son secrétaire général, et de ressusciter l'UDF, confirmant ainsi que le RPR est bien, malgré lui, le seul fédérateur d'un courant libéral.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 6.)



M. Mitterrand : Je mets de la raison dans leurs passions...

SOLUTRE de notre envoyé spécial

Les mauvaises conditions atmosphériques, le dimanche de Pentecôte, et le goût de M. Mitterrand pour les effets surprises ont bouleversé le rituel du « pèlerinage » que le président effectue à Solutre depuis la fin de la guerre et que la presse suit en partie depuis 1981. Le président est parti à 9 heures pour escalader la roche, prenant de court ceux de ses proches qui ont l'habitude de

le suivre et une bonne partie de la presse.

Seuls quelques journalistes étaient en haut de la roche, lorsque M. Mitterrand est arrivé, une canne à la main, vêtu d'une veste et d'un pantalon de ciré de chasse, coiffé d'un chapeau de toile, pour affronter une pluie battante, en compagnie de sa nouvelle chienne Labrador, nommée Baltique, âgée de six mois.

C'est avant, et non après le déjeuner dominical, que le président a fait quelques confidences aux journalistes que rejoignent,

un à un, les amis du président, revenus bredouilles en fin de matinée d'une roche de Solutre visitée par M. Mitterrand deux heures plus tôt. Le président a ironisé sur le fait que ses amis renoncent à l'escalade quand ce n'est pas en sa compagnie. « C'est très étonnant », a-t-il remarqué, tout en grignotant quelques rondelles de saucisson, accompagnées d'un verre de pouilly-fuissé, qui ont agrémenté une discussion à bâtons rompus d'une heure et demie avec les journalistes.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(Lire la suite page 6.)

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat d'authenticité les accompagne.

12 AVENUE MONTAIGNE, PARIS
47.20.06.73

Etranger

Deux consultations électorales en Europe

GRANDE-BRETAGNE

L'Alliance libérale-social-démocrate en perte de vitesse

LONDRES

de notre envoyé spécial

« La seule chose fraîche au menu... » Ce slogan électoral choisi par l'Alliance libérale-social-démocrate pour les élections législatives britanniques du jeudi 11 juin à l'appui du combat politique des « deux David », MM. David Owen, leader du SDP, et David Steel, chef du Parti libéral, ne semble pas avoir fait recette.

Non seulement il a attiré sur les deux hommes les quolibets de leurs concurrents — « ce n'est pas un slogan, c'est une invitation au cannibalisme », railleait M. Neil Kinnock, — mais il a de plus mis en évidence que le biphéisme politique était aussi étranger aux Britanniques que la conduite à droite sur les routes.

Et, pourtant, cette formation issue du rapprochement des libéraux et des dissidents du Parti travailliste affichait de grandes ambitions. En quittant, en 1981, un parti décimé trop à gauche pour eux, MM. Roy Jenkins et David Owen,

anciens ministres, s'étaient fixés comme objectif d'installer solidement un parti au centre de l'échiquier politique.

Fort de son succès de 1983, où avec plus de 25 % des suffrages, elle talonnait un Parti travailliste en plein désarroi, l'Alliance ne visait cette fois-ci rien moins que mettre un terme à la majorité absolue des conservateurs, en faisant élire suffisamment de députés pour que l'un ou l'autre des grands partis soit contraint de négocier avec elle dans le cadre de ce fameux « hung Parliament », Parlement « en suspens », redouté par les Tories comme par le Labour.

Fonctionner en tandem

Des succès non négligeables lors d'élections partielles et locales avaient conforté l'optimisme de MM. Steel et Owen dont, par ailleurs, la cote dans l'opinion publique était fort bonne. Mais contrairement

aux élections législatives précédentes, où la dernière semaine de la campagne avait vu l'Alliance progresser à pas de géant dans l'électorat, les intentions de vote en sa faveur stagnent aux alentours des 20 % — un résultat qui, s'il se confirmait jeudi 11 juin aboutirait à une réduction à la portion congrue de sa représentation à la Chambre des communes, déjà fort mince (vingt-trois députés). La loi d'airain du système majoritaire à un tour, dont la modification est un élément du programme de l'Alliance, ne laisse aucune place à un parti qui peut recueillir les suffrages d'un Britannique sur cinq et bénéficier de la sympathie de beaucoup d'autres.

Les causes de cet échec prévisible, et déjà reconnu implicitement par M. Steel à trois jours du scrutin, sont multiples et se cumulent. Tout d'abord, le « succès » de 1983 avait, pour l'essentiel, été obtenu aux dépens d'une part d'un Parti travailliste dépourvu de doctrine cohérente, de leader reconnu et en proie aux démons du gauchisme. Or, aujourd'hui, le recastage opéré par

Mais ces derniers, en téléspécialistes assidus des émissions de la campagne, ont trouvé plutôt bizarre le numéro de duettistes de nos deux hommes, hochant tour à tour la tête en signe d'approbation quand l'autre parlait.

Les choses se gâtent encore plus lorsque l'un faisait des déclarations contraires à celles de son compère, concernant notamment l'attitude que l'Alliance allait adopter en cas de « Parlement en suspens ». Si M. Steel excluait totalement un soutien à un gouvernement minoritaire de M^{me} Thatcher, estimant cette hypothèse « inimaginable », ce n'était pas l'avis de M. Owen qui préférait laisser ouverte la question.

Juste milieu et bizarreries

Ces dissonances entre les têtes de la « double monarchie » de l'Alliance finissent par effacer dans les esprits l'accord de base existant entre les deux formations sur une gestion des affaires du pays moins inspirée d'un « darwinisme social » que celle de M^{me} Thatcher, et moins sauvagement élitiste que celle proposée par le Labour. La passion du « juste milieu » qui anime l'Alliance ne va pas toutefois sans quelques bizarreries, comme cette attitude vis-à-vis de l'armement nucléaire de la Grande-Bretagne visant à conserver une « dissuasion minimum », en ne modernisant pas les fusées Polaris, obsolescentes.

Le rendez-vous de jeudi risque donc d'être amer pour MM. Steel et Owen. Car il ne s'agira pas, en l'occurrence, d'un revers politique ordinaire : il peut marquer la fin de ce phénomène inédit dans le paysage politique de la Grande-Bretagne d'après-guerre : l'émergence d'un tiers parti à vocation de gouvernement. Si elle veut continuer à jouer un rôle majeur dans la vie politique britannique, l'Alliance devra, comme le réclament déjà certains sociaux-démocrates et certains libéraux, envisager sérieusement la fusion des deux partis qui la composent, pour aboutir à un leadership unique conforme à la tradition.

Après à remplir les « vides » politiques imprudemment laissés à leur gauche et à leur droite par les dirigeants conservateurs et travaillistes, l'Alliance voit le sol se dérober sous ses pieds lorsque M. Kinnock réagit à l'annonce des brexit égarés du Labour de rentrer au bercail, et lorsque M^{me} Thatcher met en avant, le temps d'une campagne électorale, ses « modérés », comme M. Michael Heseltine, ancien ministre de la défense, qui a démissionné du gouvernement, en désaccord avec la « dame de fer » sur le rachat par les Américains de la fabrique d'hélicoptères Westland.

Et pourtant, dans un système politique moins rigide, un homme comme David Owen, à qui chacun reconnaît des qualités d'homme d'Etat, pourrait jouer un rôle similaire à celui de M. Genscher en RFA. Mais il faudrait pour cela que la démocratie britannique renouât à l'un de ses piliers : ce mode de scrutin couperet dont, pour l'instant, conservateurs comme travaillistes semblent fort satisfaits.

LUC ROSENZWEIG.

M. Neil Kinnock, même s'il n'est pas encore parvenu à son terme, prive l'Alliance du vote des « déçus du travaillisme ».

Mais deux semaines de campagne électorale ont également mis en lumière combien il est difficile, dans le contexte politique britannique, de fonctionner en tandem. L'électorat d'outre-Manche vote certes pour un parti, pour des idées, mais aussi pour un premier ministre. M. Owen et Steel ont été de la démagogie sociale continue de faire recette, la politique proposée par MM. Owen et Steel était de loin la moins laudable, la plus projetée dans l'avenir de toutes celles offertes au choix des électeurs.

EN BREF

● **TURQUIE** : élections municipales. — Le Parti de la mère patrie (ANAP, droite) du premier ministre Turgut Ozal a largement remporté, dimanche 7 juin, une série d'élections municipales partielles dans quatre-vingt-quatre nouvelles communes réparties dans toute la Turquie. Avec au moins cinquante-cinq députés, l'ANAP, qui présentait des candidats partout, a distancé le Parti de la juste voie (secrétaire), soutenu par l'ancien premier ministre conservateur Süleyman Demirel, reversé par les militaires lors du coup d'Etat de 1980. Avec cinq élus, le Parti populiste social-démocrate, première formation d'opposition parlementaire, s'est classé troisième. — (AFP.)

● **URSS** : la poétesse Irina Ratouchinskaya privée de sa nationalité. — Par décret du président du Soviet suprême daté du 14 mai, la poétesse dissidente Irina Ratouchinskaya et son mari Igor Guarchtchenko, qui ont émigré en décembre dernier en Grande-Bretagne, ont été

privés de leur citoyenneté soviétique. Le couple est accusé d'avoir calomnié l'URSS et porté atteinte à son prestige. Irina Ratouchinskaya avait été condamnée à sept ans de prison et cinq ans d'exil interne en avril 1983 pour diffusion de poésie clandestine critiquant l'histoire soviétique. — (Reuters.)

● **La famille d'André Sakharov** en visite à Moscou. — La mère d'Elena Bonner ainsi que la belle-fille de l'académicien soviétique André Sakharov et deux de leurs petits-enfants sont arrivés samedi soir 6 juin à Moscou, en provenance d'Italie via Francfort. M^{me} Bonner et le Prix Nobel de la paix étaient présents à l'aéroport pour cette réunion de famille. M^{me} Ruth Bonner, quarante-cinq ans, Tatiana Yankovitch, quatre-vingt ans, et Anna, douze ans, vivent tous aux Etats-Unis. La fille de M^{me} Bonner, issue d'un premier mariage, et ses deux enfants devraient séjourner au moins trois semaines dans la capitale soviétique. — (AFP.)

ITALIE

A Milan, loin des intrigues romaines...

(Suite de la première page.)

Le piment de cette campagne électorale n'est pas venu ici d'une blonde aux seins nus, comme à Rome la Cicciolina, star du cinéma porno que le Parti radical présente sur sa liste et qui pourrait bien l'emporter, le succès revenant toutefois, en ce genre de circonstance, à la décision. Capitale de la finance oblige, la volée de ces élections à Milan est l'un des plus brillants avocats d'affaires italiens, ancien président de la commission des opérations de Bourse, consultant des plus grands groupes industriels lombards et associé d'un des plus gros revenus de la ville, M. Guido Rossi, qui se présente sous l'étiquette « indépendant de gauche » sur la liste du Parti communiste. L'annonce de cette candidature a fait courir jusqu'aux journalistes américains qui sont venus d'outre-Atlantique enquêter sur ce mariage contre nature d'un ancien de Harvard avec « l'empire du mal ». La haute bourgeoisie milanaise, qui chahute depuis toujours une tradition tolérante et éclairée et qui sait mieux ce qu'est le PCI, n'en a pas moins été parcourue d'un bref frisson de perplexité. « Le rêve de tout juriste, dit M. Guido Rossi, c'est de devenir législateur. Pour quelqu'un qui, comme moi, a depuis toujours une sensibilité de gauche, cela n'était possible que par les indépendants. Le Parti socialiste a montré qu'il n'était pas un parti de réforme. »

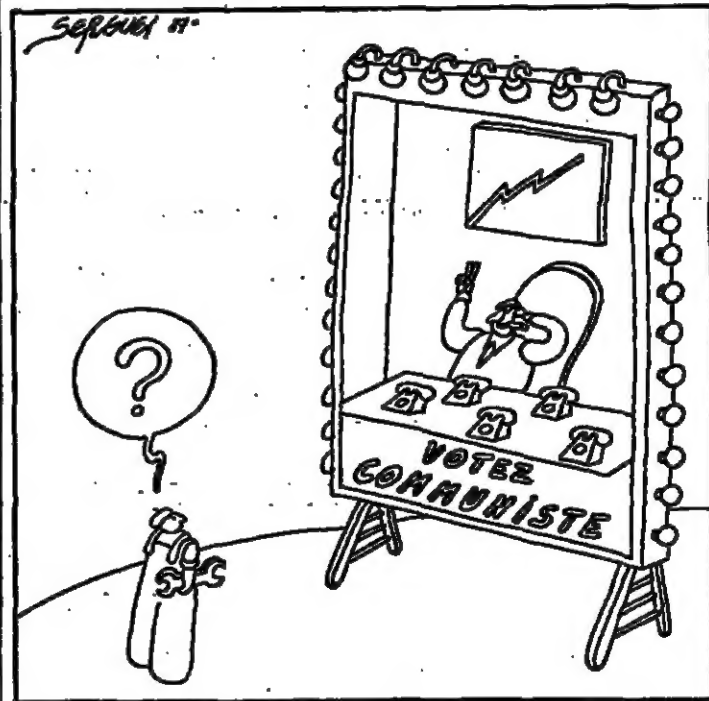
Effet d'image

Ainsi, le conseiller de la haute finance et du grand capital, chapeauté par le Parti communiste, va, dans Milan et dans toute l'Italie du Nord, délivrer son message sur la nécessité de réformer le système bancaire, de réglementer les opérations de Bourse et de doter l'Italie d'une loi antitrust. Premier objectif

entre deux auditions, affirme avec un certain angélisme que son geste n'est pas un coup bas contre le Parti socialiste mais sa contribution positive à l'unité de la gauche en laquelle il croit encore. Tous deux expliquent que s'ils ont choisi la liberté dans l'appareillement au PC c'est en raison de la disparition de tout débat interne dans le parti de M. Craxi et de l'option du PSI pour une alliance avec la démocratie chrétienne.

Pure opération-spectacle que cette liste d'indépendants, relève le socialiste Giorgio Ruffolo, en regrettant que ses amis dissidents acceptent ainsi de servir d'ancillaires tache-à-fait à un parti qui veut se présenter comme le pilier d'une gauche ouverte et pluraliste mais qui ne parvient pas à achever sa transformation interne. Inégalement qui pèse d'autant plus que M. Giorgio Ruffolo adresse au Parti socialiste la même critique que les transfuges et qu'il fut seul au dernier congrès de Rimini à dénoncer les déviations du PSI, « la tentation de plus en plus forte d'interpréter le pouvoir comme un but en soi et non comme l'instrument d'une politique ». « Craxi, dit-il encore, a redonné sa fièvre au parti et transformé son complexe d'infériorité en un complexe de supériorité qui est à l'origine du moralisme actuel. » Mais nous changerons, ajoute-t-il, nous retrouverons une dialectique interne à condition que nous nous renforçons électoralement.

Est-ce possible à Milan, berceau du socialisme italien qui fut le tremplin de M. Bettino Craxi pour son accession à la tête du parti et à la présidence du conseil ? « Cette ville n'est la ville de personne, elle n'a pas besoin de patron », disent ses adversaires en renvoyant à M. Craxi l'autre côté de son image, celle méridionale du chef de bande autoritaire et peu regardant sur les moyens.



du Parti communiste dans cette affaire : s'assurer un effet d'image que M. Rossi résume en rapportant avec une certaine complaisance cette phrase que lui adressait un vieux syndicaliste milanaise à l'issue d'une réunion électorale : « Il y a quinze ans, si un col blanc rentrait ici, nous le prenions pour un ennemi de classe. Votre présence nous montre le chemin parcouru par notre parti. »

Il s'agit de montrer aussi que le PCI est plus réceptif que d'autres aux préoccupations réelles de l'Italie nouvelle. Cette Italie-là est celle du Nord, celle des nouveaux entrepreneurs qui se sont construits une fortune en quelques années à la tête de PME fulgurantes et florissantes lancées à la conquête des marchés étrangers, celle des jeunes qui ont pour ambition le management ou les études polytechniques. Elle se passionne pour la Bourse et les affaires et cet engouement fait vivre à Milan deux quotidiens, deux mensuels et un hebdomadaire spécialisés dans l'économie. Le syndicalisme de raps, celui des grandes batailles frontales dont les dernières furent de grandes défaites, n'a plus de prise sur elle, pas plus que la classe politique qu'elle tient dans l'ensemble pour provinciale. « Je m'adresse, dit M. Guido Rossi, à des gens qui croient à la compétence plus qu'à l'appartenance. »

Transfuges

L'avocat d'affaires n'est pas seul sur la liste, particulièrement longue à l'échelle des indépendants appartenant au PCI dont la publication d'une gifle pour le Parti socialiste car elle comporte un certain nombre de transfuges et non des moindres : ainsi M. Antonio Gioielli, député socialiste pendant trente ans et ancien membre de la Commission de Bruxelles, ainsi le maître du Piccolo Teatro, M. Giorgio Strehler, qui,

L'idée autrefois répandue que « voter socialiste c'est voter comme un Milanais », l'idée que ce parti était l'incarnation de ce que l'on appelle ici les « couches émergentes », c'est-à-dire les nouveaux acteurs de l'innovation économique et culturelle, a du plomb dans l'aile. Elle n'est plus guère fondée que sur les sympathies affichées pour le Parti socialiste par quelques socialistes — une catégorie qui compte, il est vrai, à Milan — et par le plus contesté des stylistes milanaise, Trussardi, ainsi que sur des relations assez floues avec M. Silvio Berlusconi. Et si le Parti socialiste a joué, il y a deux ans, d'une grande popularité dans les milieux économiques lorsqu'il a rompu avec le système de l'échelle mobile des salaires, cet effet est aujourd'hui passé et le PS est de plus en plus assimilé aux autres partis.

L'un des plus solides atouts du parti à Milan c'est, en réalité, le numéro deux de la liste, M. Carlo Tognoli, par tempérament une espèce d'antithèse de M. Bettino Craxi, modeste et efficace, qui fut, pendant onze ans, le maître de cette ville et qui en a conservé une énorme popularité. M. Carlo Tognoli, qui dirigeait une municipalité d'union de la gauche avec le PC, a quitté la place après que la direction de son parti ait décidé de reproduire dans les grandes municipalités son alliance de gouvernement avec la démocratie chrétienne. Il fut remplacé à la mairie par le beau-frère de M. Craxi qui jouit, jusqu'à présent, d'une piètre réputation. L'aboutissement de la fédération lombardo du PS, vit dans la terreur de remporter dans Milan plus de voix de préférence que M. Bettino Craxi.

CLAIRE TRÉAN.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 69572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bonnier-Hilary (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Droits de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, président,
et Hubert Bonnier-Hilary, directeur.
Administrateur général :
Bernard Woutas.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernez.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
Tél. MONDOPUB 206 136 F

Le Monde USPS 705-010 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedpost, 46-46 39th Street, L.I.C., N.Y. 11164. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost, L.I.C., 46-46 39th Street, L.I.C., N.Y. 11164.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par navettes)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Diplomatie

Le treizième sommet des pays industrialisés à Venise

Le regain de tension dans la région du Golfe, et notamment la querelle entre les Etats-Unis et l'Iran à ce sujet, devrait être un des thèmes dominants du treizième sommet des Sept. En effet, dès dimanche, deux des principaux conseillers de la Maison Blanche, qui accompagnent le président Reagan, ont adressé un avertissement très net à l'Iran, « déconseillant » à la République islamique de déployer à l'embouchure du Golfe les missiles terre-mer *Silkworm*, récemment acquis auprès de la Chine (le Monde daté 7-8 juin). M. Frank Carlucci, le conseiller du président pour les questions de sécurité, a ainsi indiqué à la presse : « Nous pensons qu'il est très déconseillé aux dirigeants iraniens d'essayer d'utiliser les missiles *Silkworm* pour interférer avec la liberté de navigation ; les bateaux de guerre américains

sont prêts à se défendre et à défendre les bâtiments qu'ils escortent ».

Pour sa part, M. Howard Baker, le secrétaire général de la Maison Blanche, a jugé que « l'acquisition des *Silkworm* et la préparation de leur déploiement constituent une escalade dans les systèmes d'armes dans le Golfe et une chose dangereuse pour l'Iran ». S'adressant lui aussi à des journalistes à Venise, il a indiqué que l'installation de ces fusées « serait un véritable danger pour la liberté de navigation en haute mer ». Il s'agit, selon lui, d'un sujet que le sommet devrait aborder.

Les Etats-Unis rappelleraient à leurs partenaires qu'ils ont l'intention de faire passer quelque onze pétroliers koweïtiens sous pavillon américain — afin de dissuader les attaques iraniennes

contre ces bâtiments — et d'assurer leur protection dans la voie d'eau.

Dans un entretien publié dimanche par le *New York Times*, le premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Iouli Vorontsov, a déclaré que son pays n'avait pas l'intention d'augmenter sa flotte de guerre dans le Golfe (forte actuellement de trois navires) pour faire pièce à un éventuel déploiement de bâtiments américains.

A propos du désarmement, M. Vorontsov se dit optimiste sur les perspectives d'accord entre l'Est et l'Ouest sur les euromissiles. Il confirme que son gouvernement cherche à organiser une rencontre entre MM. Reagan et Gorbatchev en octobre prochain, et dit s'attendre à une rencontre préparatoire à ce sommet vers la fin de l'été entre MM. Shultz et Chevardnadze, les chefs des deux diplomates.

Sur le troisième volet des discussions de Venise, les problèmes économiques, on en est resté aux vœux et aux aveux. L'Allemagne fédérale attend du sommet, selon un communiqué publié le 7 mai, « des signaux positifs pour l'économie mondiale ». Et Bonn d'ajouter qu'avec son plan de réduction des impôts sur trois ans — pourtant déjà mis en doute en Allemagne — y compris dans la majorité gouvernementale — il avait atteint « la limite maximale » de sa marge de manœuvre.

Les Japonais, eux aussi mis en demeure de prendre des mesures concrètes pour relancer la croissance, ont rappelé par la voix de M. Nakasone que leur pays est engagé dans « une politique audacieuse d'encouragement de la croissance par la demande interne ».

Un ambitieux projet japonais de recherche fondamentale inquiète les Occidentaux

TOKYO
de notre correspondant

L'ambitieux programme international de recherche fondamentale Frontières humaines, que le premier ministre japonais doit présenter au sommet de Venise, suscite des dissensions entre les ministères nippons, après avoir fait naître des suspicions chez les partenaires du Japon.

A la veille du départ de M. Nakasone pour Venise, une partie de la presse japonaise, citant des sources au ministère des affaires étrangères, annonçait que ce programme était abandonné et que le premier ministre, en revanche, présenterait une offre de coopération internationale pour la lutte contre le SIDA.

Le même jour, au cours d'une conférence de presse destinée à certains correspondants étrangers, M. Nakasone déclarait que le contenu de ces articles « n'était pas nécessairement exact », mais que le programme Frontières humaines était encore trop vague et qu'il demanderait à ses partenaires de participer avec le Japon à des études destinées à le rendre plus concret.

« Le projet Frontières humaines sera effectivement proposé par M. Nakasone à Venise, et nous espérons qu'il y sera fait allusion dans le communiqué final », a seulement déclaré laconiquement un haut responsable de la division pour les sciences et les technologies du MITI, initiateur du projet. Une nouvelle étude de faisabilité (la troisième) doit être entreprise très pro-

chainement, précise-t-on de même source.

Elle pourrait porter sur la création d'une fondation Frontières humaines, sur la mise en place de banques internationales de données, ainsi que sur un programme d'échanges de chercheurs. Elle sera aussi l'occasion de préciser les problèmes de financement, la question des budgets que sont prêts à fournir les partenaires du Japon n'ayant jamais été abordée de manière concrète.

Le MITI a alloué 170 millions de yens à la réalisation de cette étude, et il est envisagé de créer deux comités d'experts : l'un composé de scientifiques et l'autre de représentants gouvernementaux.

Le projet Frontières humaines, dont l'idée a été lancée il y a deux ans, a assurément une visée politi-

que : alors que les Américains ont l'IDS et les Européens Euréka, le Japon entend être lui aussi l'initiateur d'un grand programme international de recherche scientifique.

Sur le plan politique l'objectif est double : recycler dans la recherche une partie des ressources financières accumulées par le Japon grâce à ses excédents commerciaux, en espérant désamorcer ainsi la campagne de critiques dont il est l'objet, et proposer un projet interministériel de grande envergure.

Le projet Frontières humaines aurait dû être présenté par M. Nakasone au sommet de Tokyo il y a un an. Mais, en raison de l'accident de Tchernobyl et du raid américain sur la Libye, il n'avait pu être évocé.

Intellectuellement, l'orientation de Frontières humaines est séduisante. Il s'agit de rationaliser la recherche internationale dans le domaine de la biologie moléculaire, en cherchant notamment à réduire la compétition, coûteuse et source de dépendance d'énergie entre laboratoires, par une meilleure coordination des travaux et une meilleure circulation des résultats des recherches, tout en accélérant l'application des découvertes au domaine industriel.

Une anberge espagnole

Selon un document du MITI, les techniques actuelles sont en grande partie responsables de la dégradation de l'environnement, de la raréfaction des ressources et de l'exploitation de la consommation énergétique, auxquelles s'ajoute la « technostress » (l'aliénation de l'homme par la technologie).

Les Japonais proposent de développer des systèmes reproduisant *in vitro* les fonctions biologiques des organismes, et notamment de la machine humaine (fonctions cérébrales, motrices, sensorielles), de telles études permettant, en particulier, de faire avancer les recherches en matière d'intelligence artificielle.

Le projet vise donc une mise en commun des efforts des pays industrialisés. Le Japon assumerait 50 % du total des dépenses (25 % des financements seraient d'origine privée). Le budget envisagé pour les vingt prochaines années s'élèverait à 1 000 milliards de yens.

PHILIPPE PONS.

M. Ronald Reagan au Vatican

« Les idées du pape sont meilleures que les miennes... »

ROME
de notre correspondant

Le président Reagan a distrait quelques heures de ses vacances vaticaines précédant le sommet pour se rendre à Rome, samedi 6 juin, en compagnie de son épouse Nancy. Deux visites « privées », tout de même très politiques, étaient au cœur de ce déplacement : l'une auprès du pape Jean-Paul II au Vatican et l'autre à Castelporziano, une résidence des chefs d'Etat italiens, pour y rencontrer son homologue, M. Francesco Cossiga, ainsi que M. Fanfani, président du conseil.

C'était la troisième mise que M. Reagan et Jean-Paul II se rencontraient. Le président américain avait déjà fait une visite privée au Vatican en 1982 et il avait par ailleurs, revenant de Chine au printemps 1984, attendu une journée entière le souverain pontife en Alaska, où lui-même faisait une escale, en route pour la Corée. (Entre-temps, les Etats-Unis avaient rétabli avec le Saint-Siège leurs rela-

tions diplomatiques interrompues aux dix-neuvième siècle.) Les deux hommes doivent se revoir à Miami, le 10 septembre, au début du voyage que le pape doit accomplir dans le sud et l'ouest des Etats-Unis.

Le chef de l'Etat américain, protestant mais de père catholique, ne manque jamais une occasion de manifester au souverain pontife une déférence ostensible. A l'issue de leur entretien en tête à tête, qui a duré près d'une heure samedi matin, le président Reagan a ainsi commenté : « Nous avons eu un échange d'idées. Celles du pape étaient, comme d'ordinaire, meilleures que les miennes ».

Arrivé au Vatican en hélicoptère, M. Reagan a aussitôt quitté la cité sainte par le même moyen en direction du pavillon de chasse des présidents italiens, situé à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest.

Avec ses hôtes italiens, il a parlé notamment du désarmement et de la lutte contre le terrorisme, en particulier du récent renforcement de la coordination entre les deux pays

dans ce domaine. Vers 16 heures, le président américain et son épouse repartaient pour la villa Condulmer, proche de Trévise, pour y achever le week-end avant de se rendre, lundi 8, à l'hôtel Cipriani de Venise, qui sera leur lieu de résidence le temps du sommet.

JEAN-PIERRE CLERC.

● FIDJI : l'ancien chef du gouvernement à Londres. — L'ancien premier ministre des Fidji, M. Timoci Bavandra, renversé par un coup d'Etat militaire en mai, ne sera pas reçu par la reine Elizabeth II, chef d'Etat constitutionnel des Fidji, a indiqué, dimanche 7 juin, un porte-parole de Buckingham Palace. M. Timoci Bavandra, arrivé dimanche matin à Londres, devait toutefois être reçu, lundi, par le secrétaire privé de la reine, Sir William Heseltine, a-t-on ajouté de même source. Cette décision a notamment été prise après avis du gouverneur général des Fidji, a précisé le porte-parole. — (AFP.)

Un impressionnant déploiement de forces

VENISE
de notre envoyé spécial

De la place Saint-Marc au Rialto, Venise est déjà livrée à des dizaines de milliers de touristes. Seules les forces de l'ordre, dont la cité des doges est truffée, rappellent la présence de la conférence. Toutes les armes sont ici présentes. Les carabiniers (gendarmes) avec leur képi orné d'une grenade à la flamme, des militaires (fantassins et fusiliers marins) qui patrouillent l'arme au poing dans les ruelles de la ville, tandis que les vedettes rapides de la Guardia di finanza (douane) et de la police circulent dans les canaux et la baie de Saint-Marc, où la navette qui assure le liaison continue avec l'île San-Giorgio toute proche, lieu du sommet, est déjà en service.

Dans l'île San-Giorgio, les centres de presse se sont installés dans la journée de dimanche, le seul à peu près actif étant, ce jour-là, celui des Japonais, où s'est déjà tenue en fin d'après-midi une conférence de presse consacrée au programme de relance auquel le gouvernement de Tokyo entend donner, et on la comprend, le maximum de publicité.

Amarré à peu de distance du Palais des doges, un grand aviso de la marine italienne est au mouillage. Plus loin, du côté du quartier Santa-Elena, un grand porte-hélicoptères de la marine américaine est ancré. Les hélicoptères de la police italienne survolent les ruelles de la vieille cité, assourdissant pour quelques minutes les groupes de touristes qui s'attardent sur une petite place.

Cet impressionnant déploiement de forces impressionnant, destiné à assurer la sécurité des sept délégations (y compris, bien sûr, celle du gouvernement italien venue de la capitale romaine...) a déjà tenu en lieue une bruyante manifestation en faveur des sandinistes, sur la place San-Stefano, sur le chemin de l'Accademia soudainement bouclée. Mais on n'est pas ici accablé comme on l'a été dans des villes beaucoup plus grandes, Tokyo par exemple, par d'immenses banderoles annonçant le sommet. La République italienne semble s'en désintéresser. Personne, en effet, ne lui réclame un quelconque plan de relance. Les murs sont recouverts d'affiches concernant la prochaine consultation électorale. Celles qui rappellent la tenue du sommet sont bien modestes...

PAUL FABRA.

Asie

JAPON: la succession de M. Nakasone

M. Takeshita, dauphin pressé...

TOKYO
de notre correspondant

C'est un premier ministre dont le mandat n'expirait que le 30 octobre prochain, mais dont on ne prépare pas moins activement la succession, qui revêt le Japon au sommet de Venise. M. Nakasone semble avoir pris inextinguiblement la route de la sortie, tandis que, depuis le 3 juin, M. Noboru Takeshita, ancien ministre des finances et secrétaire général du Parti libéral démocrate (PLD), apparaît comme le plus sérieux candidat à la succession. Au cours d'une réunion de ses partisans, M. Takeshita a en effet réussi à regrouper autour de lui la grande majorité (118) des 140 membres de la faction Tanaka, la plus puissante du PLD. Le contrôle de cette faction lui assure un avantage considérable dans la course à la succession.

Sans doute les jeux ne sont-ils pas faits pour autant. Il y a deux autres candidats en lice, bien qu'ils ne se soient pas encore déclarés : M. Abe, ancien ministre des affaires étrangères et chef du bureau exécutif du PLD, et M. Miyazawa, actuel ministre des finances. Il reste qu'un premier ministre au Japon est désigné en fonction des rapports de force au sein du PLD : puissance des différentes factions, c'est-à-dire des clientèles de députés rassemblées autour d'un chef, et surtout capacité des leaders à « lever » les fonds politiques. Sur ces deux points, M. Takeshita détient des avantages certains. Un exemple : au milieu de mai, il avait organisé une « party », et rien qu'en une soirée son groupe a réuni 2 milliards de yens.

Quant aux options politiques des candidats, elles sont absolument secondaires, et, au demeurant, diffèrent peu. La nomination d'un premier ministre japonais résulte d'un pur jeu de pouvoir entre les factions et de compromis entre les ambitions personnelles.

Pour l'instant, M. Takeshita n'a pas encore déclaré officiellement sa candidature. Mais celle-ci est implicite. Il est gêné, momentanément, dans ses mouvements

par M. Nishida qui, lui, a annoncé sa candidature. Ce patriarche de la faction Tanaka qu'il préside (il est âgé de soixante-deux ans), veillé de se sentir mis à l'écart par M. Takeshita, a lancé, au début de mai, une contre-offensive qui a pris tout le monde de court. Ses chances d'accéder à la présidence du PLD sont pratiquement nulles, mais il perturbe le jeu. D'une part, M. Nishida est poussé en coulisses par les adversaires de M. Takeshita, qui voient un avantage évident dans une scission de la faction Tanaka ; et d'autre part, M. Takeshita qui entend prendre le contrôle de cette faction en douceur, agit le plus diplomatiquement possible.

La confusion qui règne dans les rangs du PLD tient au fait que pour la première fois depuis le début des années 70 (et même antérieurement avec le clan de l'ancien premier ministre Eisaku Sato) il n'y a plus de faction suffisamment puissante pour mener, et équilibrer, le jeu : ce fut le cas pendant plus de quinze ans avec celle de M. Tanaka.

Un manœuvrier habile

Même après sa « chute », à la suite de l'affaire Lockheed en 1974, Kakuei Tanaka continua à avoir la haute main sur le choix des premiers ministres et sur la composition des gouvernements, assumant ainsi un rôle fondamental dans la vie politique japonaise : celui de « shogun de l'ombre », de « faiseur de roi », bref de l'homme qui manipule. C'est ainsi que M. Tanaka plaça M. Nakasone au pouvoir lorsqu'il apparut que son prédécesseur, M. Suzuki, ne faisait pas le poids.

Depuis qu'il a été victime d'une hémorragie cérébrale en 1985, Kakuei Tanaka, fortement diminué, a perdu son ascendant sur le PLD. Tant la définition de la politique du parti majoritaire que ses équilibres internes s'en sont ressentis. Alors que les intérêts du groupe Tanaka (celui de ses proches) sont gérés par sa fille, sa faction s'est brusquement découverte orpheline. Elle s'est mise en quête d'un chef, capable à la fois de drainer les fonds politiques et

de distribuer des portefeuilles. M. Takeshita, qui, à l'école d'Esaka Sato puis de Tanaka, est devenu un manœuvrier d'une grande habileté au sein du PLD, est rapidement apparu comme l'homme adéquat — même s'il reste à prouver qu'il a les capacités pour assumer les fonctions de premier ministre.

M. Takeshita s'emploie actuellement à consolider sa position. Il a un handicap : l'OPA qu'il a lancée depuis la maladie de M. Tanaka sur la faction de celui-ci a suscité chez ce dernier, et surtout chez sa fille, une haine tenace à l'égard d'un dauphin un peu trop pressé. Début janvier, lorsque le monde politique alla présenter ses vœux à M. Tanaka, les portes de sa demeure se refermèrent, sans un mot d'explication, sur le capot de la voiture de M. Takeshita...

Les membres de la faction Tanaka sont trop pragmatiques pour s'émouvoir de ces réactions. Il y a tout de même des rancœurs dont l'attitude de M. Nishida et de son entourage sont l'expression et qu'il s'agit d'apaiser. Une fois qu'il aura en main la faction Tanaka, M. Takeshita négociera avec M. Abe, qui est son principal rival au sein du PLD. M. Takeshita a, en effet, besoin d'alliés afin d'obtenir la majorité relative au sein du PLD qui lui permettra d'en devenir le président (une fonction qui fera ipso facto de lui le prochain premier ministre, étant donné le poids dont dispose le PLD au Parlement).

Ses alliés potentiels sont soit M. Abe, dont la faction compte quatre-vingt-deux membres, soit M. Nakasone (sa faction a soixante-dix-huit membres). A moins d'une crise de consensus au sein du PLD qui favoriserait les rivaux de M. Takeshita, celui-ci apparaît donc bien comme le mieux placé dans la course à la succession. Son extrême prudence, qui voisine parfois à l'indécision, confère en outre à M. Takeshita un « profil » qui n'est pas pour déplaire à M. Nakasone, dont l'ambition est de devenir, à son tour, le « shogun de l'ombre » du PLD lorsqu'il aura quitté le devant de la scène.

P. P.

Le dixième anniversaire du PR et la crise dans la majorité

La crise ouverte au sein de la majorité, le mardi 2 juin, par l'envoi à M. François Léotard, secrétaire général du PR et ministre de la culture, d'une mise en demeure de M. Jacques Chirac l'invitant à choisir entre ses responsabilités gouvernementales et son action militante, a trouvé une conclusion provisoire pendant le week-end de la Pentecôte. M. Léotard, qui s'était rendu samedi 6 juin les dix ans du PR à Fréjus, ville dont il est maire, a annoncé qu'il reste au gouvernement, afin d'assurer en priorité la cohésion et « la victoire » de la majorité et de ne pas faire le jeu de M. François Mitterrand. Le premier ministre lui a répondu, dimanche, qu'il « accède bien volontiers » à son désir de conserver ses fonctions ministérielles. M. Léotard, néanmoins, continue à revendiquer sa liberté de parole, et a rappelé le même jour que le PR n'a pas vocation

à être « corporatiste ». Lundi, l'hebdomadaire Valeurs actuelles publie, d'ailleurs, une nouvelle interview de M. Léotard, dans laquelle il confirme qu'il est « naturel » que le PR apporte au premier tour de l'élection présidentielle, son soutien « aux candidats de sa famille » (l'UDF).

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie et proche de M. Léotard, a jugé que « la page est tournée » et que « la raison et l'union, la vraie, l'ont emporté », tandis que M. Frank Borotra, porte-parole du RPR, affirme : « Le semaine que nous venons de vivre constitue finalement un test positif pour la solidité de la majorité ». M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, souligne que les Français ne s'intéressent guère à tout cela, mais remarque qu'il s'agit, de la part du premier ministre, d'un premier avertissement

« sans frais » à l'égard du comportement de M. Léotard. M. Michel Debré, également membre du RPR et ancien premier ministre du général de Gaulle, juge que « Chirac a cru, à tort, que l'esprit de la V^e République inspirait tous ses ministres ».

A gauche comme à l'extrême droite, l'ironie l'emporte. M. Jean-Pierre Stérbois, secrétaire général du Front national, stigmatise la « recrudescence » de M. Chirac. M. Jean-Marie Le Pen, président du FN, estime que ce « pitoyable raccommodeur » de dernière minute constitue la preuve de « la fragilité de la coalition gouvernementale ». Du côté du PCF, l'Humanité Dimanche note que « la crise - de rire - laissera des traces ». M. André Lajoinie, candidat communiste à l'élection présidentielle, dénonce une « masca-

rade » et demande qu'on ne prenne pas les Français « pour des imbéciles ».

An PS, M. Laurent Fabius observe : « Heureusement que le ridicule ne tue pas, sinon il y aurait eu deux morts cette semaine ». M. Pierre Mauroy remarque que M. Léotard « accepte désormais d'être sous la hiérarchie d'un premier ministre qu'il a ouvertement contesté ». M. Lionel Jospin juge que la majorité est revenue à sa case départ.

De son côté, M. François Mitterrand, qui effectuait, dimanche, son traditionnel pèlerinage de Pentecôte à la roche de Solotr, s'est étonné d'être mêlé à cette affaire par M. Léotard, et a souligné qu'il s'agit d'un problème de « cohabitation » entre les partis de la coalition majoritaire. M. Mitterrand, par ailleurs, a continué à entretenir le doute sur ses intentions pour 1988.

« Je suis ministre, je le reste ; j'ai ma liberté de parole, je la garde. »

Seul orateur de la soirée, M. François Léotard fait l'historique de la « longue marche » du PR et déclare : « Depuis dix ans, et encore ces derniers jours, nous n'avons pas à changer d'un pouce notre attitude, nous n'avons pas à changer d'une ligne ce que nous avons écrit, nous n'avons pas à changer d'un mot ce que nous avons dit. Nous ne sommes pas libéraux par caprice ou par opportunisme, nous avons une certaine conception de l'homme, une certaine conception de l'histoire, une certaine conception de la nation ».

Il énumère ensuite les « obstacles » que le pays doit affronter à l'occasion du scrutin de 1988 :

« 1) Le premier des obstacles, c'est le système fiscal. »

C'est un système, le nôtre, qui en confisquant l'argent - parce qu'il le fait mal - confisque en même temps les énergies, les initiatives, les audaces. Il démontre au lieu d'inciter. Il chasse la richesse, et, sans enrichir l'Etat, il appauvrit le pays.

« Les Américains, les Allemands, les Anglais se sont lancés dans des réformes fiscales audacieuses et libérales. Voilà l'un des enjeux du débat de 1988. Si on en parlait ? »

« 2) Le second des obstacles, c'est le système social. »

Ce n'est pas, hélas ! le système d'aujourd'hui, le système ample et léger dont nous avons besoin, mais l'armure lourde qui, dans une guerre de mouvement, ne protège plus de rien, et nous cloue au sol.

« La rigidité du marché du travail et celle de la protection sociale sont aujourd'hui des handicaps réels à l'intérêt des salariés eux-mêmes, à leur pouvoir d'achat comme à l'efficacité de leur solidarité. La France, si elle veut s'en sortir, doit travailler davantage, elle doit travailler mieux, elle doit travailler plus librement. Ce triple effort vers la quantité, la qualité et la liberté, il doit l'accompagner d'une réflexion profonde sur la protection sociale. Notre formule conjuguée aujourd'hui les étonnantes défenses d'être à la fois excessivement coûteuse, insuffisante et menaçante par son évolution même. Voilà l'un des enjeux du débat de 1988. Et si on en parlait ? »

« 3) Le troisième obstacle, c'est le système éducatif. »

Nous avons besoin d'un système de formation qui soit un vrai pur-sang. Et nous avons un désastre.

« Les mots décisifs dans ce domaine vous les connaissez bien, ce sont les mots suivants : autonomie, concurrence et sélection. »

« Il faut avoir le courage de dire aujourd'hui aux jeunes Français que ne pas accepter une vraie sélection, c'est choisir la sélection du domicile ou de l'argent. »

« Formation décentralisée, formation pluraliste, formation professionnelle, formation permanente : voilà l'un des enjeux du débat de 1988. Et si on en parlait ? »

« 4) Le dernier obstacle, c'est le système administratif. »

Les « trois clés » de l'avenir

« Comment parvenir à cette notion d'Etat modeste - dont nous parle Michel Crozier. Comment et surtout pourquoi ? »

« Tous les exemples le montrent autour de nous : quand l'Etat est riche, le pays est pauvre. »

« Et c'est une seconde loi complémentaire de la première qui apparaît peu à peu dans notre monde d'aujourd'hui : quand ce sont les libéraux qui gouvernent, c'est le pays qui s'enrichit. »

« L'objectif n'est pas de réduire en permanence les budgets publics, de façon systématique et continue. Ce n'est pas un objectif en soi. »

« L'objectif n'est pas tant de faire moins que de faire autrement. »

« L'objectif est de faire mieux. »

« Le moyen, c'est de faire passer du public vers le privé tout ce qui

peut l'être, afin de donner à l'Etat ce qui lui est véritablement nécessaire, là où il en a véritablement besoin. »

M. Léotard indique ensuite quelles sont, selon lui, les « trois clés » de l'avenir :

« Les institutions : nous sommes pour un meilleur équilibre des pouvoirs : il est nécessaire de rendre au Parlement certains de ses pouvoirs traditionnels. Un meilleur contrôle de l'exécutif avec un plus grand pouvoir des commissions d'enquête. Une instauration du mandat présidentiel à cinq ans. Une meilleure prise en compte du rôle et du fonctionnement des formations politiques. »

« Jouer sans complexe la carte de la France : nous avons besoin à la fois d'une identité forte et d'une fierté pour aujourd'hui et pour demain où notre rayonnement s'affaiblit. »

« L'Europe : l'Europe de la défense est pour nous un enjeu fondamental. »

Après avoir affirmé que « ce n'est pas la France qui a besoin de nous (les libéraux) sommes en train de préparer, mais l'Europe de l'an 2000 », il précise les principes sur lesquels doit, selon lui, reposer l'union de la majorité :

Il faut être deux

« Premier principe : la majorité est pluraliste. Chaque famille politique qui la compose a besoin de respect et non pas d'alignement ou de soumission. »

« Deuxième principe : la majorité est ouverte, elle a vocation à s'élargir. Beaucoup des électeurs qui s'écarteront aujourd'hui, à gauche comme à droite, sont des libéraux déçus, fatigués au point qu'ils nous rejoignent. »

« Troisième principe : la majorité doit être convaincue. Si elle veut attirer et motiver, elle doit être porteuse d'un message de culture et de conscience et pas seulement d'un certificat de bonne gestion. »

« Venons-en maintenant à la crise d'aujourd'hui, crise qui n'est pas simplement celle de la majorité mais qui tient à la conception que l'on peut avoir du débat public, de l'échange des idées, de la liberté nous simplement des opinions et des conceptions, et de la pluralité nécessaire de ces opinions et de ces conceptions, et pour certaines de ces opinions, de la lutte ouverte qu'il faut mener contre elles. »

« La réponse que je dois apporter devant vous, que j'ai décidé d'apporter devant vous, elle doit s'inscrire, pour nous tous, dans un double souci, dans une double attitude : la dignité et la responsabilité. »

« La dignité, c'est de ne pas accepter que l'on divise les forces de la majorité en deux catégories. Il n'y a pas deux sortes de militants : ceux qui ont des droits sur tout, et ceux qui n'ont un avis sur rien. Ceux qui ont le droit de parler et ceux qui ont le devoir de se taire. »

« La dignité, c'est de préserver en toutes circonstances notre capacité autonome de jugement et d'action. On ne dirige pas une famille politique comme la nôtre, pour l'aligner sur ceux qui, de l'extérieur, la jugent, l'utilisent, la condamnent ou l'ignorent. Sans liberté, il n'y a aucune loyauté qui vaille. »

« Notre responsabilité, c'est aujourd'hui comme hier, de faire gagner la majorité, quelles que soient les circonstances. Nous ne savons pas encore quels seront les candidats, mais, nous, au deuxième tour, nous ne pratiquerons jamais la politique du pire. »

M. Léotard conclut : « Ma première conviction, c'est qu'il ne faut pas donner au président de la République l'occasion d'arbitrer un conflit à l'intérieur du gouvernement ou de continuer d'en profiter. C'est une conviction fondée sur la responsabilité. »

« Ma seconde conviction, c'est que la majorité doit poursuivre sa

route, en assurant sa diversité jusqu'au soir du deuxième tour de l'élection présidentielle, le PR, deuxième force de la majorité, uni à l'UDF, se détermine à travers ses propres instances et exprime ses propres choix. Il continuera à le faire librement. C'est une conviction fondée sur la liberté. »

« Ma dernière conviction, c'est que le contrat que nous avons passé le 20 mars 1986 doit être respecté. Je l'ai fait jusqu'ici scrupuleusement et totalement. Ce contrat-là, de par sa nature même, il fallait l'écarter pour le signer (le RPR et l'UDF) et il faudrait être deux pour le dénoncer. Mon attitude sera donc la conséquence de ces trois principes. Je suis secrétaire général d'une formation politique de la majorité, je le reste. »

« Je suis ministre du gouvernement, je le reste. »

« J'ai ma liberté de parole, je la garde, et je l'utiliserai pour faire réussir le gouvernement, gagner la majorité, et aider les Français. »

L'UDF ressoudée

FRÉJUS
de notre envoyé spécial

Ni démission ni soumission. Ministre, il reste. Patron du Parti républicain, il demeure. A prendre ou à laisser ? M. Chirac a pris. M. Léotard a gagné son droit à la différence. Raresment un tel choix n'aurait bénéficié d'une si parfaite mise en scène.

Tout y était : le suspense ! Cinq mille militants tenus, jusqu'au samedi 23 heures, dans l'incertitude la plus complète, mais décidés, quoi qu'il advienne, à jurer à Fréjus « fidélité à Léo ». Le décor : mur d'images, sono géante, projecteurs trouant la nuit paisible de Provence, une mise en scène à l'américaine, comme pour mieux montrer que, désormais, ce Parti républicain a les moyens de ses ambitions, que sa pendule est à l'heure de la modernité, comme pour mieux encore grandir un Léotard seul devant tous. Et, enfin, le son.

M. Léotard a prononcé, ce soir-là, l'un de ses meilleurs discours. Aucune formule n'était gratuite.

Chaque mot paraissait avoir été poli par l'artisan du verbe qu'il peut être. Et, surtout, un discours, quant au fond, qui était en définitive à l'endroit de M. Chirac « et de ses moines-soldats du RPR », plus chargé de dynamisme que cet entretien avec le Point la semaine dernière, qui mit le feu aux poudres de la majorité.

« Je suis secrétaire général d'une formation politique de la majorité, je le reste. Je suis ministre du gouvernement, je le reste. J'ai ma liberté de parole, je la garde. » Ce triple serment pourtant, M. Léotard a tardé à le faire sien. Jusqu'à vendredi, rien n'était joué.

M. Léotard avait, mercredi, quitté Paris dans la peau d'un ministre démissionnaire. M. Michel d'Ornano était l'un des rares dans son entourage à l'encourager dans cette voie, sans qu'il soit établi pour autant que celui-ci ait été télégué par M. Giscard d'Estaing. Les ministres libéraux imaginaient difficilement cette perspective. Trois hommes ont en fait contribué directement à ramener M. Léotard dans

le giron gouvernemental. Ses deux compères, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, ainsi que M. Michel Poniatowski, toujours prêt à se dévouer lorsqu'il s'agit de contre-attaquer devant M. Chirac.

Arrivé vendredi matin à Fréjus, ce petit groupe a aidé M. Léotard à ficeler son discours. Vendredi soir, les responsables des formations amies de l'UDF étaient informés de la décision finale. Ils pouvaient descendre à Fréjus, rien d'irréparable n'y serait commis. M. Léotard avait compris que partir serait faire un cadeau royal à MM. Mitterrand et Chirac.

La confirmation de la venue de M. Jean Lecanuet, le président de l'UDF, était pour les observateurs un premier indice d'une solution d'apaisement. Si beaucoup de parlementaires du Parti républicain, plongés dans l'expectative, avaient finalement préféré attendre calmement à la maison que la tempête se calme, MM. Jacques Barrot (CDS), André Santini (PSD) et Didier Bariani (Parti radical) allaient suivre en délégation. Enfin, les discours de Fréjus de M. Alain Madelin, samedi après-midi, laborieusement lancés dans une grande cantate sur l'union et ses délices, annonçaient déjà l'issue.

Le symbole Poniatowski

En général, l'adversité a toujours été pour l'UDF l'épreuve du courage. La résistance à l'encombrant voisin du RPR a toujours été sa fait, depuis sa création, la motivation essentielle de son existence. En tapant inopportunistement du poing dans la table, M. Chirac a réveillé dans le camp libéral les plaies de 1981, et le retour au premier plan à Fréjus de M. Poniatowski avait, à cet égard, valeur de symbole. Pour la première fois depuis longtemps, depuis cette fameuse convention du Parti républicain à Joinville en octobre 1984, la rancune semblait brusquement resurgir de la rivière de l'oubli.

M. Chirac a réussi là où M. Giscard d'Estaing, qui avait préféré finalement rester en Auvergne, et M. Raymond Barre ont jusqu'à présent échoué. Il est parvenu, bien malgré lui et finalement contre lui, à ressouder l'UDF. C'était évident à Fréjus. M. Lecanuet ne fut pas sifflé. Les barrières, fraîchement accueillies au départ, eurent droit à davantage d'égards le dimanche. Par l'entremise de MM. Jean-Pierre Soisson et Charles Millon, ils ont, de la façon la plus claire, multiplié les gestes à l'endroit de M. Lecanuet et surtout de M. Léotard.

« Le PR, en ne se trompant pas sur la voie à suivre, peut à nouveau devenir la parti du président, le nouveau dur de la majorité présidentielle », a lancé le premier. « Il faudra bien, à surenchère le second, construire cette grande formation libérale et sociale pour demain, et nous savons tous que François Léotard aura un rôle majeur à y jouer. » En osant tenir tête à M. Chirac et en jouant de surcroît la carte de la responsabilité, M. Léotard a gravi une marche supplémentaire pouvant lui permettre d'accéder à la direction de l'UDF. A condition qu'il ne se trompe pas de voie, précisait M. Soisson sous-entendant qu'il oublie pour cette fois ses prétentions de présidentielle.

Aucun « Léo président » ne fut scandé à Fréjus. Aucune banderole n'affichait ce slogan ne fut déployé. M. Léotard pourrait maintenant profiter de cette perche, bien involontairement tendue par M. Chirac, pour sonner le rassemblement du PR autour de M. Barre. Les barrières l'espèrent et attendent également de leur dirigeant qu'il consente à faire le geste utile pour entraîner définitivement M. Léotard dans son sillage.

Est-il prêt, aujourd'hui, à solliciter sérieusement ceux qu'il nommait encore récemment « les archanges de la jeunesse » ? Telle est désormais la question qui se trouve, depuis Fréjus, posée à l'UDF.

DANIEL CARTON.

Les militants rassurés

« On a gagné ! »

FRÉJUS
de notre correspondant régional

Dimanche, 13 h 50. Sous le grand chapiteau ciel et marine des Journées de Fréjus, la famille léotardienne est à table. La fête du dixième anniversaire du PR s'achève, comme il se doit, par un ultime banquet républicain. Un bruit de micro que l'on ouvre. Alain Madelin parle. Jacques Chirac, annonce-t-il, vient d'adresser un long et cordial télégramme à François Léotard. Les militants ont compris. Des cris mêlés, aux applaudissements, fusent des travées. « Léo ! Léo ! », suivis d'un choc libérateur : « On a gagné ! »

Mais que l'affaire avait été, pour tous, difficile à vivre ! D'abord la longue attente, samedi, de la décision de François Léotard. L'incertitude, les spéculations. Puis, après que Léo eut jeté ses déles, le soulagement et l'espoir. Mais aussi une inquiétude persistante. L'épilogue - heureux - enfin, qui regrettait, juste avant que chacun reprenne ses terres.

Première phase, à l'écoute de la base : la création. Un ministre, du surcroît chef de parti, est-il condamné, dit M. Chevènement, à démissionner ou fermer sa gueule ? Et M. Léotard a-t-il, à l'occurrence, commis une faute en s'exprimant, dans les termes où il l'a fait, sur ses partenaires du RPR ? Réponse : non. « Les petites phrases sont monnaie courante », estime Bruno Joncourt, conseiller général de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). « Il y a eu pire. Pourquoi, interroge-t-il, la sentence de Jacques Chirac n'est-elle tournée que sur François Léotard ? » M. Pierre Larrue, conseiller général de Lorient (Morbihan), ne juge pas, lui non plus, excessives les déclarations du secrétaire général du PR. Le coupable ? La presse, « qui en a fait toute une histoire ».

« Certaines maladroresses du vocabulaire »

« Soyons réalistes, tranche, de son côté M. Jean-Pierre Degorn, conseiller municipal de Rennes (Ile-et-Vilaine), c'est Chirac qui a appelé les chefs de parti au gouvernement. Il savait donc à quel s'en tenir - M. Mélenne, lui-même, s'est-il privé d'apporter, publiquement, son soutien à M. Barre ? »

Il n'est ni besoin, au demeurant, de pousser les militants dans leurs retranchements pour

qu'ils approuvent, pleinement, le coup de patte de M. Léotard contre les « moines-soldats » du RPR. « Beaucoup d'entre nous, explique M. Daniel Poulou, maire et conseiller général d'Urugne (Pyrénées-Atlantiques), ont subi la rigidité et la volonté hégémonique de nos partenaires de la majorité. »

« Un beau job »

Quelques nuances dans ce concert d'approbation. Celles, par exemple, exprimées par Jacques Destandau, maire d'Orthez (Pyrénées-Atlantiques), qui imputait à la rigueur à M. Léotard, « certaines maladroresses de vocabulaire ». Alors que René Benoit, maire de Dinan et député des Côtes-du-Nord, admet, lui, tout en qualifiant d'« injuste » le procès fait à « Léo », qu'un ministre doit, quand même, mesurer ses propos. Aussi bien, « Chirac a perdu les pédales », s'indigne, sans façons, un militant de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo », lui fait écho M. René Charpentier, député cantonal de la Somme. A-t-il eu « sous le pression des caciques de son parti » comme se la demande M. Benoit ? Ou a-t-il « joué Barre contre Léotard », ainsi que le soupçonne M. Joncourt ? A le eu pour de Léo

Politique

Le dixième anniversaire du PR et la crise dans la majorité

Matignon : on arrête les frais

Le « geste » que l'UDF espérait du premier ministre, afin de rendre possible à M. François Léotard de demeurer au gouvernement sans paraître céder à un ultimatum, a été fait le vendredi 5 juin dans l'après-midi : M. Jacques Chirac a demandé à M. Gérard Longuet de venir le voir à l'hôtel Matignon. Le ministre délégué aux P et T, trésorier du Parti républicain, était de ceux qui, depuis le mardi soir, cherchaient une issue douce à la crise ouverte par la mise en demeure, faite à M. Léotard, de choisir entre son rôle de chef de parti et ses fonctions ministérielles. Le premier ministre, après avoir montré qu'il ne bougeait pas d'un pouce de la position de principe qu'il avait, alors, adoptée, était acquis à l'idée de contribuer lui-même, directement, à déjouer la voie d'une solution honorable au conflit.

Les propos sans concession qui avaient filtré, la veille, de l'hôtel Matignon — on assurait que M. Léotard serait évincé incontinent du gouvernement s'il persistait dans l'attitude qui lui était reprochée — avaient, paradoxalement, dans l'entourage du ministre de la culture et de la communication, apporté de l'eau au moulin des conciliateurs, M. Longuet, notamment, et aussi, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie. N'était-il pas étrange, se demandait-on, que M. Chirac parût à ce point déterminé à pousser M. Léotard dehors ? Ne serait-ce pas lui rendre service que de se précipiter vers une porte si obstinément ouverte ? Arrivé à Fréjus le vendredi soir, après un détour par Verdun, dans son département, M. Longuet a en tête l'ébauche d'un compromis. Le premier ministre semble disposé à admettre que M. Léotard maintienne, pour la forme, ce qu'on le presse d'abandonner, au fond, pour un temps, s'il reste au gouvernement, c'est-à-dire la totale liberté d'initiative politique qu'il avait affirmée dans son interview au Point. Il reste à convaincre le secrétaire général du PR que, en adoptant cette solution, il se donne une marge de manœuvre pour l'avenir, alors qu'il en est privé pour l'instant.

Le dénouement passe par plusieurs étapes. Lorsque la décision de M. Léotard de rester au gouvernement est acquise, M. Chirac, qui n'a pas quitté Paris, en est informé au milieu de l'après-midi de samedi. Vers 19 heures, les passages « sensibles » du discours que le ministre de

la culture et de la communication doit prononcer à 23 heures sont lus au téléphone au premier ministre. On ignore, de part et d'autre, l'usage de la télécopie... MM. Madelin et Longuet se relaient pour jouer les officiers des transmissions. M. Chirac est satisfait des phrases dont on lui donne lecture. Il attend, néanmoins, d'avoir connaissance de l'ensemble du discours pour arrêter sa décision.

Dès samedi soir, le premier ministre juge qu'il convient d'adresser à M. Léotard un message, plutôt que de publier un nouveau communiqué. Cette dernière formule, utilisée le mardi précédent, a laissé un mauvais souvenir. Dimanche matin, dans son bureau de l'hôtel de Ville, M. Chirac, après s'être entretenu au téléphone avec plusieurs de ses amis, met au point avec MM. Edouard Balladur, Jacques Toubon et Denis Baudouin le texte du télégramme qui va être envoyé à Fréjus. Sollicitant délibérément les passages du discours de M. Léotard qui lui conviennent le mieux, le premier ministre rédige une sorte de bulletin de victoire symétrique de celui qu'a lancé, pour sa part, le ministre de la culture et de la communication.

Un sondage décisif

M. Maurice Ulrich, directeur du cabinet du premier ministre, téléphone à Fréjus pour donner connaissance à M. Léotard, par le truchement de M. Madelin, du texte du message, avant qu'il ne soit communiqué à la presse. Il ne reste plus qu'à déjeûner, avant de se retrouver au stade Roland-Garros pour la finale des Internationaux de France. M. Ulrich, M. Michèle Barzach, M. Christian Bergelin dans la tribune d'honneur, MM. André Giraud, Jacques Toubon, Denis Baudouin, à d'autres places, consacrent une heure ou deux à un match beaucoup moins captivant que la crise qu'ils viennent de connaître...

Celle-ci est-elle résolue ? On observe, dans l'entourage de M. Chirac, que si M. Léotard a annoncé son intention de faire une « tournée de toutes les circonscriptions », il n'a pas parlé de « tour de France ». L'une convient à un chef de parti, tandis que l'autre s'inscrit à un candidat à l'élection présidentielle. S'il avait quitté le gouvernement, estime-t-on, le secrétaire gé-

ral était pratiquement obligé de se porter candidat. Dès lors qu'il a choisi de rester ministre, n'a-t-il pas, du même coup, renoncé à jouer sa propre carte pour l'échéance de l'an prochain ?

La situation serait, dans cette hypothèse, clarifiée, selon le vœu de MM. Chirac et Balladur. Le ministre d'Etat tenait beaucoup à cette clarification ; il avait insisté pour que le premier ministre, après la publication de l'entrevue de M. Léotard dans le Point, donnât un coup d'arrêt à ce qui apparaissait comme une tentative pour lancer la campagne présidentielle au sein du gouvernement et pour imposer à celle de l'UDF un tour nettement anti-RPR. M. Charles Pasqua, une fois le coup parti, s'était inquiété des conséquences que pourrait avoir une rupture ouverte entre M. Chirac et M. Léotard.

Un sondage commandé par l'hôtel Matignon, dans les derniers jours de la semaine, a montré que l'opinion jugeait l'affaire de façon négative, et que les partisans de M. Chirac et ceux de M. Léotard s'équilibraient. L'épreuve de vérité, au sein de l'électorat majoritaire, était loin d'être probante. Il était temps d'arrêter les frais. Bilan officieux que l'on persiste à dresser du côté de Matignon : bon pour M. Chirac, qui a réaffirmé son autorité sous réserve du bon déroulement d'une « période probatoire » ; mauvais pour la majorité, qui a donné d'elle-même une image peu encourageante.

PATRICK JARREAU.

M. Chirac : « J'accède bien volontiers... »

Voici le texte intégral du télégramme envoyé le dimanche 7 juin par le premier ministre à M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et rendu public par le service de presse de l'hôtel Matignon :

« Mon cher ministre,

« Vous avez déclaré hier soir que vous souhaitiez conserver vos fonctions ministérielles et que vous utiliserez désormais votre liberté de parole pour faire réussir le gouvernement, gagner la majorité et aider les Français.

« J'accède bien volontiers à votre désir en prenant acte de vos déclarations, dont vous avez bien voulu me faire connaître préalablement la teneur. En effet, comme je l'ai déclaré à plusieurs reprises, nous

devons consacrer nos efforts à renforcer l'union de la majorité au-delà des différences et à affirmer la solidarité du gouvernement au service du redressement de notre pays, qui doit passer avant les préoccupations partisans et les considérations électorales prématurées.

« Le succès de notre action impose que tous les membres du gouvernement donnent une priorité absolue à l'accomplissement de leurs tâches et que tous les dirigeants de la majorité comprennent l'impérieuse nécessité de la cohésion et du travail en commun.

« Je souhaite que tel soit bien dorénavant le cas.

« Cordialement,

« Signé : Jacques Chirac. »

La clarification inachevée

(Suite de la première page.)

Il lui restait à étouffer, tardivement, l'affaire. Mais le résultat est là. Se soumettre ou se démettre, avait-il dit à M. Léotard qui lui répond : je ne me soumetts ni ne me démet. Si M. Chirac voulait, par le moyen spectaculaire qu'il a choisi, rétablir son autorité, c'est spectaculairement raté.

Le ministre de la culture, pourtant, ne s'est pas complètement vainqueur, encore que les gains l'emportent pour lui sur les pertes. Il a, en effet, fait montre, dans la crise, d'une maturité, d'une maîtrise et d'un bric qu'on ne lui connaissait pas. La cohésion de sa « famille » s'est refaite autour de lui, et surtout il peut désormais brigner ouvertement, et avec peu d'obstacles en vue, la direction de l'UDF. Et cet investissement-là vaut bien le sacrifice d'une candidature en 1988 !

Mais il se paie tout de même d'un prix élevé : M. Léotard a été contraint d'être solidaire de sa « bande ». Au fond, il n'était pas totalement libre de suivre son premier mouvement (la démission, position qu'il a tenue pendant quatre jours avant de céder). A l'inverse, par exemple, M. Michel Rocard avait su parfaitement, en 1984, affirmer sa différence et partir sans crise gouvernementale. Cette liberté-là donne la mesure du véritable statut d'un homme politique.

M. Léotard a donc encore du chemin à faire. Pour s'en convaincre, il suffit de se souvenir que, en trois occasions au moins, il s'est montré velléitaire : il souhaitait une liste UDF au scrutin européen de 1984, il y eut une liste unique ; il voulait quitter le gouvernement ; il y resta ; il aspirait à une candidature présidentielle dès 1988, il y renonça.

Seuls les deux autres barons de cette tragi-comédie en sortent indemnes, et, pour partie, bénéficiaires. A commencer par M. Raymond Barre, qui ne peut que profiter du simple déroulement, au vu et au su de l'opinion, — « dans sa pureté de cristal », avait-il prédit à « l'heure de vérité » — d'un véritable cas d'école intitulé « régime des partis », qu'il a constamment dénoncé. En outre, M. Barre est resté en dehors du remue-ménage au moment où MM. Chirac et Léotard offraient l'image de la division. Il bénéficie de celle-ci, car tout ce qui éloigne M. Léotard de M. Chirac rapproche le PR de M. Barre, et facilite une bonne campagne de cette formation en sa faveur dès le premier tour.

Deux problèmes à M. Barre

Mais dans le même temps, la marge de manœuvre de l'ancien premier ministre se réduit. Car M. Léotard pose en fait deux problèmes à M. Barre : quel rôle accepterait-il pour l'UDF ? La confédération a-t-elle vocation, comme l'assure M. Solson, à devenir le « parti du président », avec la discipline qu'impose cette situation ; ou bien celle-ci doit-elle garder une liberté que prône, pour elle, M. Léotard ? Dans le premier cas, préviendrait le secrétaire général du PR, « que l'on ne nous reproche pas une certaine mollesse dans la campagne ». La conception des institutions est également en jeu : M. Barre en tient pour le modèle V^e République par et par ; M. Léotard ne serait pas effrayé par une démocratie à l'italienne. Dans l'immédiat, l'objet de la discussion est plus basement matériel : M. Léotard ne veut pas entendre parler des réseaux barbares REEL, auxquels il préfère naturellement ceux du PR et de l'UDF.

La situation est donc loin d'être « clarifiée », aussi bien entre M. Chirac et l'UDF qu'entre celle-ci et M. Barre. C'est dire avec quelle facilité M. Mitterrand a pu en quelques phrases mettre le doigt sur les plaies majoritaires. Si cet épisode vient incontestablement trop tôt (on trop loin de l'échéance présidentielle) pour qu'il puisse ramasser la mise, comme on dit, M. Mitterrand peut spéculer sur des facteurs structurels de division.

Lois de crever l'abcès des divisions majoritaires, M. Chirac a, au contraire, ravivé celles-ci. L'épisode qui l'a opposé à M. Léotard a servi de révélateur : les clivages anciens ont été vite resurgi entre l'UDF et le RPR. L'État d'esprit qui règne de part et d'autre n'est pas sans rappeler la période 1980-1981. Quant aux deux électorats, ils se sont, selon les sondages effectués dans la semaine tant par Matignon que par le Parti républicain, de nouveau clairement et nettement scindés, chacun donnant raison à son champion.

En outre, les questions de fond qui séparent les deux composantes de la majorité n'ont pas été tranchées. Dans son discours de Fréjus, M. Léotard a très précisément et explicitement évoqué ces questions qui séparent la famille libérale du RPR, en les résumant d'une formule qui oppose les tenants « de la France des années 60 » à ceux qui veulent construire « l'Europe de l'an 2000 ».

Enfin, l'ambition de M. Léotard et des siens est celle-là même que M. Giscard d'Estaing avait initiée, sans succès : il s'agit de rééquilibrer les rapports de forces au sein de la droite sans dépens du RPR, et de faire avec l'UDF ce que M. Mitterrand a réussi, au sein de la gauche, avec le PS, c'est-à-dire le rôle moteur duquel s'ordonnera le camp conservateur.

Même si, dans l'immédiat, le silence devrait être de mise, de part et d'autre, afin de passer sans encombre la période « probatoire » de la majorité, la véritable crise de la majorité est encore devant elle.

JEAN-MAURICE COLOMBANI.

M. Mitterrand : je mets de la raison dans leurs passions...

(Suite de la première page.)

« La cohabitation difficile c'est celle qui touche les partis de la majorité. La cohabitation frustrante, c'est l'autre. » Lancée dans le demi brouhaha d'une conversation à plusieurs qui s'achève, juste avant que le président aille rejoindre ses invités pour déjeuner, cette formule résume la tonalité de l'entretien avec la presse.

Interrogé sur l'affaire Léotard et sur la compatibilité entre l'exercice d'une fonction de chef de parti et l'appartenance à un gouvernement, M. Mitterrand a remarqué : « Tout dépend de la façon dont marche le gouvernement (...), de la nature du contrat, donc je ne suis pas partie (...). J'ai recommandé chaque fois au premier ministre — j'en ai connu trois — de demander aux responsables institutionnels des partis de renoncer à leurs fonctions pour entrer au gouvernement (...). J'ai beaucoup tenu à ce que cela se fasse. C'est un usage qui me paraît sain. »

Le président a observé qu'il a été écouté par MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, et « non écouté » par M. Jacques Chirac. « Il est vrai, corrige-t-il, que cela était plus facile pour eux », tandis que M. Chirac « avait affaire à une coalition ». « Je comprends très bien, continue-t-il, qu'il ait préféré faire autrement. »

M. Mitterrand a épilogué sur les difficultés inhérentes à un gouvernement de coalition, en observant que « prendre le risque d'avoir quatre discours de tonalité différente le même dimanche, c'est un peu embarrassant ». Mais, s'il est prévisible que les fonctions ministérielles et partisans soient distinctes, « il est normal que le gouvernement soit l'expression d'une majorité et même dans ses nuances, il est normal qu'on discute au sein d'un gouvernement, qu'on soit chef de parti ou non. »

Le débat est « nécessaire » et les ministres ne doivent pas être « des robots ». Si sa « recommandation était juste », c'est précisément parce qu'elle permet d'éviter que ces débats ne soient publics.

Dans l'immédiat, M. Mitterrand remarque ironiquement qu'il y a des chefs de parti qui pourraient conti-

nuer à s'exprimer, d'autres qui ne pourront pas... En tout cas, « la cohabitation n'a rien à voir avec ça, à moins qu'on appelle cohabitation celle (...) [entre] les partis de la majorité ». Quant à l'hypothèse d'un véritable remaniement ministériel, le président remarque que M. Chirac « en a le droit ». Quant à lui, s'il se montre « vigilant » pour ce qui touche à « la sécurité ou [au] prestige [de la France] dans le monde », il « n'a pas à intervenir dans les choix du premier ministre », dont-il « comprend très bien les difficultés ».

Rétablir l'équilibre de la République

Bref, remarque-t-il avec une nouvelle nuance d'ironie, « c'est au gouvernement de faire la démonstration qu'il peut gouverner ». Comme tout le monde, il a suivi à la télévision l'épilogue provisoire de l'affaire Léotard, et, si le choix du ministre de la culture de rester au gouvernement ne l'a pas surpris, M. Mitterrand, en revanche, se dit tout à fait étonné d'avoir été mêlé à cette histoire par le ministre de la culture. « Je ne voyais pas, soutient-il, pourquoi j'apparaissais soudain dans cette démonstration. » Comme on lui rappelle que le maître de Fréjus a affirmé que la majorité ne doit pas lui rendre service, il rétorque, avec une joyeuse férocité : « Et pourquoi est-ce qu'il ne veut pas me rendre service ? (...) En quoi je le gêne ? (...) Je peux mettre un peu de raison dans leurs passions. En somme, je les rends plus comestibles. Ils devraient me bénir. (...) Ou alors, il faut croire que je suis le dernier cimetière de cette majorité. » « Je veux bien », ajoute-t-il, car il ne veut pas voir la France aller « de crise en crise ».

Après plus d'un an de cohabita-

tion, M. Mitterrand n'en tient à une règle du jeu qu'il juge claire : il peut intervenir soit en refusant de signer une ordonnance, soit en faisant connaître son opinion sur tel ou tel sujet, et « il n'y manque pas ». « Donc, explique-t-il, j'ai, moi aussi, à conduire l'opinion chaque fois que cela me paraît utile », sans pour autant « contrarier l'action quotidienne du gouvernement ». « Je ne suis pas un touche-à-tout », précise-t-il.

L'hôte de l'Élysée souligne qu'avant même mars 1986 il avait commencé à « rétablir un certain équilibre de la République, équilibre qui avait vraiment été faussé depuis 1958 et surtout depuis 1962 ». Le président affirme que, le 16 mars 1986, on ne lui a pas « arraché des morceaux de viande ». « On ne m'a arraché que quelques os », corrige-t-il. Il a maintenant pour tâche de veiller à préserver le pays des deux dangers qui le guettent : le retour à « un pouvoir absolu de fait » du président de la République, le retour au système des partis, car il « doit veiller à ce que le gouvernement des partis ne soit pas (...) ce qui attend les Français ». Les mêmes Français qui, dit-il, « peuvent compter sur moi pour les alerter si un de ces dangers devait se préciser ».

1988 : Raisons subjectives et objectives

Est-ce à dire que tout va pour le mieux pour le président ? M. Mitterrand avoue que non. Certes, il ne va pas « s'ennuyer tous les quatre matins », mais, « il y aurait de quoi », s'il voulait se « substituer », au premier ministre, « ce qui ne doit pas être ». Sans doute n'est-il pas déçu d'une politique dont il n'attendait pas qu'elle soit dans la continuité de celle des gouvernements socialistes. N'empêche. Il suggère que la frustration qu'il éprouve à voir son rôle réduit, pour une part, à l'authentification d'« actes notariés » pourrait avoir quelque influence sur son choix final en 1988.

En fait, pas ? Comme d'habitude, les journalistes se sont épuisés à tenter de lui arracher une indication pré-

cise, quelque chose qui permette au moins de dire la tendance du jour. Comme d'habitude, leur intention a été mise en son sein mécontentement à l'entendre entendre une chose et, tout de suite après, son contraire. « Vous n'êtes pas candidat », lui lance-t-on. Réponse : « Je crois que c'est une évidence, non ? » Et il ajoute, évoquant les problèmes de cohabitation des dirigeants de la majorité : « Je leur suis nécessaire, je ne voudrais pas leur manquer dans quelques mois. » Lui rappelle-t-on qu'il devra bien prendre une décision ? « Une décision serait aussi efficace » et « n'exige de [sa] part aucun effort particulier ». Toutes les raisons subjectives que je pourrais avoir seraient celles de ne pas me représenter. Il peut exister quelques raisons objectives que je ne prévois pas. »

Amable plaisanterie. Le président a déjà dans sa besace de pèlerin campagnard des raisons « objectives » toutes prêtes. Exemple ? La cohabitation et, ces fameux « actes notariés ». C'est très frustrant. Quelques fois, on a envie de corriger le destin. (...) Ça peut faire partie des raisons subjectivo-objectives. »

Autres raisons « objectives » de se représenter : si les deux dangers qu'il a définis pour la France se précisaient, « ce serait une raison objective sérieuse, républicaine ». S'il était, en somme, en situation de « voir la France s'abandonner », mais dit-il, on n'est pas là.

Quant à l'échéance du grand marché unique européen, elle n'entre pas dans la liste des raisons objectives « sérieuses ». « 1992, c'est le slogan du gouvernement (...). M. Chirac, dans ce cas-là, peut se charger autant que moi. » M. Mitterrand affirme, au demeurant : « Je ne suis pas indispensable (...). On a un successeur comme à des héritiers, même si ce n'est pas ceux qu'on aurait voulu. » Plusieurs personnalités « sont capables » de lui succéder. Il faut « laisser faire ce qu'il doit faire », a-t-il dit. « Jacques Chirac, qui s'est toujours virtuellement présenté comme candidat, Raymond Barre, Michel Rocard et [aux] autres. »

Insulte, cette fois, de rechercher dans la parole présidentielle un encouragement à l'un ou l'autre des présidents socialistes. Que le meilleur gagne : « C'est normal, les premières. » Mais le PS ne s'écartera pas de sa devise ? Cette idée n'a pas l'air d'empêcher le président de dire : « Peut-être, c'est possible », répond-il avec un petit sourire mi-amusé, mi-indifférent à cette idée.

Même flux artistique pour son propre défi de réponse : il dément avoir indiqué au Washington Post qu'il ferait connaître sa décision en mars seulement et précise qu'il n'a fourni au quotidien américain qu'un « renseignement administratif » sur les dates limites de dépôt des candidatures. Mais il est « sûr » qu'une telle date conviendrait à M. Mitterrand et, comptant sur ses doigts le nombre de mois d'incertitude qui nous attendent, il termine sur : « Évident. Au reste, comme il ne veut pas embourber, chez les socialistes, ceux qui sont « capables » de lui succéder, il reprend et complète une phrase fameuse pour conclure : « J'aviserais et je le ferais. »

Une tentative, par la bande, pour en savoir plus : y aura-t-il en 1988 autant de journalistes à Solré le dimanche de Pentecôte ? « A mon avis, non. » Et qu'on se le dise : « Je n'entretiens pas de mystère. Pas du tout. »

Le président a également abordé en quelques phrases nombre d'autres sujets : « La cohabitation et le couple président-premier ministre dans les sommets internationaux. » A Tokyo, ça a surpris, a-t-il dit, « l'annonce de la présence de M. Mitterrand, qui reconnaît que cela a été « désagréable », mais... pas pour lui. Cependant, M. Chirac « n'a pas attendu à l'office. Il a attendu dans un très bon hôtel de Tokyo ». A Madrid, la déclaration nocturne de M. Chirac a été « très surprenante ». Comme quoi le premier ministre continue de surprendre le président. Mais « c'est un plaisir de vivre d'être surpris. »

Le récent sommet antiterroriste de Paris. Il y a déjà beaucoup d'organisations, « un peu trop », qui font ce genre de travail. Cependant,

« que neuf ministres de l'Intérieur se réunissent, c'est très bien. La seule chose que je ne veux pas, c'est qu'il y ait sept (...). Il ne doit pas y avoir de réunion organisée entre les sept », paye les plus riches, en dehors des sommets. Il a « constamment refusé » de telles réunions et le premier ministre « n'a jamais opposé » son point de vue, sur ce sujet, à celui du président.

« L'extrême droite en France. » « Ce sont les électeurs qui ont envoyé des députés, pas moi. » Regrette-t-il l'instauration de la proportionnelle ? « Pourquoi voulez-vous que je regrette ? » « Ce n'est pas moi, continue-t-il, qui ai fait l'alliance de Droite », où l'on a vu « des braves gens, modérés » s'allier avec le Front national pour « bouffer dehors les socialistes sur la base d'une bonne petite campagne raciste ». Quant à ses idées sur les thèses de M. Le Pen, il lance : « Vous ne devez pas avoir beaucoup de doutes sur ma pensée, hein ? »

« M. Raymond Barre : il lui est « recommandé » de cette conversation juste » qu'il a préparé la fonction présidentielle après le 16 mars 1986.

« Les procès Barbie. C'est une « bonne chose » que ce procès ait eu lieu. C'est « très dur, très pénible, assez même parfois », mais « il faut savoir affronter l'histoire. »

« Les hautes salaires de la télévision. » « Je ne participe pas à cette course-là », mais le président, qui gagne environ 30 000 francs par mois « mais je suis entré dans », dit-il, « dans le plan. »

« L'interdiction de la publicité pour les alcools à la télévision. » M. Mitterrand croit que M. Chirac « a plutôt raison », car il est « sage d'être prudent sur ce plan ». Le président ne s'était « pas aperçu », que les socialistes avaient commencé à emprunter cette voie.

« La violence. Après avoir été président de la République, je serai déjà dans la dernière fraction de mon âge, que ce soit en 1988 ou en 1992. »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Le voyage de Jean-Paul II en Pologne

Le pouvoir insiste sur la parfaite collaboration entre l'Eglise et l'Etat

VARSOVIE
de notre correspondant

Jean-Paul II est arrivé, lundi 8 juin à Varsovie, pour une visite de sept jours — la troisième dans son pays natal depuis que le cardinal Wojtyla est devenu pape. Quelques heures après son arrivée, il devait rencontrer le général Jaruzelski, qui le reçoit pour la circonstance au château royal, complètement détruit pendant la guerre et dont la reconstruction a été entreprise au cours des années 70, à l'époque de M. Gierek. Le pape a, comme à l'habitude, un programme extrêmement chargé. Il se rendra dans sept villes différentes, du sud-est au nord-ouest et au nord du pays, en plus de Varsovie où il reviendra avant de quitter la Pologne, dimanche 14 juin. Son étape la plus attendue est celle de Gdansk, où les autorités avaient refusé qu'il se rende en 1983.

Jusqu'au bout, les représentants du pouvoir ont insisté sur la parfaite collaboration entre l'Etat et l'Eglise pour la préparation de ce pèlerinage, dont la télévision rendra largement compte, mettant en valeur, a souligné le directeur de l'agence officielle Interpress, ses aspects « religieux et patriotiques ». Tout en essayant de garder — très discrètement — ses distances, l'Eglise se prête assez largement à ce jeu. Ainsi, le porte-parole de l'épiscopat, l'abbé Orszulik, a déclaré à la presse que, pour sa part, il n'était pas sûr que par le « programme officiel de la visite ». C'est dans le cadre du « programme privé » qui, en principe, ne sera donc connu qu'après coup que le pape devrait s'occuper sur la tombe du Père Popieluszko, symbole tragique de l'engagement de l'Eglise au côté de Solidarité, et aussi rencontrer M. Lech Walesa.

Confrontés à la coopération (naturellement plus apparente que réelle) de ces deux institutions, l'Etat et l'Eglise, les responsables de Solidarité sont dans une situation délicate. Ils ne veulent ni décevoir à leur profit la visite du pape, encore moins la troubler, mais estiment

néanmoins indispensable de montrer à cette occasion que leur mouvement existe toujours et qu'il représente les aspirations de très nombreux Polonais. Leur marge de manœuvre est donc étroite, et la lettre que vient d'adresser M. Walesa au pape, Mgr Glemp, traduit bien cette difficulté.

Le président de Solidarité entendait réagir aux graves accusations portées vendredi par un vice-ministre de l'intérieur, le général Pudysz, selon lequel Solidarité s'apprêtait à provoquer des incidents et des troubles, notamment à Gdansk et à Varsovie (le Monde daté 7-8 juin). M. Walesa estime dans sa lettre qu'il s'agit là « d'insinuations révolutionnaires » et s'inquiète des « plans qui se dissimulent derrière de telles affirmations ». Ce qui veut dire en clair : s'il y a des provocations, elles ne seront pas de notre fait. M. Walesa se dit persuadé que « toute la Pologne accueillera le pape dans le recueillement, la fidélité à ses idéaux et à l'enseignement de Jean-Paul II ». Cette lettre ne devait pas être rendue publique, mais le porte-parole du pape, l'abbé Orszulik, en ayant cité un passage qui, hors de son contexte, pouvait apparaître comme un appel à la passivité, le président de Solidarité a fait connaître à la presse le texte complet.

Quant à la population de la capitale, elle s'est préparée à la venue du pape en décorant les rues et les maisons avec simplement peut-être un tout petit peu moins d'ardeur que lors des précédentes visites. Mais dès les premières heures de la matinée, lundi, des milliers de personnes se pressaient sur les parcs, chargés de fleurs, de petits drapeaux et de bonnets jaunes. Et déjà on pouvait voir les premiers banderoles de Solidarité librement déployés derrière un prétre qui parcourait la ville à la tête de ses paroissiens. Comme quoi entre les souhaits implicites exprimés par certains membres de la hiérarchie épiscopale et les réalités à la base, il y a plus que des nuances.

JAN KRAUZE

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Trente-deux cardinaux, archevêques et évêques ont répondu à l'invitation lancée par la conférence épiscopale polonaise, à l'occasion de son congrès eucharistique. Parmi eux on note la présence du primat de Hongrie, Mgr Paskai, du cardinal Meisner, archevêque de Berlin, du cardinal Koharic, archevêque de Zagreb. En revanche, le cardinal Tomasek, de Prague, et Mgr Povillonis, archevêque de Kaunas, en Lituanie, n'ont pas reçu de visa.

Dès son arrivée à Varsovie, Jean-Paul II devait inaugurer à l'église de Tous-Saints, la plus spacieuse de la capitale, le deuxième congrès eucharistique national — le premier avait eu lieu à Poznan en 1937 — en présence de délégués, prêtres, laïcs, religieux et religieuses de dix diocèses.

C'est le motif officiel de son voyage : participer à un événement qui a été préparé pendant deux ans dans les vingt-sept diocèses et toutes les paroisses polonaises. Le congrès sera également clos par le pape, le dimanche 14 juin, lors d'une grande cérémonie sur la place des Délégués, celle des parades militaires et des manifestations officielles.

« Là où sera le pape... »

La tradition de tels congrès eucharistiques, destinés à revivifier la foi des fidèles, est née dans la France laïque de la III^e République, en pleine période de déclin des valeurs religieuses et du rôle de l'Eglise. Le premier a eu lieu à Lille en 1881. La présence d'un pape à un tel rassemblement n'est pas exceptionnelle. Paul VI s'était rendu, en 1964, au congrès eucharistique de Bombay, Jean-Paul II à celui de Nairobi en 1983, l'attendant de la place Saint-Pierre l'empêchant de participer à celui de Lourdes, en 1981.

En Pologne, cette année, on innove à un double titre. C'est la première fois qu'un tel congrès

eucharistique a lieu dans un pays communiste et que ses manifestations sont itinérantes. « Là où sera le pape, là sera le congrès... » : le sentiment domine, en effet, que ce congrès eucharistique national a été réduit à une fonction d'habillage de la troisième visite du pape dans son pays. Certains trouvent même qu'il est un peu trop sur mesure. Des critiques ont été entendues chez certains évêques et des intellectuels catholiques.

A Varsovie, des manifestations de prières et de dévotions auront lieu, jour et nuit, dans la cathédrale. Dans d'autres églises, des théolo-

giens et des intellectuels se réuniront pour commenter l'enseignement social de l'Eglise et pour réfléchir à la question de l'insertion de la foi dans la culture moderne. Des activités identiques sont prévues dans toutes les grandes villes de Pologne. Fidèles à l'institution des congrès eucharistiques, l'objectif des promoteurs est le réveil des « valeurs » qui régressent dans une société polonaise où la sécularisation et l'indifférence religieuse gagnent du terrain. L'épiscopat insiste sur le nécessaire « renouveau moral » d'un pays où, dit un porte-parole « même une moitié de vérité est un mensonge », où trois mariages sur dix finissent par

un divorce et où les avortements se comptent par centaines de milliers.

Par son congrès eucharistique, l'Eglise polonaise entend certainement montrer aux autorités de l'Etat sa bonne volonté et sa vitalité. Les mouvements spirituels comme Lumière et vie et le Renouveau charismatique attirent un nombre de plus en plus grand de jeunes. Les églises poussent comme des champignons. Jamais les vocations sacerdotales n'ont autant progressé. Le nombre des séminaristes a doublé en dix ans (neuf mille). On compte, en moyenne, plus de six prêtres pour dix mille habitants.

HENRI TINCO.

Saint Popieluszko

Saint Stanislas Kostka est une paroisse de dix mille fidèles à Zoliborz, quartier populaire de Varsovie. La foule se presse aux huit messes et aux vêpres du dimanche de Pentecôte. Un avant-goût de ce qui sera pour elle l'événement de la visite de Jean-Paul II : son bref pèlerinage, hors programme officiel et hors caméra, sur la tombe du Père Jerzy Popieluszko dans l'enclos de l'église où le prêtre, assassiné le 19 octobre 1984 à trente-sept ans, célébrait des « messes pour la patrie » qui enflammaient les fidèles.

« Si Czestochowa est le cœur de la Pologne, Saint-Stanislas en est la conscience. » Tête bauchée, le jeune Père Pawel Piotrowski, ordonné six ans après Jerzy Popieluszko, est l'un des cinq prêtres qui gardent la mémoire du « martyr » le plus récent de l'Eglise polonaise, pris de son tombeau devenu sanctuaire national.

A-t-on jamais assisté à un tel procès de canonisation populaire ? Depuis la mise en terre, le 3 novembre 1984, cinq millions de Polonais ont défilé devant le bloc de pierre grossièrement taillé, posé sur un tertre de gazon, surmonté d'un Christ en bronze auquel les branches d'un arbre servent de croix.

Aujourd'hui, des cierges brûlent jour et nuit. Des femmes, des religieuses à genoux, les bras en

croix. Des hommes montent la garde, surveillent les lampes à huile, renouvellent les montagnes de fleurs et de couronnes mortuaires, enrubannées aux couleurs rouge et blanc de la Pologne. Depuis près de trois ans, des centaines d'hommes et de femmes se relaient ainsi autour du tertre funéraire.

L'intérieur de l'église est un véritable musée consacré aux souvenirs du jeune prêtre assassiné, de son enfance, de ses années de service militaire, son ministère d'aumônier chez les grévistes des aciéries de Varsovie. On le voit en vacances, célébrant la messe à Czestochowa ou en discussion avec Lech Walesa. Des ex-voto, des crucifix, des cierges, des objets de piété s'empilent sous les photos, rappelant les étapes de son calvaire.

« Jerzy, tu es notre chemin vers la liberté et la paix », « Etre libre, être chez soi, être Polonais en Pologne », proclament les banderoles signées Solidarnosc, accrochées par les délégations de pèlerins aux grilles qui entourent l'église.

Dehors aussi, on vient de planter les trois stations d'un chemin de croix qui retracent, depuis le premier partage de 1768, les grandes étapes de l'histoire de la Pologne : les soulèvements de 1831 et de 1863, septembre

1939, l'insurrection de Varsovie en 1944. Des extraits de chants patriotiques et religieux accompagnent chaque station, dont la dernière est août 1980 (les accords de Gdansk) : « Quoi qu'il arrive, la justice viendra ; la Pologne ressuscitera », dit le texte.

De la mémoire d'un homme, on est ainsi passé à la mémoire d'un peuple. Devant l'émouvante statue représentant des enfants cassés et en armes pendant l'insurrection de 1944, d'autres stèles égrènent le souvenir des millions de victimes des camps de concentration polonais, et même du massacre des officiers de Katyn.

La tradition des « messes pour la patrie » chaque dimanche du mois, a été conservée par les successeurs du Père Popieluszko. Elles ont lieu sur le parvis, devant une pelouse noire de monde. Des haut-parleurs diffusent des homélies engagées.

Mais Saint-Stanislas dérange. Les foules qui s'y pressent irritent la hiérarchie, presque autant que les autorités civiles. Et si des dirigeants de Solidarité y viennent en pèlerinage, des intellectuels catholiques se disent parfois réservés sur le caractère sentimental de cette dévotion au Père Popieluszko.

H. T.

Le Congrès national des vocations

Séminaristes clairsemés

Plus de 1 200 catholiques français — 15 évêques, 330 prêtres, 400 laïcs, des religieux, religieuses, séminaristes et diacres — ont participé, les 6, 7 et 8 juin à Lourdes à un Congrès national des vocations. Sur le thème « Prêtres diocésains, qui appellera ? », l'Eglise catholique entend mettre ses fidèles face à leurs responsabilités devant la crise persistante des vocations sacerdotales.

CAEN
de notre envoyé spécial

Encore éblouis par leur « vocation » mais anxieux, bosselés mais pas contestataires pour un sou, les séminaristes de 1987 ne ressemblent guère à leurs aînés. Entre champ et ZUP, le grand séminaire à la périphérie de Caen flotte comme un vêtement trop large (1). Ils ne sont que trente-sept, nés d'une terre bas-normande de tradition chrétienne. Ils étaient une centaine en 1970.

Ils ont de vingt à cinquante et un ans. Les plus jeunes ont la frimousse d'adolescents poussés en graine, les autres le look appliqué d'étudiants prolongés. Des croix de bois et de métal frappent les poitrines. A la fin de la messe de midi, ils s'agenouillent longuement devant le Saint-Sacrement.

La prière compte beaucoup pour le séminariste aujourd'hui. Entre les laudes de 7 h 45 et les vêpres de 19 heures, la journée au séminaire de Caen est rythmée par la messe et l'heure d'oraison personnelle, sans compter la prière d'adoration du mercredi. Certains trouvent que ce n'est pas assez. Venu d'une communauté charismatique, Bruno se plaint même d'entendre des prêtres plus âgés parler de la prière comme d'une « évasion ».

Pas question pour autant de désertir la salle d'études pour la chapelle. A Caen, vingt-trois séminaristes sur trente-sept sont passés par la terminale et l'université. Il y a des DEUG et des maîtrises. Les

séminaristes sont en règle générale plus âgés et plus diplômés que leurs prédécesseurs. La vocation, en effet, n'est pas coulée dans le béton et certains retardent leur entrée au séminaire pour une expérience professionnelle, qui dans une radio libre, ou dans un hôpital psychiatrique, qui dans le tiers-monde.

Dès la première année, les « maîtres du soupçon » (Freud, Marx et Nietzsche) font bon ménage au programme avec les grands auteurs (Aristote, Platon). Outre la philo, l'histoire de l'Eglise, l'exégèse, la morale, le droit canon remplissent un cursus d'études étalé sur six ans, entrecoupé par des stages en paroisse ou la coopération en Afrique.

Quatre-vingt-quatorze prêtres ont été ordonnés en France en 1986. C'est le chiffre le plus bas depuis 1970 (285 ordinations). Des diocèses aussi importants que ceux de Paris et de Lyon n'ont ordonné l'an dernier que trois prêtres chacun.

Il est juste cependant de dire que cette nouvelle chute du nombre des ordinations, qui semblait s'être stabilisée autour de cent depuis le début des années 80, est en partie due à un allongement en 1985-1986 de la durée de formation des futurs prêtres, passant de cinq à six années. En 1986, le nombre total des séminaristes français a même augmenté : il était 1 199 contre 1 172 l'année précédente, répartis dans les trente séminaires et les divers groupes universitaires de préparation au sacerdoce.

L'effectif du clergé continue de vieillir et de baisser. La France ne compte plus que 28 000 prêtres diocésains, dont un sur trois a plus de soixante-cinq ans, contre 40 000 il y a vingt ans.

A la question de la faiblesse

Le séminaire n'est plus la citadelle qu'elle était. Les séminaristes invitent leur famille, leurs copains. Ils sortent le soir, vont aux conférences ou au cinéma. Si la plupart ont vu *Thérèse*, *Mission* ou *Le Nom de la rose*, certains ont succombé aux charmes de « *Manon des sources* » ou de *Korali Kid*.

La campagne et les familles nombreuses ne remplissent plus, comme autrefois, les séminaires. Les villes et les classes moyennes sont de loin les principaux fournisseurs. A Caen, presque tous viennent de familles catholiques pas très rasurées sur l'avenir du rejeton dans la carrière sacerdotale : « Les familles prient pour les vocations, mais chez les

des vocations, se greffe, avec de plus en plus d'insistance, celle de la politique de formation des futurs prêtres. En 1983, l'évêque de Fréjus-Toulon, Mgr Joseph Madec, avait fait sensation en ouvrant d'autorité son séminaire de la Castille, dans le Var, qui était fermé depuis quinze ans. Jusque-là, la politique de l'épiscopat français avait été le regroupement, au niveau régional, des séminaires diocésains. « Mais cela n'a fait qu'accroître la chute », explique aujourd'hui Mgr Madec. Plus de séminaires, cela voudrait dire plus de vocations, plus de prêtres, etc. »

A Toulon, à Aix-en-Provence, à Arles, des séminaires ont ainsi rouvert leurs portes. De plus en plus d'évêques veulent rapprocher de eux leurs maisons de formation et avoir les mains libres. Mais ces initiatives créent depuis quelques années une certaine crispation dans la conférence épiscopale. Est-il nécessaire, disent certains, de rouvrir de grandes ou de nouvelles maisons, pour les laisser vides ?

H. T.

autres », dit un professeur un peu amer.

Les mouvements d'action catholique aussi ont perdu leur rôle de pourvoyeurs. Les séminaristes d'aujourd'hui sont passés par le scoutisme, les aumôneries, les groupes de prières ou le Renouveau charismatique. Ils ont « senti l'appel » lors d'un pèlerinage à Lourdes, à Assise ou à Taizé. Plus qu'une activité régulière à l'intérieur de l'Eglise, c'est une expérience spirituelle forte, vécue individuellement en groupe, qui a provoqué le décollé. D'où la présence de fragilité des jeunes futurs prêtres.

Il y a une vingtaine d'années, les séminaristes reviennent tous ou presque d'aller dans le tiers-monde ou de devenir prêtres-ouvriers. Aujourd'hui, ils ont une vocation de « généralistes ». Les valeurs en hausse sont l'animation de la paroisse, les belles liturgies, la distribution des sacrements, la confession... Ils veulent bien collaborer avec les laïcs, mais à condition que « les responsabilités soient clairement partagées ». Quant à devenir aumônier de mouvement, « ça ne m'est jamais venu à l'idée », avoue Jean-Marc, en deuxième année à Caen.

Les polyvalents

Ce n'est pas le statut déclinant du clerc dans la société ni la règle du célibat qui les inquiètent le plus pour l'avenir. Ils se disent prêts à vivre avec des moyens modestes, en équipe avec des prêtres souvent beaucoup plus âgés. De la discipline du célibat, ils s'accommoderont comme ils pourront. « C'est un engagement que l'Eglise me demande pour aujourd'hui », dit Luc, mais que je n'ai pas vraiment choisi. Il n'y a pas de chromosone du curé.

Ils se demandent surtout comment à la fois gérer les tâches du culte et de la paroisse, éduquer la foi des enfants, « rester proches et à l'écoute des gens (...) envahir ma vie dans la prière, partir - en mission - dans un monde de plus en

plus indifférent... On sait qu'on va devoir vivre autre chose que nos pré-décesses ». dit Laurent, diacre depuis le 31 mai, mais on ne sait pas quoi.

Peu nombreux, venus de milieux moins protégés que les petits séminaires, les familles pieuses et les institutions privées d'antan, les futurs prêtres de 1987 ne supportent pas, ou très mal, l'insécurité ou la contestation dans l'Eglise.

A Caen, comme sans doute ailleurs, on serait bien en peine d'entendre critiquer tel fait ou geste du pape ou la dernière « instruction » du cardinal Ratzinger. On a tout lu sur la biéthique, fait venir au séminaire des spécialistes, mais « on reste dans la droite ligne du pape », dit Jean-Pierre, vingt-six ans.

La dimension affective est très forte : « Je voudrais que tout le monde aime l'Eglise », ajoute-t-il, comme on aime une mère. « Son voisin de réfectoire est plus explicite : « Moi, je n'ai pas connu mai 68 et la crise après le concile. Je suis d'accord avec le dépoussiérage qui a été fait, mais pas pour tout chambouler à nouveau. Je veux consolider, ce qui ne veut pas dire « restaurer... ».

Ce tempérament peu critique ne surprend ni le supérieur, le Père Hippolyte Simon, ni les six professeurs du séminaire de Caen. Devenus « archimimotaires » et passant pour des êtres étranges, ces jeunes catholiques, qui se destinent au sacerdoce, ont tendance à « survaloriser » leur identité et leur solidarité avec l'Eglise.

« Il y a vingt ans, quand j'étais moi-même au séminaire, explique le Père Simon, j'avais eu à défendre l'institution contre ceux qui la contestaient. Aujourd'hui, je dois feindre l'autre courant, qui survalue la dimension spirituelle. » Si on les laissait faire, dit l'un de ses collègues, ils iraient rechercher l'encens et le chapelet.

H. T.

(1) Le grand séminaire de Caen recueille les séminaristes de trois diocèses : Bayeux, Coutances et Sées.

Les cinquante ans de l'Action catholique des enfants

« Nous aussi, nous avons des choses à dire »

Planète 100 000 - 1. Un slogan pour les cinquante ans de l'Action catholique des enfants (ACE) connue autrefois sous le nom des Cœurs vaillants-Ames vaillantes. Une réalité surtout pour les 100 000 enfants de cinq à quinze ans qui se sont réunis, le dimanche 7 juin, dans neuf villes : Paris, Strasbourg, Lille, Lyon, Angers, Avignon, Toulouse, Nantes et Niort. Neuf rassemblements pour faire la fête, mais aussi pour s'exprimer : « On veut prendre la parole, parce que, nous aussi, nous avons quelque chose à dire. » Dans chaque rassemblement, un thème avait été choisi et préparé par les jeunes eux-mêmes : de l'école aux loisirs, de la culture aux nouvelles technologies...

A Paris, ce sont les médias qui ont retenu l'attention des quelque 15 000 participants présents à l'hippodrome de Vincennes. Au cours d'une conférence de presse animée par les enfants, ces derniers ont fait part de leurs revendications : une page d'information qui leur soit destinée dans chaque quotidien, ainsi qu'une émission mensuelle à la radio et à la télévision, préparée avec eux. Ils en ont beaucoup parlé dans leur club : « Les journaux, sont difficiles à lire et à comprendre. Ça donne pas envie, y a que des trucs politiques... Ils sont sensibles aux images véhiculées par les médias : « A la télé, on voit des jeunes qui se droguent. Il y a des enfants qui sont maigres, car ils ont pas assez à manger. J'arrête pas d'y penser... »

Quelques-uns ont créé un journal dans leur école primaire. Des adolescents ont réalisé un clip vidéo pour réagir contre certaines publicités. D'autres participent à des conseils municipaux d'enfants.

Depuis son origine, l'ACE a essayé de s'adapter aux évolutions de la société et de l'Eglise catholique. D'autres mouvements connaissent aujourd'hui le même dynamisme. Le Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ), fort de ses 60 000 membres (de neuf à dix-neuf ans), fête cette année son vingt-cinquième anniversaire. Ces mouvements, qui partagent une même souche d'éducation et d'évangélisation, offrent aux jeunes des possibilités d'expression et d'engagement.

Société

En marge du procès de Klaus Barbie

Les poursuites engagées contre d'anciens criminels nazis touchent à leur fin en RFA

BONN
de notre correspondant

Au moment où se déroule à Lyon le procès de Klaus Barbie, les poursuites engagées en RFA contre d'anciens criminels de l'époque nazie touchent à leur fin. On comptait, l'année dernière, mille trois cents instructions en cours dans les tribunaux, dont celle de l'ancien colonel SS Hans Henschke, nommé en 1943 chef adjoint de la Gestapo à Paris, où il avait succédé à Kurt Lischka, condamné, en 1980, à Cologne à dix ans de prison.

Henschke, quatre-vingts ans aujourd'hui, est accusé de complicité de meurtre pour son rôle dans la déportation de dix mille juifs de Paris vers les camps de concentration allemands. Il est probable, cependant, que son procès, comme celui de beaucoup d'autres n'aura jamais lieu. Les tribunaux font valoir la difficulté de retrouver des témoins survivants, de réunir, quarante-quatre ans après, les preuves suffisantes.

L'un de ces derniers procès vient de s'achever le 18 mai devant le tribunal de Francfort. Il s'est conclu par la condamnation à quatre ans de prison de deux anciens gynécologues accusés d'avoir pris part, sous le troisième Reich, à l'extermination massive de handicapés.

Relaxés une première fois, en 1967, les deux gynécologues ont

continué à exercer jusqu'à leur retraite. Ce premier jugement a été cassé par la Haute Cour fédérale. Pour leur défense, lors de leur deuxième procès, les deux gynécologues ont affirmé avoir cru, au moment des faits, agir pour « soulager » des souffrances et avoir été abusés par les autorités d'alors dans « leur confiance et leur sens du devoir ». « Tous ceux qui n'ont pas vécu cette époque devraient se garder de sous-estimer ces facteurs », a estimé le juge en commentant le verdict.

Deux grandes périodes

L'ensemble des procédures engagées par les tribunaux ouest-allemands contre d'anciens membres de l'appareil nazi avait fait l'objet, en août 1986, d'un premier bilan réalisé par un ancien haut fonctionnaire du ministère fédéral de la Justice. Selon ce bilan, 91 000 personnes ont été poursuivies, depuis le 8 mai 1945, pour des crimes commis sous le troisième Reich. Dans leur très grande majorité, ces poursuites ont été abandonnées. Au total, 6 479 condamnations avaient été prononcées à cette date : 12 condamnations à mort, 160 peines de prison à vie, et 6 192 à des peines de prison à temps. 5 023 autres condamnations, dont 806 peines de mort, ont été prononcées par les trois puissances occidentales (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne).

On peut, grosso modo, distinguer deux grandes périodes dans les poursuites engagées en RFA. D'abord, celle de l'immédiat après-guerre, où les tribunaux se sont principalement occupés des crimes commis contre des citoyens allemands : assassinats des adversaires du nazisme après 1933, exécutions sommaires pratiquées dans les ultimes moments du conflit par les fanatiques de la dernière heure. Plusieurs membres du personnel médical responsables du programme d'« euthanasie » lancé par les nazis sont également jugés dès cette époque. En 1946, une doctoresse et son assistante ont été condamnées à mort et exécutées.

Les procès de cette période ont atteint leur point culminant en 1948-1949. Le nombre des condamnations, qui atteignent 3 342 pour ces deux années, diminue ensuite rapidement pour atteindre 259 en 1951 et 44 en 1954.

Il faudra attendre 1956 pour que les tribunaux commencent à ouvrir le dossier des camps de concentration et des massacres commis sur le front de l'Est. Ils sont assistés dans leur tâche, à partir de 1959, par l'Office central de recherche contre les criminels nazis, installé à Ludwigshafen. Depuis sa création, cet office a traité près de cinq mille affaires concernant un nombre de personnes difficile à estimer.

Dans les années 60 jusqu'au milieu des années 70, on comptait, en moyenne, une trentaine de condamnations par an. A partir de 1976, quelques-unes, seulement.

Deux procès se sont ouverts, ces derniers mois, à Wuppertal et à Siegen contre d'anciens gardiens d'Auschwitz, Gottfried Wiese, soixante-seize ans, et Ernst König, soixante-quinze ans, accusés, l'un et l'autre, d'avoir assassiné des détenus de leurs propres mains, avec une bestialité à peine imaginable. Bien que son nom ait déjà été cité il y a cinq ans au procès d'Auschwitz, Wiese n'avait été inculpé qu'il y a deux ans. Entre-temps, il avait, le plus normalement du monde, mené une banale carrière d'employé dans une entreprise de bâtiment.

De tels délais ne sont pas rares. Dans le cas des deux gynécologues condamnés à Francfort, les difficultés de l'instruction ne sauraient pourtant justifier, à elles seules, la lenteur de la procédure ni l'incomplétude de la sentence, au regard des faits reprochés.

La justice a souvent été critiquée pour s'être dérobée à ses responsabilités, et il est bien connu qu'aucun membre du personnel judiciaire n'a pu être traduit en justice pour ses actes pendant la période nazie. On comprend, dans ces conditions, que de nombreux juges aient hésité à faire eux-mêmes des excès de zèle.

HENRI DE BRESSON.

L'affaire du « réseau Ariane »

L'épouse soviétique de M. Pierre Verdier bénéficie d'un non-lieu

M^{me} Elisabeth Senot, juge d'instruction à Rouen, a signé, le vendredi 5 juin, une ordonnance de non-lieu dans l'affaire d'espionnage du « réseau Ariane », en faveur de M^{me} Ludmila Varyguine et de M. Philippe Maillard, journaliste pigiste au Figaro. M^{me} Varyguine est l'épouse soviétique de M. Pierre Verdier, trente-six ans, polytechnicien, chef de service à l'INSEE de Rouen, considéré comme le cerveau du réseau d'espionnage, qui reste détenu.

L'incarcération de M^{me} Varyguine mi-mars à la prison de Rouen avait provoqué une vive réaction en Union soviétique, où les autorités et la presse avaient dénoncé une « violation flagrante des droits de l'homme ». Cette affaire avait pesé sur le climat du récent voyage de M. Jacques Chirac en URSS, et depuis lors on s'attendait à ce que M^{me} Vary-

guine, sortie de prison début avril, obtienne ce non-lieu (Le Monde du 15 mai).

L'ambassadeur d'URSS à Paris, M. Yakov Ryabov, s'était rendu fin mai au domicile de la jeune femme à Rouen pour lui apporter son soutien. En présence de plusieurs journalistes, il avait réclaté la levée de « toutes les accusations non fondées » portées contre sa compatriote.

M^{me} Varyguine a affirmé, samedi, qu'il « n'y a jamais eu d'affaire d'espionnage ». De son côté, l'agence Tass, commentant le non-lieu, estime qu'une « provocation antisoviétique organisée par les services spéciaux français a échoué sans gloire ». Elle souligne que la justice française a fini par abandonner les « accusations infondées et absurdes d'espionnage » contre Ludmila Varyguine.

Devant le tribunal de prud'hommes de Paris

Les désillusions de dix-sept mannequins

Dix-sept mannequins poursuivent leurs employeurs... des agences - devant le tribunal des prud'hommes à Paris, jeudi 4 juin, pour non-respect de la réglementation du travail, avec le soutien du Syndicat des mannequins professionnels, créé en 1985. A ces dix-sept belles filles et beaux gars, véritables « mannequins sans frontières », leurs agences promettaient monts et merveilles, dont il ne reste... que de multiples infractions.

Gail contre l'agence Glamour : cette Américaine de trente-trois ans - qui ne percevait même pas de salaire - finit par découvrir, après de laborieuses démarches, que l'agence lui prêtait une retenue à la source dont la direction générale des impôts n'a jamais eu trace.

La vie de luxe

Herbert contre Elite : l'atletisme noir américain de trente-deux ans n'était pas en règle avec la législation française sur le travail des étrangers. Pourtant, il était sûr de ses certificats, fournis par l'agence.

Marietta, brune, sexy, Française, vingt-sept ans, contre FAM : elle croyait connaître le loi de son pays. Mais non : un contrat à durée déterminée non écrit n'a aucune valeur.

Et encore : les parents de Wendy, huit ans, contre le Petit Meurtre : la blonde Cécilia, Sadoles : provocante, vingt-six ans, Denise Les Doreux, Lisa Jones contre Europoleing...

A l'origine, ces mannequins déposent leur « pre-book » dans l'agence de leur choix. Le rêve commence par les voyages. Un jour, c'est Paris pour le salon de prêt-à-porter de luxe. Le lendemain, Milan, pour un défilé très chic. Deux semaines plus tard, les Bahamas pour les photos « médias » d'un magazine. C'est la vie de luxe, entre deux avions, et le séjour dans une chambre d'appartement : « fourmis, blanchis, logés, coiffés, massés et transportés ».

L'agence, à tout prix, pas question d'échapper à son infrastructure et à son infrastructure. En fin de mois, son livre de comptes abîme les carnes : au début, tous ces frais s'additionnent et, au milieu, apparaît enfin le solde : 700 F à 1 000 F dans les meilleurs mois.

Voilà le carrosse transformé en charrette. Le plus belle fille du monde ne perçoit, de l'argent, que le fretin qui s'écoule des défilés dans les plus beaux palais. C'est tout à fait insuffisant pour boucler les fins de mois.

DANIELLE ROUARD.

La demande de révision du procès d'Yves Pontieau

« Mon impatience de vivre à nouveau »

Plus de quatre ans après sa condamnation à vingt ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de l'Ain, au mois d'avril 1983, Yves Pontieau, accusé d'avoir assassiné une jeune infirmière et qui a toujours clamé son innocence, vient d'adresser - de la prison de Lons-le-Saunier - à M. Alain Chabaud, ministre de la justice, la lettre suivante :

« Je suis innocent du crime pour lequel j'ai été condamné à vingt ans de réclusion. Depuis six années que le cours de ma vie a soudain basculé, je ne sais encore pourquoi, mes amis ont fini par découvrir avec l'aide de la presse et d'associations humanitaires des éléments nouveaux qui vous ont permis de constater que la justice a été trompée à mon égard. C'est pourquoi mes avocats, M^{rs} Henri Leclerc et François Serre, ont déposé, en juin 1985, une demande de révision de mon procès et la suspension de ma peine.

« L'histoire nous a appris que l'erreur judiciaire existe parce que la justice est rendue par des hommes qui peuvent avoir été abusés par des faux témoignages, des partis pris ou une instruction incomplète. J'en suis une nouvelle victime. Notre pays, que vous aimez tant que moi, fait partie de ces démocraties où la loi prévoit dans ses textes que la société peut revenir sur un jugement populaire rendu en toute bonne foi d'après un dossier inexact et fragile. Accepter son erreur, aussi grave soit-elle que de

condamner un innocent, relève d'une nation où la liberté et l'honneur de ses citoyens en seraient garantis.

« Depuis près de soixante-dix mois, loin de mon épouse, de mes quatre enfants, de la petite Julie qui n'a jamais connu un papa libre, j'attends de finir de payer pour un autre. Cette attente m'est de plus en plus insupportable. L'option publique m'a déjà réhabilité. Il vous reste, M. le Ministre, à accomplir le devoir de votre charge, celui d'intervenir comme la République vous en donne le pouvoir, pour empêcher que ne se prolonge cette période déjà trop longue de ma vie gâchée.

« J'ai confiance dans votre décision prochaine, mais j'attends, monsieur le Ministre, car je n'aurai pas indûment la force d'accepter le sort cruel que la vie m'a réservé. Je vous prie de croire, monsieur le Ministre, à mon impatience de vivre à nouveau. »

La presse clandestine et le génocide

Dès octobre 1939, après l'invasion de la Pologne, le régime hitlérien multiplia les massacres de juifs polonais. A l'été 1941, des « groupes d'action spéciale » formés de SS suivaient l'avance de la Wehrmacht en URSS et massacraient les communistes juifs ; en quelques mois, ils firent entre un et deux millions de victimes. Mais la « solution finale » du problème juif ne fut définitivement arrêtée que le 20 janvier 1942, lors d'une réunion ultra-sécète de quelques hauts dignitaires nazis. Dès ce moment, le secret le plus absolu présida à toute l'entreprise.

Pourtant, dès l'automne 1942, des informations filtraient en France sur ce plan d'extermination des juifs. A l'origine de cette rupture du secret, la presse clandestine par les militants de la section juive de la MOI (Organisation des communistes immigrés rattachés au PCF).

Une presse clandestine, d'une très grande vitalité, publiée dans les deux zones et destinée à la fois aux juifs - en français et en yiddish - et à l'opinion publique en général pour la sensibiliser au drame juif - cette dernière tâche étant confiée au Mouvement national contre le racisme (MNCR) créé à cet effet.

Au total, en quatre années d'occupation, on relève plus de quinze titres - les plus importants : Solidarité, Notre voix, Unser Wort, et pour le MNCR, Fraternité, l'Accuse, etc. - sans compter tracts et brochures.

Un plan prémédité

Très tôt, cette presse a été sensibilisée au sort des juifs en France. Après l'exécution d'otages juifs à Paris, le 18 décembre 1941, un tract de l'organisation Solidarité écrit : « Nous ne permettrons pas aux plans de l'occupant cherchant à nous exterminer physiquement et moralement de se réaliser. »

Le 1^{er} avril 1942, le numéro 3 de Solidarité parle de « plan d'extermination des juifs de l'Europe » et de la première déportation de quatre cents juifs des camps de Drancy et de Compiègne, « soit-disant pour le travail » ; dès les premières déportations « vers l'Est », un doute est émis sur la destination finale de ces convois de déportés raciaux.

Les premières informations sûres concernant cette destination - les chambres à gaz - ne sont connues qu'en octobre 1942, grâce à un témoin oculaire. Après de nombreuses hésitations - pouvait-on croire une telle information, ne risquait-elle pas de servir la propagande parmi les juifs de France - la direction de la

section juive décida de la publier, dans le numéro 2 de l'Accuse du 20 octobre 1942 ; sous le titre « Les tortionnaires boches brûlent et asphyxient des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants juifs déportés de France ».

L'article poursuit : « Les nouvelles qui nous parviennent en dépit du silence de la presse vendue annoncent que des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants juifs déportés de France sont brûlés vifs dans les wagons plombés ou asphyxiés par gaz toxiques. Les trains de la mort ont amené en Pologne onze mille cadavres. L'information est reprise dans le numéro du 20 novembre de Notre parole. »

Le 25 décembre 1942, l'Accuse revient à la charge dans un long article, sous le titre : « La Pologne entière, vaste abattoir de juifs. Par dizaines de milliers, femmes, enfants, vieillards, malades, sont massacrés. 350 000 Juifs humains assassinés dans le ghetto de Varsovie ». L'article analyse plus précisément la signification des massacres : « Ce ne sont pas des crimes isolés d'agents subalternes, mais des actes prémédités et organisés selon un plan tracé à l'avance par le gouvernement hitlérien. » Pour la première fois, on parle expressément de « chambre à gaz ».

Dès janvier 1943, des chiffres sont annoncés : « Entre les 4 millions de juifs amenés de tous les pays de l'Europe occupée et « exterminés » dans les ghettos de Pologne, une gigantesque « bataille d'annihilation » est menée, d'après un plan minutieusement établi. Plus de 1 million d'hommes, de femmes et d'enfants ont été exterminés au cours de l'année 1942. »

Désormais, sans cesse, à travers des centaines de publications clandestines, la presse de la section juive va revenir sur cette « extermination » qu'on n'appelle pas encore « génocide ». Elle va en préciser les lieux : Auschwitz, Treblinka, Belzec, Maidanek, Majdanek ; le nombre : quatre-vingts camps ; les modalités : famine, travail forcé jusqu'à épuisement, wagons remplis de chaux vive, blocs d'expérimentation « scientifique », et surtout chambres à gaz et fours crématoires.

Avec l'insurrection et l'écrasement du ghetto de Varsovie en avril 1943, la direction de la section juive comprend que le judaïsme de Pologne a disparu, pour toujours. Et, tout en appelant sans cesse les juifs à entrer dans la résistance active, cette presse clandestine souligne avec toujours plus de force que c'est la survie du peuple juif qui est en jeu. Un combat désormais com-

mandé par la prise de conscience d'une réalité impensable.

Notre Voix du 1^{er} août 1943 confirme ces analyses en publiant deux longs témoignages oculaires, l'un sur le camp de Belzec, et l'autre d'un évadé d'Auschwitz qui, cas exceptionnel, avait réussi à rejoindre la France.

Réponse aux sceptiques

A lors, comment prétendre aujourd'hui que Laval, que Brasilech, que Pétain, ne savaient pas ce qu'il y avait au bout de ces trains de la mort ? Quant à M. Roque et autres Faurisson, qui ont des doutes sur l'existence des chambres à gaz - et qui en particulier mettent en cause le rapport Gersten sur le camp de Belzec, - qu'ils lisent ces témoignages ou encore le numéro de Fraternité paru en mai 1944 et ils ont tout vu, sous le titre « Le cauchemar d'Auschwitz », la description suivante : « Des familles [du convoi des déportés], tous les hommes encore valides sont immédiatement dirigés sur les chantiers de travail. Les autres, femmes, enfants, vieillards, sont envoyés aux douches. Seulement, au lieu du jet d'eau chaude qui est soulagé leurs membres fatigués, ce sont des jets de gaz asphyxiants qui arrivent et, en quelques instants, il n'y a plus, pressés contre les portes par où ils ont tenté de fuir, que des cadavres de mères tenant leurs enfants dans leurs bras ou des vieillards serrés contre aux leur vieille compagne dans un geste ultime de protection. »

Outre le secret, le plus grand obstacle à la connaissance du génocide fut son caractère humain, dépassant les possibilités de la raison humaine. L'un des premiers, Raymond Aron - pourtant à Londres et considéré à ce titre comme quelqu'un de bien informé - a eu le courage de dire cette ignorance ; il écrit : « Le génocide, qu'en savions-nous à Londres ? Au niveau de la conscience claire, ma perception était à peu près la suivante : les camps de concentration étaient cruels, dirigés par des gardes-chiourme recrutés non parmi les politiques mais parmi les criminels de droit commun ; la mortalité y était forte, mais les chambres à gaz, l'assassinat industriel d'êtres humains, non, je l'avoue, je ne les ai pas imaginés et, parce que je ne pouvais les imaginer, je ne les ai pas sus. »

ADAM RAYSKI
responsable de la section juive de la MOI sous l'Occupation.

et STEPHANE COURTOIS,
directeur de la revue Communisme, chercheur au CEVIPOF (CNRS).

FAITS DIVERS

Violente tempête dans le sud-ouest de la France

Cinq personnes ont trouvé la mort, le dimanche 7 juin, dans le sud-ouest de la France. L'Aquitaine, le Poitou-Charentes et le Limousin ont subi une violente tempête, avec passage de tornade et vents atteignant 100 km/h. On compte aussi deux morts dans le nord de l'Espagne. Une vingtaine d'autres personnes ont été blessées et plusieurs plaisanciers sont portés disparus en mer. Dans le bassin d'Arcachon, une femme s'est noyée en tombant de son bateau. Noyadé aussi d'un homme dans l'étang de Parentis (Landes). A Dax, un homme a été tué par la chute d'une grosse branche, et un agriculteur de Sommières (Vienne) a péri de manière analogue.

Dix-neuf personnes ont été blessées à Pau, dont huit ont été hospitalisées, par la chute d'arbres sur le circuit automobile où la course de formule 3000 venait de prendre fin. A Saint-Emilion (Gironde), un chapiteau s'est effondré faisant un blessé grave. Trois automobilistes ont été blessés près de Lannemezan, un arbre étant tombé sur leur voiture.

Les dégâts matériels sont importants : arbres et poteaux téléphoniques arrachés, toits dégradés. A Brive (Corrèze), une tribune du stade s'est effondrée.

A Arcachon, la levée du vent a surpris les véliplanistes et les nombreux plaisanciers qui navigaient sur le bassin ou en mer. Des creux de 2,5 mètres ont été observés. Plusieurs bateaux ont chaviré, y compris certains qui étaient à l'ancre et qui ont été retournés sur place. A 22 heures, cinq bateaux partis en mer n'étaient pas rentrés au port. - (AFP, Reuters.)

● Premier bilan de l'incendie du port Edouard-Herriot de Lyon : 150 millions de francs. - Selon la société chargée de l'expertise, les dégâts causés par l'explosion et l'incendie, le 2 juin, de cuves d'hydrocarbures appartenant à la société Sheld, dans le dépôt du port Edouard-Herriot de Lyon, devraient s'élever, en première analyse, à 150 millions de francs, dont environ 15 millions de francs correspondant au coût des 15 000 mètres cubes d'hydrocarbures perdus. Tandis que les travaux de vidange des cuves se poursuivent, le service d'hygiène et de santé de la ville de Lyon a précisé, dans un communiqué, qu'« à aucun moment pendant l'incendie [...] l'acidité de l'air et le taux de dioxyde de soufre n'ont été sensiblement modifiés », et qu'il n'existe aucun danger de pollution dans la région lyonnaise. - (AFP.)

SCIENCES PO.
Préparations
Documentaire sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage paralité

IPEC Enseignement supérieur privé
44, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

ROLAND GARROS

Triple couronne pour le Tchecoslovaque Ivan Lendl, et premier sacre pour l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, plus jeune gagnante du tournoi, dix-sept ans.

La pluie, qui a interrompu la finale masculine, et le vent, qui a perturbé la finale féminine, ont peut-être uni à l'équité sportive des Internationaux de France de tennis.

Mais pas à leur succès populaire, puisqu'un nouveau record a été enregistré à Roland-Garros avec près de trois cent trente mille spectateurs.

Un dimanche sous un ciel d'orage. Un temps hors saison, à se poser des questions. Si la direction du tournoi de Roland-Garros n'avait pas signé un contrat avec la chaîne de télévision américaine NBC, la finale des Internationaux de France n'aurait pas été programmée à 15 h 30. Simple-ment pour permettre aux New-Yorkais de la suivre en prenant leur brunch. Elle aurait com-mencé, comme d'habitude, à 14 heures, et le match Lendl-Wilander n'aurait pas été inter-

Lendl « crocodilise » Wilander

rompu à 19 heures par la pluie, au beau milieu du quatrième set. Si le Tchecoslovaque, tenant du titre, n'avait pas bénéficié, grâce à l'averse, d'un repos de quarante minutes, il aurait été embarqué dans une cinquième manche dont l'issue ne lui aurait peut-être pas été favorable. Mais si le challenge suédois n'avait pas adopté une stratégie ultra-défensive, il n'aurait pas perdu les deux premières manches. Et s'il ne s'était pas réveillé trop tard, cette finale 1987 n'aurait pas été ce qu'elle a été. Avec des si...

S'il était mauvais perdant, Mats Wilander aurait pu rejeter la responsabilité de son échec - le deuxième en finale des Internationaux de France après celui contre Yannick Noah - sur la télévision, l'anticyclone des Apores et l'organisation générale du tournoi. Mais le Suédois est extrêmement lucide. Il sait que les torts sont en fait de son côté. Pourquoi s'est-il contenté, pendant les deux premières manches, de renvoyer la balle, comme il le faisait à dix-sept ans, quand il inscrivait pour la première fois son nom au palmarès ? Pour avoir triomphé de Lendl, en 1985, il savait qu'il ne pouvait se cantonner sur la ligne de fond en remettant la balle dans le court une fois de plus que son adversaire. Or, pendant deux heures, il est resté figé, le dos aux bûches, comme si un énorme élas-

tique l'empêchait d'approcher du filet.

Wilander était-il à ce point intoxiqué par le lift qu'à la première tentation, il a été repris par son vice ? Pour l'avoir vu contre Yannick Noah puis face à Boris Becker, on le pensait définitivement guéri de ce penchant mortel. Pourquoi a-t-il replongé, comme disent les toxicomanes ?

Quand on sait comment le Dr Lendl avait opéré en demi-finale son compatriote Meier, on est tenté de penser que, avec un machiavélisme tout scientifique, le Tchecoslovaque du Connecticut lui a offert sa première dose. Que s'est-il, en effet, passé lors de la première manche ?

Sur le premier service de Wilander, Lendl a fait quatre fautes directes, puis a perdu son engagement. Le Suédois a mené alors 2-0, sans avoir pris le moindre risque.

Wilander était dès lors persuadé qu'il pouvait dominer Lendl en tenant simplement l'échange. Voulait-il s'aventurer au filet ? Une volée avortée, au terme d'un rallye de soixante et d'échanges, lui fit perdre son deuxième service et le dissuade de renouveler l'expérience. Or c'était comme si Lendl venait de lui passer un nœud coulant autour du cou. Lentement, inexorablement, le Tchecoslovaque étrangle le Suédois, qui se débattait de moins en moins énergiquement.

Ce meurtre déguisé en suicide à la suédoise avait-il été vraiment prémédité par Lendl ? « Puisque ces mystères me dépassent, je-gnons d'en être l'organisateur », a dit Cocteau, dont Lendl s'est manifestement inspiré dimanche. A l'évidence, il ne s'attendait pas du tout à voir Wilander adopter une stratégie que celui-ci avait publiquement désavouée. En dépit de certaines apparences, le Suédois n'est pas un robot. Il n'est pas programmé pour appliquer telle ou telle tactique. Son comportement est le résultat d'un conflit permanent entre sa volonté et ses émotions. Eh bien, dimanche, celles-ci ont pris le dessus.

Rébellion

Wilander a en la truelle. Pas le petit trac ordinaire de M. Hulot agrippé au manche de sa raquette. Non ! une vilaine peur de champion, qui se répand dans le système nerveux comme le magma en fusion vomit par un volcan. Il le confessa sans honte au moment de la conférence de presse : à la manière des alpinistes modernes, il était parti pour gravir au sprint et sans oxygène l'Everest-Lendl. Et il s'est retrouvé le souffle court, à faire chaque point comme on gagne un

bivouac à 7000 mètres d'altitude, avec un oedème.

Les raisons profondes de cette peur, seul un « psy » pourrait les révéler. Il paraissait avoir tous les atouts dans son jeu pour gagner. Et il perdait. Vertige de la défaite ! Il aurait pu se laisser basculer dans le gouffre d'un troisième set. Pourtant, au fond de son désespoir, il a trouvé le courage de repartir au combat comme un boxeur compté huit qui se relève pour tenter encore une fois de mette KO son rival. Il y eut en effet deux matches dans cette finale. Le premier se termina à la fin de la deuxième reprise, quand Wilander jeta de rage sa raquette au sol. C'était le signal de la rébellion, c'est-à-dire le début du second match. On aurait dit que Lendl avait changé tout à coup d'adversaire. Le premier tapait timidement ses services, s'exposant ainsi à de grandes claques de coups droits en retour. Le second servait le plomb et se retrouvait au filet pour conclure. Ce Wilander-là, Lendl eut toutes les peines du monde à le contenir.

Si les deux hommes avaient été des coureurs de fond, on aurait alors constaté qu'après avoir mené grand train, le Tchecoslovaque était attaqué à la cloche par un adepte du « negative split », c'est-à-dire des fins de course plus rapides que les débuts. Wilander

avait fait le break et menait 3-1 dans le quatrième set. Il connut alors deux malheurs : une double faute allait lui faire perdre son service, puis la pluie devait interrompre la partie.

Quel aurait été le résultat sans les quarante minutes de repos que le ciel accorda ainsi au Tchecoslovaque ? Lendl, à ce moment précis, n'était plus très fringant. Il avait les pires difficultés à tenir son service, et la perspective d'un cinquième set ne l'enchantait guère. Le délai de grâce qui lui a été accordé allait le sauver. Nerveusement et physiquement, il avait rechargé ses accus lorsqu'il revint sur le central. Suffisamment, en tout cas, pour résister à Wilander jusqu'au tie-break. A ce stade, le Suédois devait abandonner toute illusion : neuf fois sur dix, Lendl l'avait battu dans cet exercice, que les Anglo-Saxons surnomment justement le « mort subite ». En fait, il s'agit d'une roulette russe adaptée aux règles du tennis : le premier à sept points (avec deux points d'avance) a gagné. Ce que Lendl fit, en dépit de la pluie qui avait recommencé à tomber, alourdissant les balles et rendant la brique pilée grasse. Ce faisant, il a évité à la direction du tournoi de faire revenir tout le monde lundi pour la fin du devoir de Mats. Il n'en aura que plus de mérite, puisque c'était aussi sa troisième victoire à Paris et la deuxième consécutive. Et sans doute pas la dernière.

ALAIN GIRAUDO.

Steffi Graf sans trembler

Le vent est un voleur. Il a dérobé une grande finale féminine pour n'en plus faire qu'un match plein de suites d'humour, de fautes calculées et de coups flamboyants, de jeux dépressifs et de points anticycloniques.

Cette finale par force-7 fut plus exaltante que belle. Un long et pénible supplice. Mais quand les drapoux au haut, mit claquèrent à Roland-Garros plage et lorsque les dames de ligne arrièrent leur robe pour sauvegarder la dignité de la fonction, on ne peut que guigner l'essentiel, gouter l'horizon et attendre le résultat. Comme pour une course au large, toutes voiles dehors, à ne savoir jamais qui finira en tête, qui verra la première à la bonée d'Automni.

Le vent est un tricheur qui joue en permanence avec leurs nerfs. Faire d'une finale l'art de remettre simplement la balle dans les lignes, d'adapter constamment la vitesse des échanges à l'âge du capitaine, après un coup d'œil sur les manches à air et un recours au correcteur d'assiette, n'est pas une sinécure. Voir s'accommoder sur le central ces microvagues de sable qui provoquent mille et un faux rebonds comme autant d'embûches à la sérénité du jeu, jouer alternativement vent debout, vent dans le dos, valise et contre-valise, est un exercice périlleux.

Une gemme allemande surdodée, Steffi Graf, joli petit monstre de sérénité et de santé, a attrapé samedi Martina Navratilova dans son filet à papillons. Elle a pris cette finale (6-4, 4-6, 6-3) comme l'on prend le pouvoir, quand, à dix-sept ans, onze mois et vingt-quatre jours, on ne doute de rien. Pas même d'un destin tout tracé et d'un talent hors pair. Steffi Graf est désormais la plus jeune femme à avoir gagné Roland-Garros. Ce record - le sport adore les comptabilités - appartenait depuis 1959 à la Britannique Christine Truman, dix-huit ans et quatre mois. Et dimanche, Steffi Graf qui avait accordé « vingt minutes », pas une de plus, à la presse écrite, cinq minutes aux photographes, comme déjà l'on connait des audiences, a eu ce mot : « Un rêve, cette victoire ? Oh, non, je sais très bien que c'est la réalité et non un rêve. C'est la réalité et elle me convient parfaitement. »

Cet âge est sans faiblesse. Et la déclaration, mieux que tout, donne la clé de cette finale. Steffi Graf l'aura gagnée pour n'être jamais aussi bonne que dans l'adversité, jamais aussi forte que lorsqu'il n'y a plus d'espoir. Elle l'avait prouvé déjà contre Gabriela Sabatini en demi-finale. Menée au troisième set 5-4 sur service de l'Argentine, toute autre aurait eu le bras qui tremble, le moral en panne et la jambe flageolante.

Steffi Graf, elle, ne tremble point. Jamais. Elle fit front devant la belle Sud-Américaine pour l'emporter finalement. Même situation, même effets : elle aura occis Martina Navratilova dans des circonstances identiques.

Ce bégaiement de la victoire se situe exactement au même moment. A 5-4, au troisième set, service de Martina Navratilova pour une troisième victoire à Roland-Garros. Les deux premières

sets avaient été ce que l'on a dit, dans l'alternance des bonheurs et des coups de vent, un partage équilibré. Prime à la jeunesse et à l'ambition, la première manche pour Steffi Graf (6-4). Prime à l'expérience et à l'espérance d'offensive, la deuxième pour Martina Navratilova (4-6). Bref, deux sets pour rien, sinon pour constater que le vent, lui aussi, ne voulait pas choisir celle qu'il générair le plus. Steffi, pénalisée dans ses grands coups droits et ses revers carresseurs de ligne, ne l'était pas moins que Martina dans son service et ses volées emportées par la bousmousse.

Vint donc ce fameux dixième jeu du troisième set et ce moment où Martina Navratilova fut telle qu'en elle-même, forte et fragile, oscillant en permanence entre l'expérience et le doute. Bien loin des succès imbéciles sur son homosexualité revendiquée et sa musculature peu ordinaire, Martina Navratilova peut être encore une fille étonnante de fraîcheur et de faiblesse, toujours joueuse et perméable à la crainte de mal faire, de mal finir. Comme si tant d'expérience, tant de victoires, tant d'années à associer ainsi un palmarès et une dictature présomptueuse, pouvaient, à chaque fois, être remises en cause.

Doublets festes

Martina Navratilova fut, là, presque attendrissante. Etre aussi forte et avoir encore aussi peur de la jeunesse. Tenir le match et, sur ce que l'on sait le mieux faire, son service, le perdre. Steffi Graf, elle, n'a apparemment pas de ces états d'âme. Le dos au mur, presque comme une obligation ou une chance supplémentaire, elle semble dire : « Navratilova, connais pas. »

Alors arriva ce qui devait arriver et qui confirma ce qu'il se disait : cette gemme allemande que son adversaire applaudit trop souvent pour ne pas la craindre réellement, avait réussi à faire trembler la championne, à lui communiquer la peur de gagner, ce supplice ultime du tennis. Martina Navratilova, le visage tourmenté, ne savait plus et n'était plus servie, deux doubles fautes, Egalité 5-5.

On sut à ce moment-là, à sa façon d'attraper cette balle sortie et de l'écraser dans sa main, presque avec férocité, que Steffi Graf, elle, n'avait jamais eu peur. Elle n'allait plus lâcher prise. Elle tenait presque sa trentième victoire consécutive, son septième tournoi d'affilée, le plus beau, le premier « grand ».

Encore fallut-il que Martina, le bras noué, manque une de ses volées. Egalité 5-5.



un faux-rebond, une balle trop longue. Egalité 5-5.

On sut à ce moment-là, à sa façon d'attraper cette balle sortie et de l'écraser dans sa main, presque avec férocité, que Steffi Graf, elle, n'avait jamais eu peur. Elle n'allait plus lâcher prise. Elle tenait presque sa trentième victoire consécutive, son septième tournoi d'affilée, le plus beau, le premier « grand ».

Encore fallut-il que Martina, le bras noué, manque une de ses volées. Egalité 5-5.

PIERRE GEORGES.

inmanquables au onzième jeu, dernière occasion de faire le break. Encore fallait-il qu'elle commette, quatre jeux plus tard, sur la balle de match, le pire des actes de soumission, une double faute.

Steffi Graf y alla alors de sa petite larme. Puis, vite remise, elle demanda à son « ancienne » ce qu'il fallait faire quand on avait gagné Roland-Garros. Et Martina lui dit, en somme : « Surtout, je connais le chemin. »

PIERRE GEORGES.

RUGBY : Coupe du monde

Difficile victoire française

Grâce à sa victoire, le dimanche 7 juin à Auckland, sur les Bles Fidji, par 31 à 16, le XV de France a remporté l'objectif qui lui avait été fixé avant la Coupe du monde : il a atteint la demi-finale. Samedi à Sidney, il affrontera l'Australie, victorieuse de l'Irlande par 33 à 15. L'autre demi-finale opposera dimanche à Brisbane, la Nouvelle-Zélande au Pays-de-Galles qui a battu, lundi 6 juin, l'Angleterre (16 à 3).

AUCKLAND de notre envoyé spécial

La mêlée fidjienne a une jolie façon de reculer. C'est sa spécialité. Elle le fait généralement en bon ordre, mais à très grande vitesse. Ployant, dès le début de la rencontre, sous la poussée du très lourd pack français, les avants fidjiens ont justifié, dimanche, cette réputation de friabilité. A la mi-temps, la France menait (19 à 7), grâce à trois essais tout en muscles. Le premier, œuvre collective des avants, fut attribué à Alain Lorieux (23 minutes). Pour le deuxième, Laurent Rodriguez n'eut qu'à se baisser : profitant d'une mêlée à 5 mètres, ses partenaires avaient repoussé d'une passe tranquille le pack adverse jusqu'à son en-but (33 minutes). Enfin, pendant les arrêts de jeu, le même Rodriguez avait conclu un enchaînement irrésistible du pack tricolore.

Arme maîtresse du rugby, selon Jacques Fouroux, une mêlée aussi conquérante aurait dû donner aux Français la clé d'une victoire facile, face à un adversaire qui s'avoue lui-même ne pas s'intéresser à cette phase de jeu. « Par tempérament, les Fidjiens préfèrent faire voltiger le ballon », explique Georges Simpinkin, le conseiller technique néo-zélandais qui, depuis 1985, s'efforce de leur inculquer les bases de la technique All Blacks. Ses leçons commencent à porter. La mêlée fermée demeure certes vacillante, mais la touche, autre phase statique longtemps délaissée, devient rentable. Les deuxièmes lignes Rakorof et Savai ont confisqué la plupart des remises en jeu, au nez et à la barbe des sauteurs français. De plus, dans le jeu au sol, les avants fidjiens ont appris à grappiller des ballons qui, dimanche, ne demandaient qu'à « voltiger » dans l'air léger de l'automne austral.

Tandis que les Français s'appliquaient à de nombreuses fixations, les Fidjiens profitaient de toutes les occasions pour ouvrir le plus largement possible.

Pour les autres envoies, mélange de culot et de talent, échouèrent d'un souffle. Le plus souvent, elles étaient inspirées par Severo Korodwadua. Charpenté comme un troisième ligne (1,84 mètre, 95 kilos), ce demi d'ouverture de vingt-cinq ans, tard venu au rugby après une carrière honorable de footballeur, est le parfait symbole du jeu fidjien : un cocktail explosif de qualités physiques et d'inspiration. Buteur émérite, il a

marqué la moitié des points de son équipe, grâce à deux coups de pied de plénitude et une transformation. A Suva, capita des Fidji, on ne lui tiendra pas rigueur d'avoir manqué un essai tout fait par un excès de déconcentration. Tenue d'une seule main, la balle lui échappa comme une savonnette de bain. A son retour, avec ses camarades, il sera reçu en héros pour avoir contribué à faire des Fidji la huitième merveille du monde ovale.

Les missionnaires anglais qui évangélisèrent la colonie à la fin du siècle dernier peuvent se vanter d'avoir implanté sur les trois cents îles de l'archipel une sacrée religion. Bientôt relayés par les chercheurs d'or australiens et les planteurs néo-zélandais, ils firent découvrir aux populations locales de rugby, qui est devenu l'affaire de toute la communauté polynésienne. Les Fidji comptent quelque treize mille pratiquants, c'est-à-dire davantage que l'Ecosse.

Malgré les événements politiques récents, Graham Eden, le commentateur de la radio fidjienne, se targue d'avoir eu « une existence énorme » depuis le début de la Coupe. Ancien joueur de l'équipe nationale, le nouveau maître des Fidji, le colonel Sitiveni Rabuka, connaît trop l'importance de ce sport comme ciment social et n'a pas hésité à laisser partir la délégation fidjienne deux jours seulement après le coup d'Etat.

Grâce au prisme grossissant de la première Coupe du monde de rugby, les Fidji ont désormais acquis une notoriété internationale. Séduit, le président Albert Ferrasse les a invités pour une tournée en France l'an prochain. Comme lui, les spectateurs de l'Eden Park sont tombés sous le charme. Lorsque Jimmy Damu touchera une dernière fois la défense française pour un essai spectaculaire (79 minutes), le stade était debout. Le jeune ailier n'est pas inconnu pour le public d'Auckland. Fils du premier consul fidjien en Nouvelle-Zélande, il joue depuis quatre ans dans l'équipe B du club local. Damu ne sera bientôt plus un oiseau rare dans le championnat de Nouvelle-Zélande. « Nous avons presque tous été contactés par des clubs néo-zélandais, confiait un joueur fidjien : avant même le quart de finale contre la France, on m'a proposé un emploi : je suis très tenté de m'installer ici. »

L'euphorie autour de la prestation fidjienne était telle que l'observateur distrait aurait pu se demander qui, au bout du compte, avait gagné le match. Un essai de Patrice Lagisquet (76'), puis un drop de Guy Laporte pendant les arrêts de jeu, avaient certes mis les Français à l'abri d'une vilaine surprise. Mais Jacques Fouroux a quitté Auckland le front soucieux, dans la perspective d'affronter les Australiens, impressionnants vainqueurs des Irlandais.

Les sujets d'inquiétude ne manquent pas. Outre les blessures plus ou moins bénignes de Blanco, Sina, Berbizier, le diagnostic sur la santé collective de l'équipe est inquiétant.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Athlétisme

RECORD DU MONDE

La Soviétique Natalia Lisovskaya, vingt-quatre ans, a battu dimanche 7 juin à Moscou son propre record du monde du lancer de poids, en réussissant un jet de 22,63 m au quatrième essai.

A Baton-Rouge, aux Etats-Unis, lors des championnats universitaires d'athlétisme, Sheila Hudson, dix-neuf ans, a amélioré le record du monde féminin du triple saut avec un bond de 13,78 m.

Basket

CHAMPIONNATS D'EUROPE

L'équipe de France a été nettement dominée, dimanche, par la Grèce (86-69), elle ne jouera donc pas les quarts de finale.

Les résultats

Motocyclisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DE VITESSE

L'Australien Wayne Gardner (Honda) a remporté, dimanche 7 juin, le Grand Prix d'Australie en 500 cm³, sur le circuit de Salzborg, devant l'Américain Randy Mamola (Yamaha). Le Français Patrick Igou, victime d'une chute au huitième tour de la course des 250 cm³, a été opéré de la hanche et sera indisponible pour deux mois.

Tennis

INTERNATIONAUX DE FRANCE

Messieurs
Lendl (Tch., 1) b. Wilander (Suède, 4), 7-5, 6-2, 3-6, 7-6 (7/3).

JUNIORS GARÇONS

Perez-Roldan (Arg.) b. Stol-Tenbergh (Aust.), 6-3, 3-6, 6-1.

JUNIORS FILLES

N. Zvereva (URSS) b. J. Pospisilova (Tch.), 6-1, 6-0.

DOUBLE MESSIEURS

Jarryd-Seguso (Suède, EU) b. Forget-Noah (France) 6-7 (5/7), 6-7 (2/7), 6-3, 6-4, 6-2.

DAMES

S. Graf (RFA, 2) b. M. Navratilova (EU, 1), 6-4, 4-6, 9-6.

DOUBLE DAMES

P. Shriver-M. Navratilova (EU) b. G. Sabatini-S. Graf (Arg., RFA), 6-2, 6-1.

DOUBLE MIXTE

P. Shriver-Sanchez (EU, Esp.) b. L. McNeil-Stewart (EU), 6-3, 7-6 (7/4).

MUSIQUE

A vos calendriers !

Les conférences de presse se succèdent à un rythme accéléré, pour retenir l'attention des mélomanes et les obliger à remplir dès maintenant leur calendrier pour la saison prochaine.

La saison du Théâtre Musical de Paris-Châtelet débute par vingt-deux récitals de Barbara, puis un spectacle de Kabuki, mis en scène par Ichikawa (dont on n'a pas oublié la superbe *Coy d'or*). *Forgy and Bess* de Gershwin et *Chorus line*, la grande comédie musicale de Broadway. Le programme d'opéra sera consacré à l'Allemagne avec, sous la direction de Marek Janowski, six représentations du *Freischütz* de Weber et, en concert, *Parafel*, *Obéron*, *Arabella* et *Abu Hassan*. De nombreux orchestres et solistes complèteront cette saison en feu d'artifice, préparé pour la dernière fois par Jean-Albert Cartier, qui, en huit ans, a fait du Châtelet un des lieux essentiels de la musique à Paris.

* Renseignements et abonnements : 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris. Tél. : 42-33-44-44.

L'IRCAM et l'Ensemble intercontemporain offriront, au cours de leurs trente-neuf concerts, maintes œuvres à découvrir à côté des « Classiques du XX^e siècle » et il est bien difficile de désigner à l'avance les « événements » qui nous attendent : serait-ce l'opéra *Valis* de Tod Machover et Catherine Ikam (2-7 décembre) ou bien les paritions de Powell, Giraud, Törke, Liebermann, Yuasa, Pasquet, Kernis, réunies dans les « Découvertes » (14 décembre et 11 avril), et le panorama de l'Allemagne moderne en quatre programmes (3-11 mai) ? On pourra miser aussi sur Ferneyhough.

La semaine du mélomane

Légitimement soupçonné par son épouse de ne pas assister à autant de concerts qu'il le dit, le mélomane jure ses grands dieux qu'il ira entendre :

— Lundi, le récital de Joan Sutherland, à l'Opéra, à 20 heures (tél. : 47-42-67-27).

— Mardi (et mercredi) à 18 h 30, l'Heure espagnole, en version de concert par l'Orchestre de Lyon, sous la direction de Serge Baudo, avec Cynthia Buchanan, Jean-Philippe Lafont, Michel Sándor, Léonard Pizzino et Luis Masson au TMP Châtelet (tél. : 42-61-19-83).

— Mercredi : les *Sequences* pour alto, hautbois et trompette de Berio, par les solistes de l'Ensemble intercontemporain, à 18 h 30, au Centre Pompidou (tél. : 42-80-94-27) ; le *Resurrexit* de Berio et le *Sabbat* de Rossini, à l'église Saint-Roch, à 20 h 30 par l'Orchestre et le Chœur français d'oratorio (tél. : 42-61-93-26).

— Jeudi : la musique de chambre de Ravel à 20 h 30 au TMP Châtelet, avec le concert de

Nunes, Donatoni, Lindberg, Osborne, Huber... Le mieux est d'y aller voir.

* Renseignements et abonnements : EIC, 9, rue de l'Échelle, 75001 Paris. Tél. : 42-61-56-75.

L'Orchestre de Paris fêtera son vingtième anniversaire avec Georg Solti et Daniel Barenboim qui se partageront les pianos du *Concerto en mi bémol* de Mozart et la direction, le 14 novembre. Quarante et un programmes et soixante-quinze concerts feront comme d'habitude le tour du répertoire symphonique. On notera en particulier des créations de Denisov, Amy et Xenakis, le retour de Maazel, Lombard et Giulini (*Messe en si mineur* de Bach), les débuts avec cet orchestre de Maria José Pires, Peter Serkin, Jeffrey Tate, André Watts, Roger Woodward et de deux jeunes chefs français, Pierre-Michel Durand et Pascal Verrot. Parmi les séances exceptionnelles, la *Neuvième Symphonie* de Beethoven et la deuxième acte du *Crépuscule des dieux* à Bercy. Retenons pêle-mêle quelques chefs et solistes : Svetlanov, Bychkov, Dohnanyi, Salonen, Boulez, Leinsdorf, Oleg, Schiff, W. et J. Meier, N. Gutman, etc.

* Renseignements et abonnements : 25, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris : tél. : 45-63-07-40.

Armin Jordan dirigera neuf des vingt-huit concerts de l'Ensemble orchestral de Paris avec à ses programmes, notamment, les *Saisons*, de Haydn, la *Canarie* 202, de Bach, le *Magnificat*, de Florentin et le *Requiem*, de Fauré. Il alternera avec des chefs tels que Laver, Tabachnick, Krivine, Houtmann, Herreweghe (messes de Haydn et de Beethoven) ou Amy.

* Renseignements et abonnements : 25, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris : tél. : 45-62-67-57.

J. L.

Au Palais des congrès

« Boris » géant et pétrifié

Le *Boris Godounov* — trois cents artistes entre la scène et la fosse — qui s'installe pour onze représentations au Palais des congrès est celui du grand Théâtre Wielki — le palais Garnier de Varsovie — que les Polonais peuvent voir depuis 1983 pour le prix d'une place de cinéma.

braves mérites sans avoir à patienter toute une scène en coulisses. Deux chanteurs russes se relaient sous la tiare : Anatoli Kotcherba, de l'Opéra de Kiev, et l'Ukrainien Grinczenko. Préférer le premier, d'ailleurs choisi pour la version enregistrée (*Capriccio* n° 30140/1-3).



Anatoli Kotcherba dans le rôle-titre

Comme au Palais de la porte Maillot, la scène, là-bas, est immense : pétrifié dans des poses mélodramatiques, croulant sous les ors et les damas, le spectacle est conçu pour être vu de loin. Et dirigé à la perche par l'impassible Saitakowski, également directeur de l'établissement, pour lequel on sent bien que Moussorgski — revu par Rimsky — n'a depuis tant d'années plus de secrets. La surprise vient des machines : scène glissant à l'horizontale pour des effets de travelling ; dessous montés sur escalator permettant des superpositions instantanées de décors. Que restera-t-il de ces effets au Palais des congrès ?

L'ordre des scènes, non plus, n'est pas continu : les deux derniers tableaux sont inversés, ce qui permet au héros terrassé de recevoir les

Encore jeune et très barytonnant, il chante ses morceaux de bravoure un peu comme des morceaux de concours, avec une sûreté de soutien et une infirmité qui, étant donné l'environnement, confine au stoïcisme. L'acte polonais est, comme souvent, sacrifié à une Marina au timbre vinaigré. Le personnage de Ragoni, jésuite polonais qui rêve de restaurer le catholicisme en Russie, y est traité avec une discrétion toute diplomatique. Mai la convention de l'opéra historique — et, ici, toutes les conventions sont exemplaires — n'est-elle pas, à Varsovie comme ailleurs, de faire oublier l'histoire vraie ?

ANNE REY.

* Palais des congrès, à partir du 10 juin, 20 h 30 : matins les samedis et dimanches, à 15 heures. Prix des places : 100, 200 et 300 F. Le spectacle est repris les 23 et 24 juin à Vichy.

CINÉMA

« Pee-wee Big Adventure »

Le pantin infantile

Pee-wee Herman porte un costume étriqué, des pantalons étroits aux chevilles. Il a les cheveux plaqués, les lèvres maquillées aussi rouges que son nez pap. Il vit dans un royaume de Dame Tardine où l'on peut reconnaître les personnages des feuilletons en dessins animés, où tout est soit trop petit, soit trop grand, bariolé comme des jouets trop peints. La voix de Pee-wee est nasillarde, mais il parle peu. En revanche, il abase des ricanelements sans raison.

Son film commence comme ça, par des couleurs criardes et des glissements incessants. Soit on rit tout de suite et tout va bien, soit on est accablé et rien ne peut vous sortir de l'accablement, puisque ça continue comme ça commence.

Il semble d'après le dossier de presse que Pee-wee ait créé un personnage de Peter Pan moderne, de petit garçon qui ne veut pas grandir ni perdre la poésie de l'innocence. On ne peut pas croire que Peter Pan soit ce débile régressif, sautillant, exaspérant, éduqué à coups de burlesques anciens « colorisés » grossièrement et qu'il se borne à parodier.

Pee-wee tressaute avec des gestes désordonnés, comme une marionnette animée par un manipulateur ataxique. Au bout d'un moment, ça devient pesant. D'ailleurs l'histoire de ce débile léger dont la bicyclette — son seul amour — a été volée par un autre débile, riche et obèse, n'est pas si drôle. Non plus la manière dont sont montrés les comparses — tous et toutes imbéciles souriants sinon heureux.

Certainement l'angoisse est plus efficace que la gentillesse sucrée — ainsi la visite de fort Alamo et la fuite de Pee-wee chassé par les rires moqueurs des touristes, zombies qui semblent sortis du meilleur des mondes.

Le film aurait eu, dit-on, dix millions de spectateurs aux États-Unis. Comme si, à force de voir sur l'écran des petits gènes de l'ordinateur, des

mêmes qui savent tout, n'ont besoin de personne et font la leçon, le crénelisme — au sens médical — avait quelque chose de rassurant.

COLETTE GODARD.

« Une flamme dans mon cœur », d'Alain Tanner

L'amour, c'est compliqué

Le réalisateur suisse de la Salamandre et de la Ville blanche découvre Paris et Le Caire, et la détresse d'une femme solitaire.

Contestataire avant et après l'heure, éternel rebelle sans cause, Alain Tanner, cette fois, passe le témoin à une femme, une comédienne, Myriam Mézières, à la fois auteure du scénario et superstar d'*Une flamme dans mon cœur*. L'histoire a peu d'importance, les personnages vivent de façon épigramme, dans l'instant. Et l'être qui vit au plus proche de ses émotions, aspirant désespérément au grand amour, souffrira sans espoir, finira paillard.

Mézières joue une étrange Béatrice dont elle répète la même production. Elle y met sa peau, son malaise, un côté hagar, et on aimerait voir le résultat à la scène : ça ne laisserait pas indifférent. Mais, à peine sortie du théâtre, Mézières retrouve un amant maghrébin, Johnny, devenu insupportable et dont elle veut se séparer. Pas question, lui s'accroche, figure très sympathique, vue sans paternalisme. Tout ici somme juste, à la fois franc et brutal. Johnny n'a plus qu'à se bacer.

Mézière de minuit, solitude, Mézières croise Pierre, un grand dadaï

« Atys », à l'Opéra royal de Versailles

Lully révélé

Le Festival de Versailles n'a jamais mieux mérité son nom qu'en présentant, à l'Opéra royal, le somptueux *Atys*, de Lully.

Après les onze représentations de l'Opéra-Comique, on bécote à célébrer à nouveau les splendeurs d'*Atys*. Mais le fait est que, pour la première fois peut-être, malgré les succès incontestables d'*Hippolyte et Aricie* ou des *Boréades*, de Rameau, ces dernières années, la France moderne s'est pleinement réconciliée avec la tragédie lyrique de notre âge classique et qu'elle en est elle-même stupéfaite. Il ne reste plus qu'à s'engouffrer dans cette voie ouverte par William Christie, Jean-Marie Villégier et Françoise Lancelotti, soutenus par les décors et les costumes enchanteurs de Carlo Tommasini et Patrice Chéreau.

Car il est miraculeusement retrouvé et exprimé toute la grandeur et la force du drame de Quinault et Lully dans sa profonde humanité, tressaillant sans cesse à travers l'étiquette du grand siècle, en l'interprétant avec une liberté moderne qui souligne avec clarté et humour ce qui nous en rapproche ou nous en éloigne. Cette cérémonie funèbre en blanc et noir d'une cour vieillissante, nous la vivons non

comme une reconstitution historique mais comme une fantasia de mille images cinématographiques, notre imagination par les estampes, les monuments, les lectures, voire les souvenirs scolaires ; un trésor romanesque et plastique d'où soudain surgit, par la force de la musique et de la parole, une vérité poétique plus forte que la vérité historique.

C'est Lully qui, tout à coup, nous est révélé par cette musique qui sublimine les vers de Quinault pour peindre les intimes mouvements des cœurs, dont Christie a su retrouver toute la fraîcheur et la violence, dont tous les gestes réglés par Villégier nous créent ces personnages sortis de feu.

Le miracle, c'est que toute la troupe de chanteurs, de musiciens et de danseurs a su, sans une fausse note, nous prendre ainsi au cœur et nous faire vivre cette longue tragédie comme un rêve, d'où l'on n'aurait voulu ne jamais sortir, à l'image du songe d'*Atys*, un sonnet de la musique comparable aux plus grandes pages de Purcell ou de Monteverdi.

JACQUES LONCHAMPT.

* Dernières représentations à Versailles les 9, 10, 11 juin (le Monde du 16 janvier). Prix des places : de 250 F à 1.000 F.

Un manuscrit de Mahler à Paris

« Adieu ! Monde, adieu ! »

La Bibliothèque musicale Gustav-Mahler (1) vient de fêter l'entrée dans son fonds d'un manuscrit exceptionnel, celui du final de la *Neuvième Symphonie*, disparu depuis la mort de Mahler. Il manquait dans la fac-similé de la version initiale, publiée en 1971 par la Bibliothèque nationale autrichienne, et l'on craignait qu'il n'ait été détruit dans un incendie ou un bombardement.

Henry-Louis de La Grange, le grand biographe du compositeur, a pu reconstituer l'odyssée mouvementée de ce document : Alma en avait fait cadeau au chef d'orchestre Oskar Gabelkover, lequel l'avait léguée à son mari, à qui la fait une amie autrichienne, un moment très brillante, Gabrielle de Léon à sa femme (fille de Mark Twain), qui la transmet à son second mari, le chef d'orchestre Samuel Samsoed (mort en 1984), et celui-ci à sa secrétaire... Le précieux docu-

ment aboutit chez un marchand d'autographes américain, avec l'indication, de la main d'Alma, qu'il s'agit d'écritures de la *Neuvième Symphonie* ! Henry-Louis de La Grange a le jeu de pouvoir l'acquiescer.

On est étonné d'émotion en contemplant le manuscrit, daté de l'été 1909, qui porte, dans son écriture à la main, presque calligraphique, cette musique « autrichienne » qu'on appelle aussi « autrichienne », et s'achève par ces exclamations poignantes, se dressant des dernières pages : « O Schöneheit ! Lieb ! Liebt wol ! Liebt wol ! (sic) Welt ! Liebt wol ! » (O beauté ! Amour ! Adieu ! Adieu ! Monde, adieu !)

J. L.

(1) 11 bis, rue Vézelay, 75008 Paris.

« On ne vit que deux fois », de Lewis Gilbert

Pour Sean Connery

En ce temps-là — 1967, — le Spectre organisation internationale vouée au mal absolu, voulait déclencher une troisième guerre mondiale. Et James Bond se fit passer pour mort et se rendit au Japon afin de

découvrir la base d'où les agents du Spectre interceptaient des missiles américains et soviétiques, chaque pays croyant que c'était l'autre qui lui jouait ces mauvais tours.

Ce cinquième film de James Bond n'a pas l'humour des deux premiers réalisés par Terence Young. Il se situe dans la lignée des suivants, *Goldfinger* et *Opération tonnerre*, par l'importance du budget, des décors, des effets spéciaux. Et l'agent britannique 007 défend la coexistence pacifique. Et l'agent britannique 007 défend la coexistence pacifique. Et l'agent britannique 007 défend la coexistence pacifique. On n'en était plus à l'anticommunisme des débuts.

Il y a vingt ans, le cinéma mondial était encore en plein essor artistique, les critiques avaient tendance à faire la fine bouche sur une superproduction de ce genre (budget : 9,5 millions de dollars) et sur le machinisme des aventures de James Bond.

Invention délirante

Aujourd'hui, on aurait plutôt tendance à dénigrer le luxe des images, des extérieurs, l'invention délirante du lac escamotable, cachant le repaire du Spectre dans un volcan éteint, et les exploits du héros qui rien n'arrête : ni les traîtres de certaines femmes honorées de sa virilité fougasse (et infatigable), ni les pièges, en principe mortels, tendus par Blofeld, le chef du Spectre, incarné par Donald Pleasence, vraiment tête de l'Emploi.

Ce n'est pas de la bande dessinée ou du vidéo clip, c'est du grand cinéma d'aventures, fait pour le rêve, la distraction, car, en fin de compte, l'idéologie nous importe peu. Amusez-vous, ça fait fort, très fort, et pour grand écran. On ne va pas border tout de même. Sur-tout que Sean Connery est là !

LOUIS MARCORELLES.

JACQUES SICLER.

THÉÂTRE

Les tons à Broadway

« Les Misérables » triomphent sur (presque) toute la ligne

Les mollières chez nous, les tons chez eux. La soirée des tons est au théâtre de Broadway ce que sont les Oscars à l'industrie cinématographique : l'heure des récompenses, la distribution des prix. Soirée prestigieuse, présentée par Angela Lansbury, flanquée de Kathleen Turner, William Hurt, Bob Fosse, John Lithgow, Lynn Redgrave, Tommy Tune et pas mal d'autres.

On a gagné. A la fin de la soirée, les *Misérables* se sont retrouvés plus riches de huit tons : meilleur acteur de complément (Michael Maguire dans Enjolras), meilleure actrice de complément (Frances Ruffelle dans Fantine), meilleures lumières, meilleurs décors, meilleure mise en scène (John Caird et Trevor Nunn, ex-maître de *Cats* et également nommé pour *Starlight Express*), meilleure musique pour Claude-Michel Schönberg, meilleur livret pour Alain Boublil et son adaptateur américain, et surtout, surtout, meilleur musical de l'année. Surprise : Colm Wilkinson (Jean Valjean) s'est fait en *extremis* souffler le ton du meilleur acteur de musical par Robert Lindsay pour *Me And My Girl*. Autrement les « Mix » aurait fait le grand chelem.

Tandis qu'Alain Boublil remportait metteurs en scène et producteur (tous anglais), car les *Misérables* est une création de la Royal Shakespeare Company, Claude-Michel Schönberg adressait un merci tout spécial à... Giacomo Puccini « pour n'avoir pas composé l'opéra qu'il avait envisagé et mis en route à partir du roman de Hugo » et un autre, non moins spécial, à une certaine Sophie Trébuchet, « qui a eu la bonne idée de donner naissance à Victor Hugo ».

Maryann Plunkett et Robert Lindsay, tous deux Britanniques ont obtenu les tons des meilleurs premiers rôles de comédie musicale pour *Me And My Girl*, Linda Lavin (pour *Broadway Bound*) et James Earl Jones (pour *Fences*) ont reçu les tons des premiers rôles dramatiques.

Des prix spéciaux ont été décernés au producteur Georges Abbott, âgé de cent ans, à Jackie Gleason qui joue actuellement un *one man show* sur Broadway, et à la San Francisco Mime troupe.

HENRI BÉHAR.

Culture

ARTS

Le Mauritshuis de La Haye rouvert

Un modèle de restauration

Après plus de cinq ans de travaux, le Mauritshuis, dont les chefs-d'œuvre ont été exposés à Paris l'an dernier, est enfin rouvert.

La restauration a été aussi complète que discrète.

Depuis plus d'un siècle, le Mauritshuis de La Haye dispute au gigantesque Rijksmuseum d'Amsterdam la royauté des musées d'art ancien des Pays-Bas. Le second se distingue par son immensité, le premier par sa richesse. Le « Rijks » est une inépuisable réserve de surprises, le Mauritshuis une villa patricienne joliment aménagée. L'un tire sa fierté d'abriter la *Ronde de nuit* et l'autre conserve la *Lagon d'Anatomie*, ainsi que la très fameuse *Vue de Delft* de Vermeer.

Mais, malgré ses richesses et son charme, le musée de La Haye avait vieilli, et plutôt mal vieilli. Depuis le temps de Fromentin, rien, ou presque, n'avait changé et il finissait par faire un peu trop sombre dans ces pièces mal éclairées où les Rembrandt se cachaient sous des verres jaunâtres ou marron. Il fallait rénover les lieux — ce qui a été accompli, sans précipitation sans doute, en près de six ans de labeurs, mais avec un sens très sûr de la modernisation et de ses limites.

Première difficulté : l'étroitesse de la curieuse villa classique, mi-dix-septième, mi-dix-huitième, érigée en pleine période de mode française au bord d'un canal-étang très bucolique. Puisqu'il était exclu d'ajouter des ailes ou un étage au bâtiment, il fallait creuser et aménager des sous-sols, et cela en dépit des eaux et de l'instabilité d'un sol de sable qui se prête mal aux terrassements. Dans ces caves à fleurs de bassin, on a installé des bibliothèques, des réserves, un restaurant et des bureaux dans le plus pur style post-moderne au goût du jour, à l'aplomb de marbre, angles bizarrement coupés, et lumières cliniques. Mais ces sous-sols aux airs de clinique ou de laboratoire, nul visiteur ne les voit, c'est là leur grand mérite. En effet, alors que les sous-sols ont été totalement modifiés, le rez-de-chaussée — de l'étage, ainsi que le très-shabby escalier de bois qui occupe à lui seul le vide central — ont été nettoyés et restaurés à l'identique.

Tout le jeu a consisté en remplacements de planchers et de toitures, installations de systèmes de climatisation et de sécurité, sans que rien ne change en apparence : ni la décoration des salles, ni les boiseries, ni les cheminées, ni l'enchâssement des cabinets et des pièces « nobles ». Seule innovation : la mise en place d'un éclairage qui combine les spots habituels à des curieuses lustres vasculaires, mécaniques géométriques suspendues aux plafonds à moulures, seule fausse note d'un travail le plus souvent convaincant.

Le Mauritshuis fait donc figure désormais de musée à l'ancienne très

moderne, et presque de monument de la muséographie classique scrupuleusement conservée. Il n'est pas jusqu'à l'habitude, aujourd'hui considérée comme périmée, peut-être à la légère, d'accrocher des tableaux de petite taille les uns au-dessus des autres qui n'ait été limitée par places, si bien que l'on se croirait alors dans une galerie Doris Pamphili transportée au pays des ciels gris.

Cette différence s'accompagne cependant d'un effort sensible d'éclaircissement des salles. Les morceaux de bravoure du musée, des Rembrandt aux Vermeer, aux Ruysdaël, aux Chassé, de Cranach à Rubens, de Van der Weyden à Van Dyck, ont été traités avec tout le respect nécessaire. Comme de surcroît le conservateur s'est plu à des rapprochements séduisants ou curieux afin de rendre manifestes des parentés qui seraient passées inaperçues — ainsi de Saenredam et de Vermeer — et que les acquisitions les plus récentes ont été consacrées à la peinture néerlandaise de la fin du seizième siècle, au temps de ses dernières tentations italiennes, l'ensemble a gagné en cohérence et en séduction.

Il est rare que la restauration d'un musée soit à ce point subtile et se garde si bien de l'exhibitionnisme. Devant une réussite si peu contestable, on en oublierait presque de s'étonner de la constance avec laquelle le Mauritshuis attribue à Rembrandt un *David et Saul* dont l'authenticité a pourtant été souvent remise en doute. Excess de confiance peut-être.

PHILIPPE DAGEN.



Inaugurée le 27 mai dernier, cette statue monumentale (4 mètres de haut) due au jeune sculpteur polonais Andrzej Renes rend hommage au cardinal Wysinski, mort il y a six ans.

Il a fallu une immense souscription populaire pour réunir les 50 millions de zlotys nécessaires. Il a fallu quatre ans de travaux pour réaliser un projet choisi parmi quarante-six au total. Il a fallu, semble-t-il, beaucoup d'obstination pour que l'œuvre soit installée en plein centre de Varsovie.

A l'inauguration, le primat de Pologne, Mgr Glemp, côtoyait le maire de Varsovie. Mais il manquait le général Jaruzelski.

Ph. D.

NOTES

Chers dessins (suite)

Décidément, la saison est aux sanguines et aux lavis. Après les prix étonnants de la vente *Lévy* (le *Monde* du 8 mai), voici que Coppel rejoint Fragonard et Guardi au paradis des incalculables. Le 27 mai, à Dronot, il fallait déboursier 920 000 F, plus les frais, pour se rendre propriétaire de son *Coup de lance*, somptueuse esquisse à la manière de Rubens. Par comparaison, un portrait d'homme du seizième siècle dambien à 430 000 F, une vierge de Murillo à 140 000 F, un album d'aquarelles anglaises romantiques à 100 000 F semblent (presque) des achats raisonnables...

Ces dessins provenaient de la collection Beurdeley, et il se pourrait que quelques-uns d'entre eux appartiennent désormais à la collection Getty, laquelle travaille à s'enrichir de à présent d'un cabinet de dessins. Avec succès, semble-t-il.

Ph. D.

Andras Schiff prix de l'Académie Chigi

Un jury, composé de personnalités italiennes et de critiques musicaux de divers pays (le *Times*, l'*International Herald Tribune*, la *Presse de Vienne*, la *Süddeutsche Zeitung* de Munich et le *Monde*), a décerné le prix de l'Académie musicale Chigi 1987 (15 millions de lires) au pianiste hongrois Andras Schiff, qui devance

de fort peu deux représentants de l'école russe, Iouri Egorov et Andreï Gavrilov. Les précédents lauréats de piano étaient Peter Serkin en 1983 et Krystian Zimerman en 1985.

Andras Schiff a trente-quatre ans. Elève de Pal Kadosa, Ferenc Rados et George Malcolm, il a été lauréat des concours de Leeds et Tchaikowski de Moscou. Il a signé de nombreux disques.

Les music-halls étrangers à l'Olympia

Il y a vingt ans, pendant la morte saison de l'été, Bruno Coquatrix avait imaginé de faire venir sur la scène de l'Olympia les troupes de music-hall du monde entier. Présentées en collaboration avec les ministères de la culture et du tourisme, ces compagnies n'étaient pas toutes à caractère exclusivement folkloriques.

Cette année, l'Olympia renoue avec cette tradition en affichant successivement le grand music-hall du Portugal (du 9 au 23 juin), et le grand music-hall de Grèce (du 23 juin au 5 juillet). Chaque troupe a été rassemblée par la direction même de l'Olympia.

Pour le Portugal : Maria De Fe, la nouvelle interprète du fado ; Theresa Maiuto, dont le répertoire comporte du blues et des chansons d'Al Jarreau ; Raul Kyo, enfin, qui a imaginé une fusion entre jazz et fado.

Pour la Grèce, outre les ballets de Hania Manfousis ; Mariana Efstratiou, l'interprète des chansons de Dionysios Savopoulos ; Tania Tsanaklidou, qui a joué le personnage d'Edith Piaf sur une scène de théâtre d'Athènes ; et Georges Dalaras, le nouvel auteur-compositeur grec dont les chansons reflètent le mieux la sensibilité de la jeunesse grecque d'aujourd'hui.

C. F.

« Le Paradis des chats » au pavillon Baltard

Le Paradis des chats, opéra joué et chanté par cent trente enfants, âgés de huit à onze ans, de l'école primaire Condorcet de Meaux, sera présenté le 11 juin au pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne. Inspiré d'un conte populaire japonais, ce spectacle de Vladimir Kojarkhavov a été préparé pendant plusieurs semaines par une équipe d'artistes professionnels aidés par des enseignants.

* Pavillon Baltard, 12, rue Victor-Hugo, 94130 Nogent-sur-Marne ; tél. : 43-94-08-00. Reprise le 13 juin à Irgny (Rhône), puis à Juvigny-sur-Orge, Montpeller, Nantes, Villeurbanne et en Belgique.

Tours centre chorégraphique

Le Ballet de Tours va devenir centre chorégraphique. Le ministère de la culture versera chaque année 1 million de francs à la compagnie que dirige Jean-Christophe Maillot. La ville jouera la parité.

Depuis que le jeune chorégraphe, ex-soliste du Ballet de Hambourg, est revenu dans sa ville natale, le Ballet de Tours s'est élevé au niveau des meilleures troupes néo-classiques de France. Jean-Christophe Maillot a trouvé un vocabulaire moderne sans provocation, appuyé sur une technique classique éprouvée. La compagnie passera de douze à treize danseurs à la rentrée. — (Corresp.)

MIRABELLE DORS

oeuvres sculptées récentes

jusqu'au 25 juin

L'Oeil de Boeuf

58, rue Quincampoix
75004 Paris

Communication

L'Assemblée nationale se prononce sur l'interdiction de la publicité pour la bière à la télévision

Le ministre délégué à la santé et à la famille, M^{me} Michèle Barzach, a annoncé, dans une interview parue dans le *Journal du dimanche* du 7 juin, l'interdiction à la télévision de « toute publicité pour les boissons alcoolisées de plus de 1 degré ». M^{me} Barzach, qui défendra cette décision mardi à l'Assemblée nationale, justifie cette mesure par « l'impact » particulièrement fort de ces médias chez les jeunes. Une catégorie de la population où l'alcoolisme par la bière « inquiète particulièrement ».

« En laissant se développer l'alcoolisme, explique le ministre, on alourdit les dépenses de santé, déjà considérables (...). Le comité des « sages » qui s'est penché sur les problèmes de la Sécurité sociale, a récemment émis le même avis. L'interdiction, en revanche, ne s'étendra pas au cinéma, à la presse écrite, ni à l'affichage, mais la publicité sera cette fois réglementée. « Je vais demander », poursuit M^{me} Barzach, qu'elle soit strictement informative. Excluant tout symbolisme, et notamment par l'image. « Toute réclame devra être accompagnée d'un conseil de modération à l'adresse des consommateurs, ne plus comporter d'incitation à l'égard des mineurs, ni présenter l'alcool par le biais du sport, du travail ou des loisirs ».

Enfin, a ajouté M^{me} Barzach, les opérations de parrainage de sponsoring doivent se soumettre aux mêmes obligations. Et au cas où ces nouvelles dispositions ne seraient pas respectées, des pénalités dissuasives sont prévues, pouvant aller jusqu'à une peine d'emprisonnement. « Nous avons le devoir de faire comprendre aux jeunes que l'alcoolisme est un fléau ».

C'est au cours de la discussion générale à l'Assemblée nationale du projet de loi sur la répression de l'alcoolisme au volant que le gouvernement s'était engagé à « revenir d'une manière ou d'une autre » sur sa décision d'autoriser la publicité sur les alcools jusqu'à 9 degrés sur les chaînes privées. Cette publicité avait été autorisée pour ces alcools — bières, cidres, poiré — en janvier 1986 sur la Cinq, en février sur la Six et en mars de la même année sur Canal Plus. L'autorisation avait été ensuite élargie à TF 1 privatisée, par un décret de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, au nom de l'équité entre les chaînes privées. Le gouvernement avait même envisagé de légaliser, sur les chaînes publiques, la publicité pour les boissons de moins de 4 degrés.

Ces décisions avaient soulevé un tollé, particulièrement dans les milieux médicaux, amenant notamment le professeur Claude Gor à démissionner du Haut Comité d'études et d'information sur l'alcoolisme. Ce dernier avait reçu le soutien de nombreuses personnalités scientifiques et médicales, dont plusieurs Prix Nobel, comme les professeurs Jean Dausset et François

Jacob. De nombreux parlementaires s'étaient joints à ces protestations.

Pour les chaînes de télévision, le manque à gagner, consécutif à une telle interdiction, serait important (le *Monde* du 6 juin). Le patron de la régie publicitaire de TF 1, M. Bochkov Givadinovich, estime que la publicité sur la bière représenterait potentiellement de 5 à 6 % du chiffre d'affaires annuel de la Une. Le vice-PDG de cette chaîne, M. Patrick Le Lay, a d'ailleurs relevé, dimanche sur Europe 1, qu'une telle mesure serait en contradiction avec le cahier des charges qui avait été soumis aux repreneurs il y a quelques mois. « C'était un élément de ressources sur lequel nous comptions, a-t-il poursuivi. Cela faisait partie de l'évaluation qui avait été faite à l'époque par les banques. Les ressources provenant de la publicité sur la bière sont déjà intégrées au budget 1987 ».

Sans attendre le vote du Parlement, les brasseurs ont suspendu le passage de leurs messages publicitaires sur toutes les chaînes de télévision.

M. Pelchat veut moderniser la perception de la redevance

Il faut donner à l'audiovisuel public les moyens d'affronter les nouvelles chaînes privées, estime M. Michel Pelchat, député UDF-PR de l'Essonne. Un objectif que le (probable) rapporteur du prochain budget de la communication à l'Assemblée nationale croit possible d'atteindre sans augmenter ni la redevance ni le volume de la publicité sur Antenne 2 et FR 3.

M. Pelchat suggère, en effet, d'améliorer le produit de la redevance de 1 à 1,5 milliard de francs en transformant son mode de perception. Il préconise notamment que la taxe sur les téléviseurs soit couplée avec la facture de l'EDF. Le député réclame aussi la suppression de la TVA à laquelle est assujettie la redevance, ou à défaut, que son montant soit réduit de 7 à 2,1 %. « Il n'est pas normal qu'une taxe (la redevance) soit assujettie à une autre taxe (la TVA) », explique-t-il. En outre, M. Pelchat demande à l'Etat de compenser la perte sèche de 1,36 milliard de francs que représentent pour le service public les exonérations de redevance accordées aux particuliers les plus démunis.

S'il est favorable au maintien de la publicité sur les chaînes publiques, le député de l'Essonne propose de fusionner les deux régies publicitaires — nationale et régionale — de FR 3 pour réduire les frais de gestion. Enfin, il réclame la taxation à 30 % des recettes publicitaires de Canal Plus, puisque la chaîne cryptée bénéficie aussi du produit de ses abonnements. Cette nouvelle taxe bénéficierait à la production audiovisuelle des chaînes publiques.

Eurovision

TF 1 poursuit son bras de fer avec la Cinq et M6

TF 1 a maintenu, le vendredi 5 juin, au cours d'une assemblée générale de l'OFRT — l'organisme qui représente la France à l'Union européenne de radiodiffusion (UER) — son refus de voir la Cinq et M6 entrer dans l'UER (le *Monde* du 21 mai). Une nouvelle réunion de l'OFRT est prévue le 15 juin.

Les membres de l'OFRT — TF 1, Antenne 2, FR 3 et Canal Plus — étaient réunis dans les locaux de la CNCL autour de M. Jean Autin, président de l'OFRT et membre de la Commission. La nouvelle équipe dirigeante de TF 1 a refusé une nouvelle fois, l'admission de la Cinq et de M6 dans ces organismes, interdisant par-là même à ces deux nouvelles chaînes de recevoir les images d'information et de sport de l'Eurovision. La Une se serait cependant déclarée prête à reconsidérer sa décision après une période d'observation du comportement de ses concurrents.

En revanche, les autres télévisions se sont à nouveau déclarées favorables à l'admission de la Cinq et de M6, sous réserve qu'elles acceptent le règlement intérieur de l'organisme, qui fixe des règles de bonne entente entre les chaînes, notamment en matière sportive. Elles estiment difficile de refuser l'admission des deux nouvelles chaînes privées, alors que TF 1 vient elle-même d'être privatisée.

Plusieurs hypothèses ont alors été émises pour l'avenir :

— une modification des statuts de l'OFRT, qui permettrait d'admettre de nouveaux membres à la majorité des deux tiers (et non plus à l'unanimité) ;

— la dissolution de l'OFRT suivie de la création d'un organisme regroupant que le secteur public et Canal Plus, qui est elle-même une concession de service public. Des chaînes privées pourraient éventuellement être admises, mais après un examen sévère de leur candidature.

Les discussions se poursuivront d'ici au 15 juin et pourraient notamment porter sur un aménagement du règlement intérieur favorisant, par exemple, les membres actuels de l'organisation pour certains grands événements sportifs, comme les Jeux olympiques ou la Coupe du monde de football.

■ M. Mapangou, nouveau président d'Africa 1. — M. Louis Berthelmy Mapangou vient d'être nommé par décret président du conseil d'administration de la radio panafricaine Africa 1, dont le siège est à Libreville. M. Mapangou conserve ses fonctions de délégué ministériel auprès du ministre de l'information, des postes et télécommunications du Gabon, et remplace à la tête d'Africa 1 M. Luc Mvouta, appelé à d'autres fonctions. Africa 1 est détenue à 40 % par la Sofrad, un holding de l'Etat français, à 35 % par le Gabon et à 25 % par des intérêts privés. Elle émet sur l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.

MERcredi
SELECTION OFFICIELLE CANNES 87

DANGEREUSE
sous tous rapports

avec JOYCE KARLIS, MELANIE GIBBY, JEFF DANIELS, DANIELLE SOUL, TOULI BARRON, SCOTTIE WILSON

ORION



La Société des Lecteurs du Monde

*vous invite à participer
au développement
du Monde*

LE secteur de la communication est en profonde mutation. Le Monde se doit donc de saisir toutes les chances nouvelles de développement. Dès la fin de l'année prochaine, il mettra en service une nouvelle imprimerie — l'une des plus modernes d'Europe, — ce qui lui permettra de diversifier sa production et d'accroître ses possibilités tant rédactionnelles que publicitaires. Il trouvera aussi sa place dans le paysage audiovisuel français et européen en créant un département audiovisuel.

Constituée il y a deux ans, la Société des Lecteurs du Monde s'est donné pour mission d'accompagner Le Monde dans son développement en consolidant son indépendance, et notamment son indépendance financière. Elle entend l'aider aujourd'hui à relever avec lui le défi de la modernisation.

Elle procède actuellement à une augmentation de capital pour fournir au Monde une partie des ressources nécessaires à cette entreprise et l'aider à bâtir un grand groupe de communication moderne.

Visa n° 87.181 du 26 mai 1987. L'attention du souscripteur est attirée sur l'absence de marché organisé des titres. Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil d'administration. L'exercice du droit de vote en Assemblée générale est limité à dix voix.

**SOCIÉTÉ
DES LECTEURS
DU MONDE**

Le Monde

DEMANDE D'INFORMATION

Veuillez me faire parvenir par retour et sans engagement de ma part le dossier complet sur l'augmentation de capital de la Société des Lecteurs du Monde.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Localité _____

Bulletin à renvoyer à : Société des Lecteurs du Monde, 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.

La mise au pas des Etats-Unis

par YVES-ANDRÉ ISTEL (*)

**Le plus grand pays économique du monde se trouve-t-il à la croisée des chemins ?
Sa politique interne échappe à son contrôle, et l'austérité — à laquelle il est loin d'être habitué — devient inévitable.**

LES Etats-Unis sont face à un cruel dilemme. Pour la première fois au vingtième siècle, leur politique économique dépend de l'extérieur. Ainsi seront-ils condamnés à une politique économique intérieure plus restrictive, austère et disciplinée, avec à la clé un ralentissement conjoncturel et tous les risques inhérents à un système volatil et surendetté. Remettre à plus tard la potion amère serait encore plus périlleux.

Quel changement dans la situation américaine ! A l'issue de la deuxième guerre : la moitié de la production mondiale, le contrôle de la monnaie la plus recherchée, le monopole des armes nucléaires ! Les Etats-Unis étaient le seul pays à ne subir aucune contrainte sur leur politique économique. C'était d'ailleurs une vieille habitude : ils n'avaient eu, en effet, à subordonner leurs politiques domestiques à des facteurs exogènes qu'en 1917 et 1941.

Pour la première fois

Certes, au cours des décennies 1960 et 1970, plusieurs alarmes étaient produites. Mais, pour la première fois, le phénomène est irréversible pour des raisons à la fois internes et externes. Elles tiennent à l'évolution de l'économie mondiale : à des mouvements de capitaux de plus en plus déréglés ; à la place de plus en plus banalisée de l'économie américaine ; à des déficits extérieurs et intérieurs insupportables.

Les Etats-Unis sont pour la première fois à la croisée des chemins économiques. Comme en 1917 et en 1941 ; mais cette fois, du fait de l'économie et non de la guerre, ils voient leur politique interne échapper à leur contrôle. D'où croissance plus lente et baisse du pouvoir d'achat. Pays longtemps créancier, il est devenu débiteur. Cette dette atteindra 300 milliards de dollars à la fin de 1987 et vraisemblablement 600 à 800 milliards en 1990. Au taux actuel du dollar, même en supposant que la balance commerciale s'améliore de 30 à 50 milliards par an, le déficit restera de 100 milliards par an ! Dans ces conditions, la dette ne peut croître que de manière exponentielle.

Le financement du déficit extérieur deviendra progressivement plus difficile à mesure de son embalement. Dans quelques années, aux déficits s'ajoutera un service de la dette (ou sur les actifs) de près de 50 milliards de dollars par an. Comment imaginer que se maintienne dans ces conditions la confiance dans le dollar et dans le crédit ?

L'argument habituel suivant lequel les porteurs de dollars n'ont aucune alternative réelle autre que de réinvestir aux Etats-Unis risque de perdre son poids. Les marchés non dollars ne cessent de grandir et le yen deviendra sans doute la monnaie de réserve des années 1990. Et puis, en période de crise, des alternatives inattendues surgissent toujours.

Déjà, les premiers indices de désaffection sont là. Au premier trimestre de 1987, les banques centrales ont dû prendre le relais du secteur privé et financer tout le déficit extérieur américain (29 milliards de dollars).

Si les Américains eux-mêmes un jour voulaient vraiment diversifier leurs actifs hors du dollar ? Cette simple éventualité signifierait l'instauration d'un contrôle des changes, la panique sur les marchés obligataires, une intervention gouvernementale sur les actifs des Américains à l'étranger et toute la litanie des mesures que les Etats-Unis avaient, pour la plupart, évitées dans leur histoire.

Deux fatalités

Les conséquences politiques de telles mesures sont aisées à imaginer : elles feraient certainement la joie d'un candidat « populiste » ou « démagogue ».

Si les déficits extérieurs se perpétuent aux taux de change actuels, une nouvelle dépréciation du dollar est-elle inévitable ? Rapide, elle serait, elle

aussi, contre-productive ; elle aggraverait les problèmes de financement ; elle pèserait sur les prix américains des importations et donc sur leurs équivalents, comme les automobiles et les téléviseurs.

Les deux fatalités — le besoin de financement et la poussée inflationniste — poussent à une politique monétaire plus restrictive, contradictoire avec la nécessité d'éviter une récession dans une économie rendue fragile par quatre ans d'expansion et par son endettement. Mais l'enjeu va bien au-delà.

Un jour, les Etats-Unis devront bien éliminer leur déficit extérieur et même créer un surplus. Quand et comment ? Un surplus suffisamment important (50 à 100 milliards de dollars) exigera que les Etats-Unis transfèrent environ 5 % de leur produit national brut des importations vers les exportations en combinant une consommation en baisse par l'impôt ou la récession

(*) Président de la First Boston International.

et des exportations plus importantes qui, elles, exigeront des investissements plus massifs, donc une épargne plus élevée. Le prix en termes de pouvoir d'achat sera lourd.

Pourra-t-on y parvenir sans engendrer une récession trop aiguë ? Quelle volonté politique faudra-t-il pour imposer aux Américains une politique fiscale pénalisatrice afin de répondre aux contraintes internationales ?

Le risque est grand d'un ralentissement conjoncturel trop violent. La dette interne américaine (non financière) à mi-1986 était estimée à 7,4 trillions (1) ou 177 % du PNB, comparée à environ 140 % de 1960 à 1961. De plus, la somme de toutes les valeurs américaines (espèces, obligations, actions, immobilier) à la fin de 1986 représentait environ 8,6 trillions ou plus de deux fois le PNB, comparé à 1,3 fois en 1974, et aux ratios les plus élevés de 1,8 fois en 1958 et 1961. Les nouveaux instruments financiers (*futures and indices*) font des valeurs mobilières de nouvelles matières premières banalisées au prix d'une volatilité accrue et du risque d'accidents sans compter les problèmes de la dette des pays en voie de développement.

Les Etats-Unis, dans les mois et les années à venir, ne peuvent qu'accepter un taux de croissance et un pouvoir d'achat réduits. Cette austérité relative est inévitable afin de réduire les importations et d'assurer, de ce fait, le transfert de ressources vers les exportations, de la

consommation vers les investissements, et afin de servir la dette.

Plus le processus d'ajustement commencera tôt, moins il sera dur. Il n'existe jamais de bon moment pour l'austérité, surtout un an avant une élection présidentielle. Les contre-arguments pleuvront : une politique monétaire restrictive induit la récession (mais serait-il préférable d'être contraint à une politique monétaire restrictive, plus tard, en pleine récession ?), le déficit interne se réduira de façon naturelle, les déficits extérieurs peuvent continuer indéfiniment car les créanciers sont obligés de placer leurs dollars aux Etats-Unis... Balivernes !

Certes, les Etats-Unis peuvent être aidés dans ce processus par une amélioration continue de leur productivité et de leur compétitivité, déjà en route dans une économie dynamique ; par des taux d'expansion plus rapides dans les économies intérieures non seulement du Japon et de l'Allemagne, mais des autres pays européens où les rigidités commencent à s'effacer ; par des transferts de ressources réelles de ces mêmes zones vers les pays en voie de développement ; par un certain espoir de stabilité des monnaies avec des accords de zones (*les target zones*) ; par une hypothétique coordination des politiques économiques des principaux pays.

Mais le plus gros de l'ajustement sera à faire par les Etats-Unis avec l'appui du Japon. Ce sera long, douloureux et inhabituellement mal accepté.

(1) 1 trillion : 1 000 milliards.

Les éleveurs japonais premières « victimes » de la guerre commerciale

CHAMPS tirés au cordeau, maisons souvent neuves et voitures dans le garage : la campagne, aux environs de Kagoshima, au sud de l'île du Kyushu, ne donne pas l'impression d'être dans le besoin. Et pourtant, les agriculteurs se lamentent : si le gouvernement cède aux pressions américaines et ouvre le marché de la viande, c'en est fait de la prospérité.

« C'est simple, on nous demande tout bonnement de disparaître. Ici, 70 % des habitants vivent de l'élevage », affirme M. Saburo Nishidome, secrétaire général de la coopérative agricole de la petite ville (26 000 habitants) de Suwayoshi.

A une heure de train au sud de Kagoshima, Suwayoshi est la première municipalité japonaise à élever. On y produit notamment cette espèce de bovin unique au Japon, dit-on : la vache noire japonaise à poil noir (*kyuroge wagu*), qui a la particularité de donner une viande persillée très appréciée, mais aussi très chère.

L'arrivée massive de viande importée en provenance d'Australie et des Etats-Unis risquerait de casser le système de prix et de ruiner les éleveurs nippons. Ceux-ci produisent, certes, de la viande de qualité plus ordinaire ; mais le prix en reste élevé en comparaison des cours mondiaux.

Agé d'une quarantaine d'années, M. Okubo, qui a étudié aux Etats-Unis les méthodes d'élevage, est le plus gros producteur de Suwayoshi avec 450 têtes de bétail. Il reconnaît qu'il ne peut rivaliser avec les coûts des *ranchers* américains ou australiens. Ne disposant pratiquement pas de pâturages, comme la plupart des éleveurs japonais (exceptés ceux de l'Hokkaido, île septentrionale du Japon), M. Okubo élève ses vaches en étable.

Les agriculteurs japonais redoutent de faire les frais de la guerre commerciale qui oppose leur pays aux Etats-Unis. Au premier rang de ceux qui se sentent menacés : les éleveurs.

ble et importe la majorité des aliments destinés à les nourrir. Il fait un rapide calcul : achetant un veau environ 350 000 yens (1 yen = 0,04 franc), il dépense 300 000 yens pour l'élever et le revend cinq cent trente jours plus tard à 750 000 yens, encaissant un bénéfice de 50 000 yens.

Depuis l'empereur Meiji

Les habitudes alimentaires des Japonais ont beaucoup changé depuis l'époque où l'empereur Meiji mangea pour la première fois de la viande de bœuf au milieu du siècle dernier — une initiative « révolutionnaire » dans un pays dont la nourriture était jusqu'alors essentiellement à base de poisson, de poulet et éventuellement de viande de cheval.

Aujourd'hui, la chaîne McDonald's est devenue le premier restaurateur du Japon. Comme les éleveurs ne peuvent répondre qu'à 80 % de la demande, le Japon importe chaque année environ 200 000 tonnes de viande. Mais un système de quotas et d'ajustements de prix met la viande importée au niveau du cours local. Ce système protège très efficacement les éleveurs mais lève le consommateur, qui paye sa viande plus cher — jusqu'à six fois — que partout ailleurs dans le monde.

Le marché de la viande au Japon est l'un des bastions du protectionnisme, longtemps inexpugnable, défendu par un puissant lobby qui ne ménage pas ses largesses aux milieux politiques, en particulier au Parti libéral démocratique.

(le Monde du 28 mai). Mais, depuis la publication du rapport Maekawa, préconisant une restructuration de l'économie japonaise, les éleveurs se sentent trahis. Le gouvernement Nakasone s'oriente en effet vers un assouplissement progressif des réglementations d'importation de la viande, alors que les milieux d'affaires prônent une libéralisation du marché des produits alimentaires afin de favoriser une relance de la consommation.

« Les industriels, qui ont accumulé des profits considérables grâce à leurs exportations, veulent aujourd'hui calmer les partisans commerciaux mécontents du Japon en leur donnant en pâture le marché agricole », nous dit M. Yoshifusa Kunigo, vice-président de l'Union centrale des coopératives agricoles. Au dixième étage d'un immeuble ultramoderne équipé d'ordinateurs dernier cri, son courroux fait penser au volcan de l'île de Sakurajima, qui crache non loin ses volutes de fumée noire. Agriculteur lui-même jusqu'en 1978, M. Kunigo — dont la femme s'occupe désormais seule de la petite exploitation (2 hectares) — ajoute : « Le gouvernement commence par s'attaquer au maillon le plus faible : les éleveurs. Il passera ensuite aux producteurs de riz. Mais il doit s'attendre à notre résistance. »

En fait, le gouvernement Nakasone poursuit une politique de transformation du secteur agricole destinée à donner partiellement satisfaction aux Etats-Unis,

qui entendent pénétrer un marché hyper-protégé, mais aussi à renforcer sa compétitivité. Une telle politique implique notamment un remembrement des terres, divisées en petites parcelles (de 1 à 2 hectares) à la suite de la réforme agraire entreprise au lendemain de la guerre par les Américains.

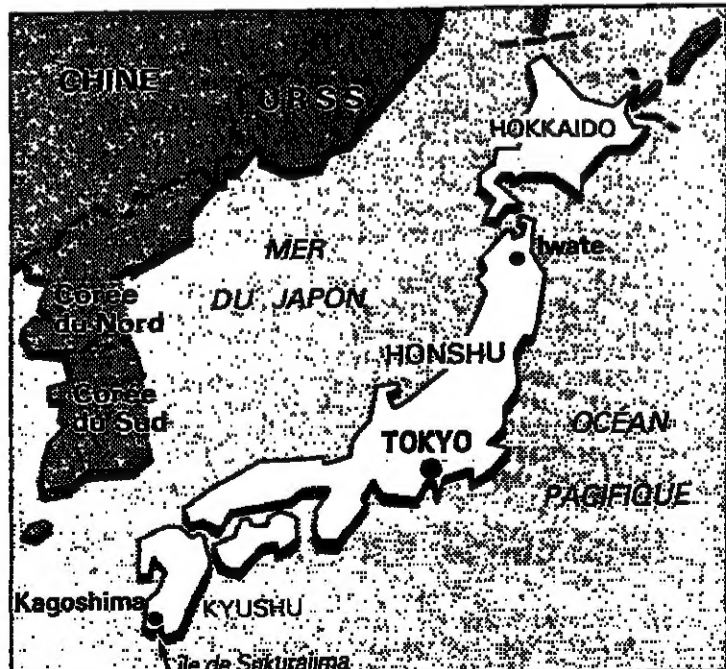
Le marché de la viande, qui sera l'objet dès cet été de négociations serrées avec les Etats-Unis, avant l'échéance de l'accord quadriennal signé en mars 1984, sera sans doute le premier, avec celui des oranges, à être partiellement

ouvert. Si l'indépendance nationale peut être évoquée en faveur du maintien du système de protection de la culture du riz (denrée de base de l'alimentation), la question paraît moins vitale en ce qui concerne la viande.

Ces dernières années, les Japonais ont progressivement augmenté le montant des quotas de viande importée : 168 000 tonnes en 1986 (contre 141 000 tonnes en 1983).

De Kagoshima
PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 18.)



Un programme intensif d'insertion professionnelle

9 mois de formation de haut niveau. 7 mois de missions opérationnelles en entreprise.

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

CONCOURS : 2^e session 22 juin 1987.

4 OPTIONS :
Finances et contrôle de gestion
Marketing et commerce international
Gestion des ressources humaines
Management de la qualité

Les étudiants du 3^e cycle répondent à vos questions.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT AVANCE

Etudiants - Info...
Tous les mardis de 16 H 30 à 18 H 30.
Appelez-nous : 43 80 17 60

Nom _____
Adresse _____
Tel. _____

☐ souhaitez recevoir une brochure

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

La chronique de Paul Fabra

L'endettement des Etats-Unis et le « testament » de Keynes

COMME si la situation créée sur les marchés du dollar — taux de change et taux d'intérêt — par la gestion de l'administration Reagan et par la politique du crédit devenue fort expansive du très célèbre Paul Volcker n'avait pas, au cours des derniers mois, été suffisamment dramatique, les politiciens d'Amérique, sur la foi de statistiques hasardeuses analysées au petit bonheur, en ont rajouté. L'un de leurs thèmes favoris est que « pour la première fois depuis la première guerre mondiale » les Etats-Unis sont devenus débiteurs nets à l'égard du reste du monde.

La dette extérieure américaine est appelée à s'accroître tant que le déficit de la balance des paiements ne sera pas résorbé et ce déficit étant, à tort ou à raison, jugé durable, la crise de l'endettement prend soudainement sous cet éclairage un tour encore plus inquiétant, voire apocalyptique. Ce n'est plus seulement la signature des pays de l'Amérique latine et de l'Afrique qui est en cause, c'est à terme celle du pays le plus puissant de la terre qui est aussi le plus gros emprunteur. Gageons que, à Venise, l'endettement américain fera l'objet de quelques fortes paroles, sinon de solides réflexions.

Deux choses sont frappantes dans la genèse de cette nouvelle idée reçue. L'une est la précision avec laquelle le phénomène est daté. On la doit à une étude publiée par le *Federal Reserve Bulletin* (revue mensuelle de l'institut d'émission américain) dans son numéro du mois de mai 1986. Son auteur voit dans l'année 1985 le point de départ du renversement de la situation « pour la première fois » intervenu depuis que les Etats-Unis, à la faveur si l'on peut dire du conflit de 1914-1918, sont censés être devenus les créanciers de la planète. Il n'est pas moins étonnant de constater l'imprécision des chiffres sur lesquels s'appuie cette description des faits.

Au cours de l'année 1985, la commission entre, d'une part, le total des réserves de change des Etats-Unis (or et devises, créances diverses sur le Fonds monétaire) plus les placements américains à l'étranger et, d'autre part, le total des placements étrangers aux Etats-Unis aurait laissé apparaître un solde net négatif de 60 milliards de dollars.

En 1984, dernière année où ce solde était encore positif, il s'élevait à 28,2 milliards. L'économiste de la Réserve fédérale n'ignore pas les critiques qu'on peut adresser à son bilan tel qu'il croit pouvoir l'établir. Il note par exemple que les avoirs en or sont évalués sur la base d'un prix officiel de 42 dollars l'once alors que le prix du marché est actuellement plus de dix fois supérieur. Le stock métallique de Fort-Knox, comptabilisé pour un montant de 11,2 milliards de dollars, vaut, si on l'estime d'après les méthodes (légitimes) différentes l'une de l'autre appliquées par la Banque de France ou le système monétaire européen (SME), largement plus de 100 milliards de dollars.

L'arbitraire est également très grand dans l'évaluation des investissements américains à l'étranger comptés comme actifs pour les Etats-Unis. Ces derniers, souvent anciens, sont depuis longtemps en grande partie amortis, dans beaucoup de cas, dépasse de beaucoup leur valeur comptable retenue dans la statistique.

Au contraire, les investissements étrangers aux Etats-Unis (qui figurent dans le bilan comme passif) sont en général plus récents, ils sont donc comptabilisés pour leur pleine valeur, ou peu s'en faut. L'arbitraire atteint son comble quand on en arrive au montant des transactions (à l'actif et au passif) qualifiées de « non identifiées » (*unrecorded*). Le solde de ces opérations, dont les services statistiques n'ont pas trouvé la trace, s'élève à rien moins que 175 milliards de dollars pour l'année 1985. En réalité, ce montant correspond aux différents postes « erreurs et omissions » dont le montant est déterminé uniquement par la nécessité de solder les différents comptes (par définition, une balance des paiements est équilibrée). Mais c'est pour une autre raison, qui touche au fond du problème, que les conclusions présentées par l'économiste de la Fed, et orchestrées politiquement avec

le retentissement que l'on sait, n'ont pas de signification claire.

Amalgamer le court et le long terme obscurcit les données du problème. On savait que les placements américains à long terme à l'étranger étaient plus importants que les placements étrangers de même nature aux Etats-Unis. Ils continuent de l'être. Ce qui ressort des statistiques publiées par la Fed est que désormais le solde positif pour le long terme n'est plus suffisant pour compenser le solde négatif pour le court terme. Mais cette information, à supposer qu'elle soit véritable, n'a pas nécessairement la portée qu'on lui attribue. Beaucoup d'entreprises en faillite possèdent encore de superbes actifs. Mais pour les réaliser il faudrait du temps, et c'est tout de suite qu'elles ont besoin de liquidités. La gestion des affaires monétaires d'une nation est pareillement d'abord une affaire de trésorerie. Dans les circonstances ordinaires, ce n'est pas, il faut en convenir, sur la vente des unités de General Motors et de Ford en Europe que les Etats-Unis peuvent compter pour faire face à des obligations à court terme.

QUE les engagements américains à court terme (notamment envers les banques centrales étrangères) excèdent leurs actifs de même nature n'est pas une nouveauté. Cette situation est attestée par les dévaluations successives que le dollar a connues par rapport aux monnaies fortes (franc suisse, deutschemark, yen et quelques autres) depuis 1971. Quand le dollar se dévalorise, les créanciers du Trésor des Etats-Unis et des personnes privées américaines subissent une perte sur les intérêts perçus et la valeur de remboursement de leurs créances libellées en dollars. La baisse des changes équivaut à une faillite partielle du débiteur.

Ce n'est pas un hasard si la dernière baisse du dollar a commencé en 1985. Cette année-là, les agences spécialisées Moody's et Standard and Poor ont abaissé le « note » accordée à la

signature des grandes sociétés américaines emprunteuses sur le marché international. Leur crédit s'était fortement détérioré à la suite de l'élargissement de leurs bilans respectifs à des emprunts contractés pour financer des OPA et autres opérations de fusion à la justification économique douteuse. Le recul du dollar n'est pas un phénomène abstrait. Il trouve son origine dans des événements bien concrets dont le gouvernement américain et son déficit ne sont pas les seuls acteurs. Quant à la question de savoir si, globalement, les Etats-Unis sont ou non devenus entre-temps une nation débitrice, elle ne comporte que des réponses hautement hypothétiques.

« Peut-être l'erreur à la fois la plus répandue et la plus trompeuse est-elle de nos jours de croire que les Etats-Unis sont les créanciers du monde. Il est communément admis qu'ils sont sortis de la guerre (il s'agit ici de la seconde guerre mondiale, NDLR) avec une forte position créditrice, même en ne tenant pas compte de leurs réserves en or. Combien de gens savent que, ce stock d'or mis à part, les Etats-Unis étaient, tout bien considéré, une nation débitrice à la fin de 1945. » L'auteur de ces lignes n'est autre que l'économiste le plus influent du vingtième siècle, John Maynard Keynes. Elles figurent dans le dernier article qu'il ait écrit.

Dans ce texte publié après sa mort, dans le numéro de juin 1946 de *The Economic Journal*, Keynes entreprend de démontrer, chiffres à l'appui, que si on fait abstraction de leur stock métallique on découvre que, à la fin de l'année 1945, les Etats-Unis sont bel et bien, contrairement au préjugé ambiant (qu'il n'a pas réussi à défaire), une nation débitrice. Lui aussi semble-t-il, tomber dans cette tentation, ni tirer la couverture à soi, que de rappeler son existence, et relever, au regard à la période où Keynes a conçu ce jugement, toute marque par le triomphe de ses propres idées, la solennité de cette mise au point.

2,1 milliards de dollars, une somme, qui, à l'époque faisait impression — à leur déficit sur le court terme. Keynes imputait cette situation au fait, largement passé inaperçu selon lui, que pendant la guerre les étrangers avaient augmenté leurs avoirs liquides et moins liquides aux Etats-Unis. Cela n'explique pas comment le résultat de l'évaluation faite par Keynes bouscule tellement la vision que l'on a de l'état du monde en 1945 que personne, malgré le prestige attaché au nom de son auteur, ne l'a sérieusement examiné. De cette controverse bien oubliée, retenons cependant difficilement d'interpréter ce genre de calculs, même si on tient pour exacts, hypothèses hardies, les chiffres sur lesquels on les fonde.

DANS la suite de son analyse, l'illustre économiste britannique suppose les chances de redressement de son propre pays. Lui qui fit plus que tout autre théoricien pour donner ses lettres de noblesse à l'interventionnisme d'Etat conduit par ce jugement sur lequel la première génération de ses successeurs, à quelques exceptions près — M. Raymond Barre est en France la plus notable — ont fait le silence : « Dans la longue durée, des forces plus fondamentales pourront, si tout va bien, se mettre à l'œuvre pour rétablir l'équilibre. Leur portée pourrait bien dépasser le sens qu'on attache à des statistiques éphémères. Je me sens moi-même obligé, et pas pour la première fois, de rappeler aux économistes contemporains que l'enseignement classique comportait des vérités permanentes de grande signification, qu'on est trop enclin aujourd'hui à rejeter parce que nous les associons à d'autres doctrines que nous ne pouvons plus accepter sans d'expresses réserves. Mais, dans ces domaines, sont à l'œuvre de puissants courants souterrains, des forces naturelles comme on peut les appeler, voire le main invisible, qui opèrent en faveur de l'équilibre. » Parce que ce texte a été le dernier à être rédigé par Keynes, d'autres ont voulu y voir comme un « testament ». Ce n'est pas, me semble-t-il, tomber dans cette tentation, ni tirer la couverture à soi, que de rappeler son existence, et relever, au regard à la période où Keynes a conçu ce jugement, toute marque par le triomphe de ses propres idées, la solennité de cette mise au point.

Les éleveurs japonais premières « victimes » de la guerre commerciale

(Suite de la page 17.)

En 1987, le quota a été fixé à 177 000 tonnes, dont 58 000 tonnes de viande de première qualité. Désormais, non seulement les Etats-Unis et l'Australie, mais aussi la Chine frappent à la porte, et les Japonais se doivent de faire des concessions.

C'est surtout le système de détermination des prix qui doit être modifié, si l'on veut une véritable libéralisation du marché. Actuellement, c'est en dernière analyse le gouvernement qui est le principal importateur de viande. Il dispose d'un quasi-monopole par le biais de la régie chargée de la promotion de l'élevage, qui contrôle 90 % des quotas. Les trente-six sociétés de commerce désignées par le ministère de l'Industrie et du Commerce international (MITI) importent la viande, mais sont obligées de la vendre à la régie, qui la met sur le marché à un prix trois ou quatre fois supérieur à celui auquel elle l'a achetée. La marge, utilisée pour subventionner la production domestique, a été particulièrement élevée cette année en raison des gains sur les taux de change, représentant quelque 130 milliards de yens.

Les gains au change n'ont été, en revanche, que partiellement répercutés sur les producteurs ;

ceux-ci continuent à payer l'aliment pour le bétail plus cher qu'ils ne devraient. La hausse du yen depuis septembre 1985 a réduit de moitié les prix à l'importation, mais les maisons de commerce ont empoché une partie de la ristourne, et le coût des aliments pour le bétail a baissé de seulement 25 %. A l'autre bout de la chaîne, les distributeurs font également des profits : le kilo de viande japonaise arrive sur le marché à un prix en moyenne deux fois supérieur à celui d'une bête vendue à l'abattoir.

Ce système de protection contribue à maintenir à flot de petites exploitations de deux ou trois bêtes, le paysan ne travaillant souvent à sa ferme qu'à mi-temps. A Sueyoshi par exemple, sur les quatre mille familles agricoles, 30 % sont spécialisées dans l'élevage, 24 % ont d'autres activités mais le revenu principal d'autres sources que la terre. Ainsi M. Tanaka, chauffeur de taxi dans la semaine, n'est agriculteur que le dimanche : ce n'est qu'ainsi qu'il s'en sort.

Dans d'autres provinces, plus pauvres, comme Iwate au nord du Honshu, de nombreux agriculteurs sont endettés. Depuis une

quinzaine d'années on les a encouragés à abandonner le riz. Ils ont emprunté pour se diversifier vers l'élevage, mais leur activité n'est rentable que si le marché est protégé.

Les éleveurs sont solidement défendus par un homme fort du Parti libéral démocrate (PLD), M. Yamazaki, le numéro deux de la faction du premier ministre, M. Nakasone. Né à Sueyoshi, fils d'agriculteur, il a fait de la circonscription de Kagoshima son fief électoral (qu'il partage avec un autre baron du PLD, M. Nakazato, du clan Tanaka).

Une minorité de la population a un intérêt évident au maintien du

système actuel : ce sont les *bureaucrats* (littéralement les « habitants des bureaux »), les descendants des *etats*, minorité discriminée au cours de l'histoire. Officiellement, depuis l'ère Meiji, cette discrimination a été abolie. En réalité, elle se poursuit. Les *bureaucrats*, qui travaillent traditionnellement le cuir et la viande, bénéficient du système de protection. Une remise en cause des avantages « acquis » engendrerait un mouvement de protestation, faisant réapparaître l'une de ces tares socio-culturelles que les Japonais n'aiment guère exposer au grand jour.

PHILIPPE PONS.

orientations
SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

si recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle
Adresse

Code postal _____ Ville _____ Age _____

Niveau d'études actuelles

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Ecole Normale
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Interprofessionnelle	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formations Continues
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles d'Ingénierie	<input type="checkbox"/> Ingénierie-Administration
<input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Immobilier
	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Accueil	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimique
<input type="checkbox"/> Administration Militaire - Commerciales	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Administration et Social	<input type="checkbox"/> Linguistique Professionnelle
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Para-Médical
<input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics	<input type="checkbox"/> Psychologie Dentaire
<input type="checkbox"/> Chimie	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Révision des Comptes
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Spécialisation Textile, Mode
<input type="checkbox"/> Concurrence Administrative	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance	<input type="checkbox"/> Transports
<input type="checkbox"/> Danse	

NO 12

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DEUXIÈME CYCLE DE GESTION DU PERSONNEL

12 mois de formation haut niveau.
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG ou Licence, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

CONCOURS : 2^e session 19 juin 1987.

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 61, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Conservatoire National des Arts et Métiers

Ecole nationale d'assurances :

JEUNES DIPLOMÉS (BAC + 2). Ecole Nationale d'Assurances vous prépare aux métiers de demain, dans un secteur en pleine évolution : l'ASSURANCE.

CYCLE COMMERCIAL

La formation (un an à temps plein) se compose :

- enseignement théorique dispensé par des professionnels ;
- stage pratique de 2 mois en entreprise ;
- Gratuité et possibilité de bourses.

Pour de plus amples renseignements, contactez : Yolande Lebrun, Ecole Nationale d'Assurances, 9, rue Chaptal, 75009 PARIS. Tél. 48.74.75.39.



INVESTISSEZ DANS LA POLE-PERFORMANCE

Pour financer l'acquisition et l'aménagement d'une nouvelle zone de développement économique, la ville d'Aubagne lance UN EMPRUNT DE VINGT MILLIONS DE FRANCS. En faisant appel au marché financier européen, Aubagne en Provence fait une nouvelle fois la preuve de son esprit d'initiative et de sa passion d'entreprendre.

UNE VILLE D'AVENIR, UNE VILLE D'EQUILIBRE

Aubagne en Provence, c'est la latitude du futur. Une ville branchée sur le Monde, au cœur de l'Europe du Sud. Ici des PMI et des PME innovantes sont parties à la conquête de leur succès. Ici des zones d'activités ont déjà fait la preuve de leur dynamisme.

Aubagne en Provence, c'est le nouveau pôle de développement à l'Est des Bouches du Rhône. Son tissu industriel diversifié, son environnement d'entreprises performantes lui assure une croissance harmonieuse. Leader pour la création d'emplois en Provence, la ville d'Aubagne garantit cet emprunt par son expérience de la réussite. Cet emprunt devra être réalisé fin juillet 87. Date limite de réception des dossiers le Mardi 23 Juin 1987.

AUBAGNE EN PROVENCE

Renseignements :
Ville d'Aubagne Direction des Services Financiers
13677 AUBAGNE CEDEX Tél. 42 71 19 19

AGRICULTURE

Avant leur prochain congrès

Les Jeunes Agriculteurs s'affirment « compétitifs, solidaires » et féministes

Peut-on être compétitifs et solidaires à la fois ? Au cours de son prochain congrès, qui se tiendra le mercredi 10 et le jeudi 11 juin à Epinal, le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) entend répondre positivement à cette question. Le CNJA demandera aussi au ministre de l'Agriculture un engagement ferme sur le statut des agriculteurs.

Le premier thème, « compétitifs et solidaires », est une réaffirmation de la doctrine de ce syndicat élaborée depuis le congrès de juin 1985 à Argentan. S'il n'y a rien de bien neuf, c'est sans doute qu'il est nécessaire d'enfoncer le clou : la crise économique accroît les individualismes et les oppositions entre productions, entre régions aussi.

Conscients du blocage apporté par la saturation des marchés solvables, les jeunes entrepreneurs agricoles, sans oublier les grandes négociations présentes sur les prix, ou à venir comme sur le marché unique, admettent ou plutôt revendiquent un élargissement des frontières de leur métier qu'ils définissent comme une « activité de valorisation de l'espace rural produisant des biens et des services ». Cet élargissement commande une remise des pendules à l'heure, aussi bien sur le plan juridique, fiscal et financier, que du côté des services et notamment de la coopération. D'ailleurs, le CNJA propose un examen des diverses organisations qui forment le para-agricole afin de juger leur utilité et leur efficacité.

La question du statut des agriculteurs revient régulièrement, tel le serpent de mer. Les femmes qui travaillent sur une exploitation avec leur conjoint n'ont pas de statut professionnel ; celui-ci découle de leur statut matrimonial. Un exemple pour illustrer le paradoxe : un frère et une sœur peuvent être considérés chacun comme un exploitant à part entière, avec les droits et les charges qui en découlent. Par contre, si deux jeunes gens sont mariés, la femme ne bénéficie d'aucune reconnaissance sociale. Le profil des agriculteurs est en train de changer. Bénéficiant d'une meilleure formation générale que leurs aînés, choisissant plus souvent aussi leur métier au lieu de le subir, les jeunes agriculteurs auront peut-être plus de poids pour être enfin entendus.

J. G.

Avec 4 700 hectares de terres en réserve

La SAFER Marche-Limousin est en cessation de paiement

La SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) Marche-Limousin (Creuse, Corrèze, Haute-Vienne) est en état de cessation de paiement. Au terme de trois années de bilans négatifs, le déficit approche les 14 millions de francs (1).

LIMOGES

de notre correspondant

A l'origine de cette faillite, la situation du marché foncier. Après une période de hausses interminables, le prix des terres est maintenant en baisse. Le foncier n'est plus un placement intéressant et les capitaux qui s'y étaient investis tentent maintenant de s'en libérer. Or ce ne sont pas les agriculteurs qui peuvent, à 12 000 francs l'hectare en moyenne pour la région, acheter ces terres ; d'autant que le Limousin est essentiellement voué à l'élevage (moutons et bovins à viande) et que le revenu des éleveurs reste, lui aussi, depuis plusieurs années orienté à la baisse.

Résultat : la SAFER se retrouve avec un stock de terres de 4 700 hectares coûteux à gérer, dont la valeur totale diminue, et qui ne se vend pas. La situation qui s'est détériorée depuis trois ans a conduit le conseil d'administration de la SAFER limousine à des décisions dracونيennes : sur quarante-neuf salariés en 1983, il en reste vingt-quatre, dont la moitié va être à son tour licenciée ; le siège social, le domaine de Corex, dans la banlieue de Limoges, sera mis en vente. Mais comme tout indique que les causes de la situation actuelle sont durables, il faut trouver des solutions durables. Le président de la SAFER, M. Vincent Gaudier, élu dans le Creuse (et ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs à la fin des années 60) a été chargé d'y travailler.

Le ministre de l'Agriculture et la Caisse nationale de Crédit agricole seraient d'accord pour approuver le passif à condition que la SAFER Marche-Limousin établisse des liens structurels avec la SAFER Auvergne ; ce qui reviendrait à terme à

une absorption pure et simple et à la création d'un grand organisme Massif-Central qui couvrirait alors sept départements.

Solution qui, en Limousin, ne convient ni aux agriculteurs, ni aux élus, ni à M. Vincent Gaudier qui estime qu'une SAFER régionale « a encore de grands services à rendre » et que son rattachement à une région voisine serait un nouveau coup dur pour l'économie régionale. Pour survivre, le conseil d'administration envisage de faire appel aux actionnaires de la SAFER, en l'occurrence le Conseil régional du Limousin, les trois conseils régionaux, les trois caisses de Crédit agricole, les chambres d'agriculture, les organisations professionnelles syndicales, mutualistes et coopératives, les notaires, la SCAF (société centrale d'aménagement foncier, qui « chapeaute » l'ensemble des SAFER françaises) pour une augmentation du capital social qui pourrait être à la hauteur des deux tiers du capital actuel.

L'autonomie

pourrait être maintenue

Dans une telle perspective, l'autonomie pourrait être maintenue. La SAFER Auvergne ne jouant qu'un rôle de prestataire de services pour les opérations de gestion que le « dégraissage » des effectifs de son homologue limousin ne lui permettrait plus d'assurer.

Une assemblée générale extraordinaire devrait trancher le 2 juillet prochain.

La SAFER Marche-Limousin n'est pas la seule touchée, sa voisine de Dordogne-Gironde est aussi dans une situation critique ; dans l'Ouest, plusieurs SAFER ont été contraintes de se regrouper pour répondre, par des économies d'échelle, à des situations de plus en plus difficiles. C'est l'ensemble du problème foncier qui se trouve posé.

GEORGES CHATAIN.

(1) Créées en 1960, les SAFER achètent, avec parfois d'un droit de préemption, les terres en exploitation agricole à la vente. Elles les revendent après aménagement ou restructuration à des agriculteurs qui s'installent ou s'agrandissent.

TRANSPORTS

La grève des contrôleurs aériens

Nouvel échec des négociations

Les négociations entre la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) et l'intersyndicale des contrôleurs aériens, qui en sont à leur septième semaine de grève, ont échoué dans la nuit du 5 juin. Le Syndicat national des contrôleurs de transport aérien (SNCTA) « regrette l'échec » des négociations qui ont duré près de douze heures et affirme que « ni la prise en compte des primes de tous les contrôleurs pour le calcul de leur retraite, ni la revalorisation de leurs fonctions n'ont été proposées par l'administration ».

De son côté, la DGAC avait proposé l'embauche de 95 contrôleurs en deux étapes : 20 pour septembre et 75 à partir de mai 1988 - ainsi que la création d'un détaché de carrière pour 316 officiers contrôleurs (sur 1 600) et 120 électroiciens portant sur 60 points d'indice.

Les « aiguilleurs du ciel » en sont à leur septième semaine de grève qui se traduit par des arrêts de travail de 6 h 30 à 9 heures tous les jours sauf les week-ends. Un nouveau préavis de grève a été déposé pour mardi. Il réclame la prise en compte des primes dans le calcul de la retraite et un accroissement des effectifs pour faire face au développement du trafic aérien. — (AFP.)

CONJONCTURE

Les coûts salariaux unitaires de la CEE se sont dégradés

Les coûts salariaux par unité produite exprimés en monnaie commune - c'est-à-dire tenant compte de l'évolution des taux de change - se sont dégradés dans la CEE par rapport aux principaux pays industrialisés, avec une baisse de 11,3 % en 1986. Ces coûts devraient connaître une nouvelle augmentation de 7,5 % en 1987, indique le dernier numéro de la revue *Economie européenne*. Cette évolution défavorable pour la compétitivité des pays de la CEE marque un renversement de tendance par rapport aux années 1980-1985.

Les fluctuations des taux de change dans la Communauté sont la principale cause de cette détérioration. Elles annulent, en effet, une évolution favorable des coûts salariaux unitaires exprimés en monnaie nationale, note la revue de la Commission européenne.

Aux Etats-Unis en revanche, les coûts salariaux unitaires, exprimés en monnaie commune, se sont sensiblement améliorés en 1986, baissant de 18,5 % sous l'effet essentiellement de la forte baisse du taux de change effectif du dollar. Au Japon, ces coûts salariaux (en monnaie commune) ont augmenté de 27 % en 1986, et devraient croître de 4,7 % en 1987. Cette situation reflète surtout la forte appréciation du yen, dont le taux de change effectif a progressé de 28,8 % en 1986.

Le gouvernement américain pourrait encourager la création de grandes banques pour le secteur industriel

Le gouvernement américain devrait encourager la création aux Etats-Unis de grandes banques capables de concurrencer les banques japonaises et européennes, estime le département du Trésor. Selon le *New York Times*, qui rapporte l'information, ce plan, qui aurait l'appui de M. Alan Greenspan, successeur de M. Paul Volcker à la tête de la Réserve fédérale, permettrait l'achat de banques par des sociétés industrielles, ce que la loi, en l'état actuel des choses, ne permet pas. Cette politique permettrait de recapitaliser les banques américaines. Aucune décision n'a toutefois encore été prise.

Le sous-secrétaire au Trésor, M. George Coolidge, a déclaré au *New York Times* qu'il était favorable à la création de cinq à dix banques géantes. « Les gens vont devoir accepter le fait que quelques grandes institutions financières ont besoin de plus de capital pour être compétitives », a précisé M. Coolidge.

Alors qu'il y a trente ans quinze banques américaines figuraient parmi les vingt-cinq premières établissements mondiaux, seules deux d'entre-elles, la Citicorp et la BankAmerica, s'y trouvent désormais. Le Japon a quatorze banques parmi les vingt-cinq premières mondiales, dont quatre se classent au premier rang.

Une loi américaine de 1934 limite les activités des banques commerciales à leur clientèle dans le domaine des placements financiers et un texte de 1956 interdit aux sociétés non bancaires de posséder des banques. De plus, les différents Etats n'ont commencé que récemment à s'ouvrir aux banques d'autres Etats. — (AFP.)

ÉNERGIE

Faute d'entretien

Les deux centrales nucléaires argentines arrêtées

Les deux centrales nucléaires argentines en fonctionnement ont été arrêtées le 5 juin pour des raisons de sécurité. Cet arrêt marque une nouvelle étape de la crise qui agite depuis plusieurs semaines le secteur nucléaire argentin. Privée de fonds, la Commission nationale de l'énergie atomique (CNEA), qui gère l'ensemble du secteur, a déjà dû interrompre la construction de la troisième centrale argentine Atucha 2 et d'une usine d'eau lourde. Le président de la commission, M. Alberto Constantini, a démissionné au début du mois de mai à la suite de nouvelles coupes budgétaires qui ont gelé les salaires des cinq mille trois cents employés de la CNEA, provoquant un mouvement de grève dans le secteur.

Ces mouvements sociaux ont désorganisé la gestion des deux centrales en fonctionnement Atucha 1 (335 mégawatts) et Embalse (600 mégawatts), et entraîné un retard important dans les travaux d'entretien. Il était donc indispensable, selon la CNEA, d'arrêter les deux réacteurs, dont la sécurité n'était plus correctement assurée. — (AFP.)

SOCIAL

La 73^e Conférence internationale du travail

Le retour de la Pologne ... sans Solidarité

GENÈVE

de notre correspondante

A l'ouverture de la soixante-troisième Conférence internationale du travail, le 5 juin, qui se tient au Palais des Nations jusqu'au 24 juin, le président élu cette année, M. Khaled Haj-Hassan, ministre du travail et du développement social de Jordanie, a tracé devant quelque deux mille membres des délégations, des gouvernements, des employeurs et des travailleurs des cent cinquante pays membres, un tableau sans indulgence de la situation actuelle dans le monde : chômage, stagnation économique, inflation, endettement et déficits commerciaux des pays pauvres...

Il a cependant rendu hommage aux diverses activités de l'Organisation internationale du travail (OIT), et tout particulièrement à celle des commissions de la Conférence, qui est chargée de veiller à l'application des normes internationales du travail, que celles-ci aient été adoptées. Or c'est précisément le mécanisme de contrôle de cette action qui est, année après année, critiqué par les pays de l'Europe de l'Est.

Au nom de ces derniers et de Cuba, M. Leonid Kostine, chef de la délégation soviétique, a présenté un projet de résolution dénonçant l'absence d'une base juridique solide.

La Pologne ne figure pas parmi les signataires du projet de résolution. Ce pays avait en effet, à la suite de la création d'une commission d'enquête qui le visait, déposé un préavis de retrait de l'Organisation en novembre 1984. Après une visite effectuée le mois dernier par M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail (BIT), Varsovie a finalement décidé d'envoyer une délégation tripartite à la Conférence.

Mais la composition des représentants des travailleurs polonais (tous membres de l'Entente des syndicats de la Pologne, créée après la dissolution de Solidarnosc) est contestée par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et par la Confédération mondiale du travail (CMT). Ces deux centrales, qui ont rang d'observateur à la Conférence, ont décidé d'accréditer symboliquement en leur sein M. Lech Walesa, président de l'organisation dissoute.

I. V.

Les mesures pour la Sécurité sociale

« Un bricolage » selon M. Edmond Maire

Après les décisions gouvernementales et avant les états généraux, le dossier de la Sécurité sociale continue de susciter des réactions.

Président de la Fédération de la mutualité française, M. René Teulade a affirmé, le 6 juin, que les choix opérés constituaient « une véritable bombe à retardement ». « Ces mesures ne sont que conjoncturelles et ne résolvent ni les problèmes de la trésorerie, ni ceux des réformes de structure et de distribution des soins et des médicaments », a-t-il souligné. Notant que la majoration « permettra d'arriver au mois de mai 1988, après les élections présidentielles », M. Teulade a rappelé que « le gouvernement, quel qu'il soit, aura à faire face à un problème redoutable car il faudra prévoir 40 milliards de recettes pour fin 1988 ».

Dans le même registre, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, s'est déclaré « en désaccord avec ce qu'a décidé M. Séguin et qui représente un bricolage ». Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 7 juin, il a observé que le système de financement « repose abusivement sur les salaires et insuffisamment sur les revenus » et affirmé que, en aggravant cette situation, les dernières mesures « vont à l'encontre de la construction européenne ».

« Je ne crois pas qu'un gouvernement puisse actuellement faire passer une remise en cause de la protection sociale », a ajouté M. Maire. Si un gouvernement s'y essayait, ça ne passerait pas. —

Evoquant la tenue prochaine des états généraux, le secrétaire général de la CFDT s'est gardé « d'un scepticisme automatique », mais s'est voulu méfiant. « S'il y a eu des calculs (...) pour gagner du temps et renvoyer les conclusions après les présidentielles, pourquoi le dire a priori. Mais si c'est le cas, comptez sur nous pour faire le bruit nécessaire ».

A propos de l'augmentation différée des actes des médecins généralistes, M. Maire a estimé que le gouvernement poussait « à une opposition entre médecins et assurés sociaux ». Il a demandé que « le gouvernement revienne sur sa décision qui est là pour faire bien et qui se retourne contre les assurés ».

Au Grand-Jury RTL-« Le Monde »

« Je ne peux pas promettre la lune », affirme M. de Charette

« Nous n'intégrerons certainement pas (...) dans l'appréciation du pouvoir d'achat des fonctionnaires la question du prix de la Sécurité sociale », a indiqué M. Hervé de Charette, ministre délégué de la fonction publique et du plan, au « Grand-Jury RTL-« Le Monde », le dimanche 7 juin. Il « n'appartient pas à un employeur, en l'occurrence l'Etat (...), de compenser d'une façon ou d'une autre le fait que l'assurance sociale (...) coûte plus cher », a-t-il précisé.

Réaffirmant son objectif de maintenir « le pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires » pour 1987, M. Hervé de Charette a ajouté : « Je ne peux pas promettre la lune aujourd'hui ». Il a toutefois annoncé qu'il avait « l'intention de mettre en œuvre la mensualisation des retraites pour deux cent mille fonctionnaires retraités » et s'est une fois de plus prononcé contre une limitation du droit de grève.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

DIRIGEANTS :

Une nouvelle rubrique hebdomadaire d'OFFRES D'EMPLOIS à partir du Monde daté 11 juin 1987 :

LE MONDE DES DIRIGEANTS

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Les élections législatives en Grande-Bretagne et en Italie. 3 Le sommet des pays industrialisés à Venise. 4 Israël : la tension en Cisjordanie. — Le Honduras durcit son attitude à l'égard de la Corée.	5-6 Le dixième anniversaire du Parti républicain et la crise dans la majorité.	7 Le voyage du pape en Pologne. 8 Les poursuites contre d'anciens nazis en RFA. — L'affaire du « réseau Ariane ». 9 Les Internationaux de France de tennis.	12 Atys, à l'Opéra royal de Versailles; Boris Godounov, au Palais des congrès. — Une flamme dans mon cœur, d'Alain Tanner; Pas Wee Big Adventure. 13 Réouverture du Mauritshuis de La Haye. — Communication.	17 Avant leur prochain congrès, les Jeunes Agriculteurs s'affirment « compétitifs et solidaires ». — Ouverture de la 73 ^e conférence internationale du travail. — Les mesures pour la Sécurité sociale.	Journal officiel 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Spectacles 12.	● SIDA : AIDES répond à vos questions. SIDA ● Lyon : Barbie présent ou absent, quelle différence ? BAR ● Jeu : gagnez l'Etat de la France ! ETA Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

Selon un rapport du secrétaire général des Nations unies

La situation à Chypre est « de plus en plus préoccupante »

NEW-YORK
de notre correspondant

« La situation à Chypre est de plus en plus préoccupante et les efforts que l'on entreprend pour rétablir une négociation effective entre les parties demeurent au point mort », affirme un rapport du secrétaire général des Nations unies, rendu public le mercredi 3 juin. Ce rapport met l'accent sur la « méfiance » qui continue de régner entre Chypriotes turcs et grecs, méfiance accrue depuis environ vingt mois en raison de l'augmentation des effectifs militaires turcs stationnés dans l'île depuis l'invasion de la partie nord en 1974.

Estimé à une vingtaine de mille il y a encore deux ans, le nombre des militaires turcs atteint désormais vingt-neuf mille et leur équipement est sans cesse modernisé. Actuellement, les chars de l'armée turque sont progressivement remplacés par des modèles plus récents. Ce renforcement — qui n'est justifié par aucune menace nouvelle — inquiète gravement les Chypriotes grecs et élargit le fossé, déjà profond, entre les deux communautés. Il est, d'autre part, jugé « incompatible » par les hauts fonctionnaires du secrétariat général de l'ONU, qui se posent des questions sur les intentions de la Turquie.

Colonisation turque rampante

Ces interrogations sont corroborées par la découverte récente d'une supercherie de taille à Vavoussa, une zone neutre et clôturée près de Famagousta, dans la partie orientale de l'île : assurés par les autorités turques que les personnes logées depuis quelques mois dans les bâtiments demeurés vides depuis l'invasion

étaient des parents de militaires de passage dans l'île, les responsables locaux de la force-tampon internationale viennent de découvrir que, en réalité, il s'agissait d'étudiants turcs fréquentant une université locale.

Cette découverte prouve la tendance à l'accroissement de la colonisation de la partie nord par les Turcs, tout en renforçant, bien sûr, l'opinion de ceux qui estiment qu'Ankara n'a nullement l'intention de parvenir à un règlement.

Le rapport confirme également que plusieurs milliers de civils turcs sont venus s'installer définitivement dans la partie nord de Chypre, en violation des accords intercommunautaires de 1977. Le gouvernement d'Ankara admet que quatorze mille personnes ont élu domicile dans l'île depuis l'invasion. Il s'agit, selon lui, de « Chypriotes turcs revenus de l'étranger » et de « travailleurs saisonniers ». Selon les autorités grecques, le nombre de colons turcs dépasserait, en réalité, soixante mille.

Quant à l'impasse diplomatique, elle provient, selon M. Perez de Cuellar, du fait que, tout en réclamant une solution négociée, les deux parties continuent de poser des conditions rendant impossible toute reprise de contacts. Alors que la partie grecque exige la convocation d'une conférence internationale sur l'avenir de Chypre, la partie turque refuse d'envisager une telle conférence avant l'adhésion des Chypriotes grecs à l'accord-cadre constitutionnel proposé par l'ONU en mars 1986.

La force internationale de maintien de la paix demeure donc inactive, car son mandat « éventuel » entraverait à bref délai la reprise des hostilités », écrit le secrétaire général, qui qualifie de « fall-

ciuse » l'argumentation de ceux qui souhaitent une réduction de ses effectifs.

Il est vrai que certains gouvernements redoutent une sorte de « banalisation » de la présence militaire internationale à Chypre. Une telle banalisation pourrait faire croire aux Chypriotes que la communauté internationale est prête à suppléer éternellement leurs propres carences et serait donc néfaste à long terme pour la réussite des efforts politiques, affirment ces gouvernements.

Mémoire d'un retrait suédois

Aussi, l'un des pays qui participent à la force, la Suède, a répondu récemment au secrétaire général qu'il retirerait l'ensemble de ses effectifs à la fin de cette année, « si des améliorations sensibles ne se manifestent pas d'ici là ». La Suède, comme d'autres pays qui versent leur contribution, se dit très irritée par le coût de l'opération, assumé par vingt et un pays seulement (surtout les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale). En raison du refus d'autres pays, notamment de l'Union soviétique et de la France, de participer au budget, le déficit cumulé de l'opération se monte à 155 millions de dollars, entièrement à charge des neuf gouvernements qui ont accepté, en 1979, d'envoyer à Chypre des « casques bleus ».

L'effectif total de la force-tampon à Chypre est actuellement de deux mille trois cent vingt-huit personnes, dont le plus grand nombre vient de la Grande-Bretagne et du Canada, sur les 14 millions de dollars de dépenses prévues pour les six prochains mois, seuls 2,5 millions de dollars ont été effectivement versés.

CHARLES LESCAUT.

Dirigeante
de Lutte ouvrièreM^{me} Ariette Laguiller
sera de nouveau candidate
à l'élection présidentielle

M^{me} Ariette Laguiller, dirigeante de l'organisation trotskyste Lutte ouvrière, sera candidate à l'élection présidentielle. Elle l'a annoncé le dimanche 7 juin, au terme de la dix-septième fête de Lutte ouvrière, qui avait réuni militants et sympathisants de ce mouvement pendant trois jours dans le parc du château de Presles (Val-d'Oise).

M^{me} Laguiller, qui en est à sa troisième candidature, a insisté sur le choix de son mouvement de faire cavalier seul, face aux idées de rassemblement du parti frère, la Ligue communiste révolutionnaire, notamment avec les « rénovateurs » du PCF. « Au second tour », a déclaré M^{me} Laguiller, nous dirons aux travailleurs qu'ils ne sont pas concernés par le faux duel gauche-droite. (...) Nous allons aux travailleurs qu'ils peuvent sans crainte s'abstenir de choisir entre Mitterrand et Chirac, ou entre Ricard et Léonard. » La responsable de Lutte ouvrière a annoncé qu'elle commencerait sa campagne dès cet été, à bord d'un caravane, en organisant des rassemblements sur les lieux de vacances.

M^{me} Laguiller a, d'autre part, stigmatisé « toute l'ordure d'extrême droite, raciste et xénophobe que la crise charrie » et qualifié les petits acheteurs des actions de sociétés privatisées de « gogos du prochain effondrement boursier », et le différend Chirac-Léonard de « pitrerie ».

JACQUELINE MELLON.

L'ouverture de l'année mariale

Un milliard de téléspectateurs pour Marie

ROME
de notre correspondant

Le pape a ouvert, dans l'après-midi du 6 juin, samedi de la Pentecôte, à Sainte-Marie-Majeure, une « année mariale » destinée à durer jusqu'au 15 août 1988. L'antique cérémonie de récitation du rosaire pouvait cette fois être suivie sur cinq continents, grâce à un système de liaisons en mondovision reliant la basilique majeure de Rome et ses nombreuses grandes salles de prière à la télévision, par les chaînes de la télévision, par les chaînes de la télévision, par les chaînes de la télévision.

Un réseau de dix-huit satellites et trente relais avait été loué, de sorte que plus d'un milliard de téléspectateurs (les catholiques sont environ 800 millions) étaient à même de suivre l'événement. Le pape lui-même pouvait observer le déroulement des prières dans les autres sanctuaires sur un petit téléviseur placé en vue de son trône.

Les coûts d'une telle transmission en multiples (environ 2 millions de dollars) étaient entièrement pris en charge par trois organisations : la société française Eic, le groupe brésilien de communication Global Media et l'association religieuse néerlandaise Lumen 2000.

Un événement d'importance portée

Par-delà les aspects spectaculaires de l'événement, regrettés par certains milieux ecclésiastiques eux-mêmes, quelle peut en être la portée religieuse ? On rappelle au Vatican que Jean-Paul II a voulu, par cette année mariale, inviter les croyants à « se tenir dans un climat de prière vers le trône de Marie ».

millénaire déformé tout proche ». L'image proposée à l'humanité est celle de la Vierge se préparant, il y a vingt siècles, à accueillir un événement d'immense portée. Cet aspect a été mis en relief lors de la cérémonie par laquelle le pape a inauguré l'événement pour son propre diocèse, à la basilique Saint-Pierre de Rome, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7.

Cette « année » est aussi une manière de célébrer, sans dévier de quelques d'histoires, les deux mille ans de la naissance de Marie.

L'année mariale avait été préparée par la publication de l'encyclique *Redemptoris Mater*, dont on souligne ici qu'elle a été bien reçue, non seulement comme il était prévisible, par les orthodoxes, dont la révérence pour la Vierge est bien connue, mais aussi par le plupart des protestants. Ceux-ci auraient été sensibles à son ton délibérément biblique et à l'accent mis sur les aspects d'élection, de grâce et de foi contenus dans la description du parcours de la mère du Christ. Ils ont aussi pu retrouver dans le commentaire du *Magnificat* contenu dans *Redemptoris Mater*, des éléments de culte, également vifs, fait par Luther, il y a quatre cent cinquante ans.

La précédente année mariale avait eu lieu en 1954, à l'occasion du centenaire de la proclamation du dogme de l'Immaculée conception par Pie IX. Celle qui vient de commencer et qui donnera lieu à d'innombrables manifestations de prière dans les quelques trois mille diocèses du monde entier, ainsi qu'à de nombreux pèlerinages à Rome, n'est en somme qu'une préparation du jubilé « ordinaire » de la chrétienté qui sera célébré en l'année sainte 2000.

JEAN-PIERRE CLERC.

FINLANDE : le congrès du SDP

Le président de la République, M. Mauno Koivisto briguera un second mandat en 1988

HELSINKI,
de notre envoyé spécial

« Les sociaux-démocrates doivent se rapprocher du peuple ». Cette phrase a été entendue lors du congrès du Parti social-démocrate finlandais (SDP) qui s'est tenu du 4 au 7 juin à Helsinki, mais peu de propositions concrètes ont été présentées pour redresser la barre, sinon un nouveau « programme de principes » qui, selon ses détracteurs, aurait pu être contrecarré par la droite.

Un désir de débat s'est également manifesté au sein du parti, ainsi que d'une ouverture vers les catégories sociales qui ne votent pas traditionnellement pour le SDP. Aux législatives de mars dernier, la gauche, avec 24,1 % des suffrages, avait perdu 2,5 points. Après ce recul, certains avaient préconisé une cure d'opposition revigorante, mais les dirigeants du parti, et surtout le président de la République, M. Koivisto, en ont décidé autrement.

Depuis un mois, les sociaux-démocrates gouvernent la Finlande en coalition avec les conservateurs, les populistes et les libéraux suédois. Cette cohabitation « rouge-noire » est apparemment assez populaire et a fonctionné, jusqu'à présent, sans heurt. Elle connaît même une sorte d'« état de grâce » puisque de récents sondages indiquent que les cotes des sociaux-démocrates et des conservateurs du premier ministre, M. Harri Holkeri, sont en hausse.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + LEMONDE

Le numéro du « Monde »
daté 7-8 juin 1987
a été tiré à 428 174 exemplaires

A B C D E F G

Au cours du congrès, certains délégués ont néanmoins critiqué cette alliance avec un parti qui, pendant la campagne électorale, était présenté comme l'adversaire numéro un. L'un des chefs de file de l'aile gauche du mouvement social-démocrate, M. Erkki Tuomioja, a constaté, par exemple, que « l'un des partis sociaux-démocrates les plus à droite d'Europe gouverne aujourd'hui l'un des pays les plus capitalistes du monde occidental ». Ses amis ont aussi dénoncé la « toute-puissance » de la direction et espéré que « le superconsensus ne déboucherait pas sur un consensus idéologique ».

Pour revitaliser leur mouvement, qui a de sérieux problèmes parmi les jeunes, les sociaux-démocrates entendent désormais dissocier l'action du parti de celle de ses ministres qui, au gouvernement, doivent obligatoirement consentir à des compromis. Ainsi, le nouveau président, M. Pertti Protti, qui remplace M. Kalevi Sorsa (à ce poste depuis 1975 et démissionnaire), de même que les deux vice-présidents et le secrétaire national ne font-ils pas partie du présent cabinet. Ce n'était pas le cas auparavant.

« Mieux communisme »

Les sociaux-démocrates, victimes du phénomène bien connu de l'usure du pouvoir, savent qu'ils sont assaillis, dans une partie de l'opinion, à l'appareil d'Etat et vus à tenir un rôle de « pilier » dans des coalitions de diverses couleurs. Lors de leurs déplacements en province, les principaux responsables du parti, qui étaient aussi ministres, se livraient d'ailleurs à une explication de la politique gouvernementale qu'à la défense des positions purement social-démocrates.

Cette « séparation des pouvoirs » devrait, selon la nouvelle direction, permettre de « faire deux pas en avant vers le peuple », et de « mieux communiquer ». M. Pasi, âgé de quarante-huit ans et ancien chef du groupe parlementaire, est considéré comme un homme de dialogue mais

proche des idées social-démocrates classiques. Son ambition est de faire du SDP un « parti des 30 % ».

Par ailleurs, le parti a demandé officiellement au président de la République, M. Mauno Koivisto, d'être le candidat des sociaux-démocrates aux élections de janvier 1988. Le chef de l'Etat a accepté de briguer un second mandat de six ans et pour aucun Finlandais ce n'est une surprise. Il avait seulement souhaité annoncer sa décision aussi tard que possible, en tout cas avant les législatives du printemps dernier.

Une réforme sur le mode de scrutin à finlousen est adoptée par les députés. Jusqu'à présent, le Président était élu au suffrage indirect par un collège de trois cent un

grands électeurs. Il avait été question de choisir le modèle français, mais, pour diverses raisons, celui-ci ne pourra être appliqué avant 1994. L'année prochaine, les Finlandais déposeront donc deux bulletins de vote dans l'urne. Le premier pour leur candidat préféré, le second pour la composition du collège des grands électeurs, qui sera convoqué si aucune des personnalités en présence n'a obtenu, directement, 50 % des suffrages.

Si l'on en croit les sondages, M. Koivisto a de bonnes chances d'être réélu au premier tour. Son principal concurrent, M. Holkeri (conservateur) est en effet dans une position délicate puisqu'il est premier ministre depuis un peu plus d'un mois.

ALAIN DEBOVE.

EN BREF

● ISRAËL : nouvel ambassadeur à Washington. — M. Moshe Arad, cinquante-deux ans, sera le prochain ambassadeur d'Israël à Washington, en remplacement de M. Meir Rosenne, dont les fonctions ont pris fin le 1^{er} juin, à l'occasion, dimanche 7 juin, de source proche du ministère israélien des affaires étrangères, de la candidature de M. Arad, actuellement ambassadeur au Mexique, a été approuvée par le premier ministre, M. Yitzhak Shamir. — (AFP).

● EGYPTES : arrestation d'islamistes. — Cinq cents « extrémistes religieux » ont été arrêtés en Egypte, à la suite des récents attentats qui se sont déroulés au Caire, a annoncé dimanche 7 juin, le général Zaki Badr, ministre de l'Intérieur. Trois attentats ont eu lieu en un mois au Caire, dont deux contre des personnalités égyptiennes — un ancien ministre de l'Intérieur, M. Hassan Abou Becha, et un journaliste, M. Makram Mohamed Ahmed, qui reflète les vues de la présidence de la République — et un contre des diplomates américains. — (AFP).

● Un chef de la guérilla afghane tué. — Lala Meing, l'un des principaux chefs de la guérilla afghane, a été tué, mercredi, près de

Kandahar (sud de l'Afghanistan), a annoncé, dimanche 7 juin, l'agence islamique de presse AIP, proche de la résistance. Une vaste offensive a été lancée à la fin mai par les forces soviéto-afghanes dans la province de Kandahar pour reprendre le contrôle de la ville. Selon des sources diplomatiques, lors de la première semaine de l'offensive, quelques mille soldats soviéto-afghans ont été tués ou blessés. Mohammad Isahq, alias Lala Meing, vingt-sept ans, dirigeait la branche armée du parti Hezbe Islami depuis le début de la guerre. Arrêté en 1984, il avait été emprisonné à Kaboul et condamné à mort. Il avait été échangé, le 21 février dernier, contre un soldat britannique. — (AFP).

● RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : appel du révérend Desmond Tutu à manifester. — L'archevêque anglican, ainsi que trois organisations anti-apartheid, ont demandé, samedi 6 juin, à la population de manifester par le port d'un brassard noir, « signe de deuil », en même temps qu'une expression d'un engagement pour la paix, lors du premier anniversaire de l'état d'urgence, décrété le 12 juin dernier. — (AFP, Reuters).

● JAPON : Rappel d'un diplomate soviétique. — Un diplomate soviétique, qui a refusé de coopérer avec la police japonaise dans une enquête sur une affaire d'espionnage, est parti, le samedi 6 juin, pour Moscou, a annoncé le ministère des affaires étrangères. M. Viktor Aleksandrov, troisième secrétaire de l'ambassade soviétique, était soupçonné d'implication dans une tentative d'achat des informations secrètes relatives à des avions militaires américains, a indiqué le ministère. Selon la police, trois autres diplomates soviétiques également soupçonnés ont déjà regagné Moscou. — (Reuters).

● Trésoreries des entreprises : sursis en France. — Les trésoreries des entreprises industrielles continuent de s'améliorer, les grandes firmes et les PME performantes « bénéficient toujours d'une large sursis », écrit la Banque de France dans son enquête mensuelle sur les trésoreries, les crédits et l'épargne. Dans le commerce de détail, la situation s'est également nettement améliorée, notamment dans les secteurs de l'habillement, chaussures et dans ceux de l'équipement du logement et de l'automobile.

BERLIN-EST

Incidents lors d'un concert de David Bowie

Berlin. — Des fans est-allemands du chanteur David Bowie ont jeté des pierres et des bouteilles sur les forces de police qui refusaient de les laisser s'approcher du mur de Berlin afin d'entendre le concert de rock donné à Berlin-Ouest par la star britannique, ont rapporté, le dimanche 7 juin, des témoins.

Près d'une centaine d'Allemands de l'Est s'étaient réunis, le samedi soir, près de la station de chemin de fer de Friedrichstrasse afin de mieux profiter des échos du concert donné de l'autre côté du mur par le chanteur.

Quelque deux cents policiers ont alors fait irruption au milieu du rassemblement et ont érigé une barrière afin d'empêcher les fans de s'approcher du mur, leur demandant de se disperser.

Une cinquantaine d'Allemands de l'Est ont alors jeté des pierres et des bouteilles sur les forces de l'ordre, qui sont restées sans bouger.

David Bowie donnait un concert en plein air à Berlin-Ouest, devant les anciens locaux du Reichstag. — (AP).

● Le groupe Hersant rachète un nouveau quotidien belge. — Le groupe de presse de M. Robert Hersant a acheté, le samedi 6 juin, l'Echo du Centre, un petit journal de Charleroi, en Belgique. Propriétaire de Nord-Eclair, à Lille, vendu de part et d'autre de la frontière, le groupe Hersant possède aussi le Journal de Mons.

● M. Roland Faure, président de l'URTI. — M. Roland Faure, président-directeur général de Radio-France, a été élu président de l'Université internationale (URTI) à l'issue de l'assemblée générale de cet organisme qui s'est tenue du 3 au 5 juin à Paris. Il succède à ce poste à M. Gabriel de Broglie qui, après onze ans à la tête de l'URTI, a été élu président d'honneur. L'URTI, créée en 1949 par une résolution de l'Assemblée générale de l'UNESCO, a pour mission de favoriser les échanges de programmes entre cinquante organismes de radiodiffusion et de télévision représentant près de trente pays.